

Affaire du diplomate Hasseni
**LE PARQUET DE PARIS
REQUIERT LE NON-LIEU** P.3

Selon la presse française

RENAULT VA CONSTRUIRE DES LOGAN EN ALGÉRIE

 P.5

Le modèle Sandero de la marque Dacia serait produit à Rouiba, avec la Logan et la Symbol.

Alger - Paris
**RELATIONS FROIDES
MAIS PAS DE CRISE** P.3

Skikda: Samsung prévoit
7.500 postes d'emploi P.6



Publicité



Recommandé Par

le Centre Arabe de la Nutrition



Santé et bien-être

Instauré il y a 18 ans Appel à une coalition pour la levée de l'état d'urgence



M. Aziza

Le président de la Ligue algérienne de défense des droits de l'Homme (LADDH), Mustapha Bouchachi, a lancé, hier, un appel à l'ensemble des partis politiques, ceux de la coalition et de l'opposition, les syndicats, les ONG et les élites du pays à se constituer en une grande coalition nationale pour exiger la levée de l'état d'urgence.

Mustapha Bouchachi, qui intervenait à l'occasion d'une conférence de presse tenue au siège de la ligue, a précisé que l'état d'urgence doit être limité dans le temps, son renouvellement ou sa prolongation doit être voté et débattu par les deux chambres (le Parlement et le Sénat), selon ce que prévoit la Constitution. «L'état d'urgence en Algérie est à sa 18^{ème} année (le 9 février 1992) sans l'aval des deux chambres du Parlement, ni pour le décréter ni pour le renouveler. La question n'a jamais été posée», dira le conférencier. Ce dernier dira encore que celui qui est né le 9 février 1992 est aujourd'hui âgé de 18 ans. Et d'ajouter qu'«il est grand temps de laisser cette jeunesse s'épanouir. Laissez cette génération en mal de liberté vivre».

Pour Me Ali Yahia Abdenour, l'état d'urgence aujourd'hui n'a même pas sa raison d'être puisque les officiels que ce soit les responsables du ministère de la Défense ou ceux des Collectivités locales ont tous déclaré que le terrorisme est vaincu. Ali Yahia Abdenour s'est interrogé, «pourquoi l'Etat continue à mobiliser 264 000 policiers, 128 000 gendarmes et 360 000 membres de l'armée, l'équivalent de l'armée de l'OTAN pour 400 ou 600 terroristes?».

Les conférenciers poursuivent en disant que le maintien inexplicable de l'état d'urgence

est une preuve que l'état d'urgence n'a pas été instauré uniquement pour combattre le terrorisme, mais aussi pour contenir toutes formes de protestations populaires. Ils affirment que l'état d'urgence n'a pas été décrété uniquement pour la sauvegarde de la République mais aussi pour la sauvegarde du système en place.

Les membres de LADDH regrettent l'absence de lutte notamment de la part des partis politiques pour la levée de l'état d'urgence et dénoncent la politique de deux poids deux mesures des Occidentaux sur cette question. «L'état d'urgence à 21 ans en Egypte et 48 ans en Syrie, et ce, avec la complaisance de l'Union européenne». Pour les membres de LADDH, la lutte pour la levée de l'état d'urgence doit être menée par un bloc national d'une façon continue et sur la base d'une feuille de route au niveau national.

Les conférenciers n'ont pas écarté le recours aux instances internationales en cas d'échec. «On sensibilisera l'opinion internationale si on ne trouve pas d'issue à cette question», dira Bouchachi. Pour Me Ali yahia Abdenour «la ligue organisera un débat sur la levée de l'état d'urgence chaque 9 février, et ce jusqu'à la suppression de cette mesure devenue inutile vu la situation sécuritaire qui s'est beaucoup améliorée». Pour le conférencier «la levée de l'état d'urgence permettra plus de transparence dans les institutions de l'Etat et permettra sans doute d'ouvrir la voie à la lutte pour l'instauration de l'Etat de droit». Maître Ali Yahia Abdenour poursuit «la levée de l'état d'urgence doit être suivie par la libération du champ politique et médiatique et l'exercice des libertés individuelles et collectives». Il conclut : «libérez la liberté, et la liberté fera le reste» (Victor Hugo).

Avocats - ministère de la Justice Les mandats des bâtonniers, pomme de discorde

Djamel B.

Le conseil national de l'Union nationale des ordres des avocats algériens et le ministère de la Justice sont arrivés à un accord sur une mouture du projet du nouveau statut de la profession d'avocat. C'est ce qu'a annoncé, hier, le bâtonnier national M. Menad Rachid.

Contacté, hier, par téléphone, le bâtonnier national a indiqué, que les rencontres et les discussions entre les deux parties ont permis d'aplanir les points de discorde qui entravaient la mise en œuvre de ce nouveau statut. Néanmoins, M. Menad a tenu à signaler que le désaccord subsiste toujours entre les deux parties sur un seul point, celui lié au nombre de mandats pour le poste de bâtonnier. «Pour ce nouveau projet, le ministère a proposé de limiter la candidature au poste de bâtonnier à deux mandats, une proposition que nous rejetons car nous considérons qu'il s'agit d'une restriction des libertés des avocats et nous proposons à ce que la candidature soit ouverte», déclare M. Menad. Ce dernier a tenu

à l'occasion, à lancer un appel en direction des hautes autorités de l'Etat, pour activer la promulgation de ce nouveau statut qui est, actuellement, à l'étude au niveau du secrétariat du gouvernement.

Avant d'aboutir à un consensus autour de cette mouture, certains articles contenus dans le projet, avaient soulevé une vaste protestation des avocats à travers le territoire national, ce qui a poussé le conseil national de l'Union nationale des ordres des avocats, à appeler carrément à leur suppression, notamment les articles 10 et 24.

Et sur ce point, les avocats ont eu gain de cause. L'article 10 pour rappel, stipule que le retrait d'un avocat d'un procès est considéré comme faute grave et qu'il risque, par conséquent, une suspension. L'article 24 quant à lui, tel qu'il était contenu dans le projet, précise que «lorsqu'une juridiction estime que l'avocat a failli à ses obligations professionnelles, le procureur général en informe le bâtonnier afin de prendre des mesures disciplinaires adéquates. Le bâtonnier peut, dans un délai d'un

mois, soit décider de classer l'affaire, soit saisir le conseil de discipline» Mais en attendant de connaître la sanction, l'avocat mis en cause est suspendu de ses fonctions et n'a pas le droit d'exercer sa profession.

D'autre part, et selon M. Menad, certains articles du code de procédures civile et administrative, sont en contradiction avec le nouveau statut particulier de la profession d'avocat, d'où la nécessité d'une révision. «Effectivement, il y a plusieurs articles en contradiction avec le statut, ce qui risque d'entraver l'exercice de la profession. Pour cela, le législateur doit procéder à la révision de la loi. Cela ne peut se faire sur la base d'une proposition de l'Union nationale de l'ordre des avocats, mais d'une proposition du ministre de la Justice» assure M. Menad qui signale que le conseil national de l'Union nationale de l'ordre des avocats présentera, incessamment, une proposition au ministre de la Justice pour la révision du code des procédures civile et administrative. «Après, c'est au ministre de demander cette révision», indique le bâtonnier national.

Le procès du comité de participation reporté

Hocine Kedadria

Les alentours du tribunal d'El-Hadjar étaient, hier, bondés de plusieurs dizaines de personnes, toutes concernées de près ou de loin par l'affaire du comité de participation de ArcelorMittal. 8 personnes sont accusées dans une affaire de détournement de biens sociaux et autres délits par quelque 5.000 travailleurs du complexe sidérurgique d'El-Had-

jar. Trois d'entre elles ont été incarcérées, il y a un peu plus d'un mois par le juge d'instruction d'El-Hadjar et les autres laissées en liberté, sous contrôle judiciaire. Présentés hier au tribunal, les mis en cause ont vu le procès, à la demande des avocats, reporté au 2 mars. Une demande de liberté provisoire introduite par les avocats de la défense a été mise à l'étude, puis refusée séance tenante. La défense, qui avait demandé la li-

berté, avait argumenté son intervention par le fait qu'une partie des accusés se trouve dehors et trois seulement sont en prison, alors qu'ils sont, tous les huit, concernés par le même dossier. Pour l'un des avocats de la défense, le procès a été reporté pour permettre au tribunal de convoquer tous les intervenants dans cette affaire, en particulier les transporteurs et autres partenaires commerciaux cités dans le dossier.

ANALYSE

Kharroubi Habib

Vers une semaine agitée

Mercredi dernier, le ministre de l'Education Boubekour Benbouzid, très certainement informé des tractations en cours

dans le milieu syndical de son secteur en vue d'une relance de la «protesta», avait déclaré à partir de Batna que «l'augmentation prévue des salaires des employés du secteur sera à la hauteur des attentes, d'autant que ce qui touche aux primes aura un effet rétroactif», et a appelé par conséquent les enseignants, les gestionnaires et les syndicats «à ne pas se précipiter soulignant que son département est le premier secteur à avoir achevé l'élaboration du régime indemnitaire». Son appel n'a pas été entendu puisque la plupart des syndicats s'apprêtent à organiser des mouvements de grève. Ce qui est la preuve qu'ils n'ont plus confiance dans les promesses du premier responsable de leur secteur.

Il avait semblé pourtant que Benbouzid était parvenu à dissiper la méfiance qu'il inspirait à ces syndicats en négociant avec eux les conditions de l'arrêt de la grève qui a paralysé l'éducation nationale pendant près d'un mois. Tout indique que les syndicats qui ont décidé de relancer la protestation ont été déçus par la tournure des événements après l'arrêt négocié de leur grève. Ils ont en effet espéré être pleinement associés à la négociation pour le règlement des problèmes objet de leur revendication. Au lieu de cela, l'administration de l'éducation nationale fait cavalier seul donnant l'impression de ne pas considérer les syndicats autonomes comme des partenaires sociaux à part entière.

A moins d'une initiative que prendrait Benbouzid consistant à rencontrer ces syndicats pour engager avec eux un dialogue constructif, l'éduca-

tion nationale va entrer dans une zone de grande turbulence à compter de la semaine prochaine. Les syndicats autonomes qui ont le sentiment pas si faux

d'avoir été floués semblent déterminés à durcir leur action. Il est question en effet pour certains d'entre eux que celle-ci ne se limitera pas à une grève reconductible. Ils envisagent tout autant de recourir «au boycott des devoirs de composition du deuxième trimestre, le gel des activités des professeurs responsables des matières et classes jusqu'au règlement du dossier financier».

Si l'on arrive à cette situation, il en résultera presque inévitablement l'immense gâchis d'une année scolaire blanche. Les autorités pourront alors après cela accuser ces syndicats d'être manipulés comme l'a déjà déclaré le Premier ministre. Peu seront dupes. Car il est clair que ce sont les pouvoirs publics qui sont responsables de la relance de la protestation sociale en ne respectant pas les engagements qu'ils ont contractés. Le calcul qu'ils ont fait que l'arrêt de la grève de janvier allait entraîner le reflux de la mobilisation des enseignants s'avère totalement erroné. Le pourrissement qui en était escompté ne s'est pas produit et le nouveau bras de fer qui va se jouer dans l'éducation nationale menace d'être grave par ses conséquences.

Le secteur de la santé est pratiquement à l'arrêt depuis près de deux mois, celui de l'éducation nationale ne sort d'une grève que pour aller vers une autre. La fronde sociale provoque de l'agitation un peu partout, les scandales liés à la corruption révulsent l'opinion publique. Malgré tout cela, le pouvoir politique s'entête dans la fiction du «tout va bien» et la théorie du «chahut passager et instrumentalisé».

Tirage du N° 4615
154.216 exempl.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 148.156.200,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.32.63.09
32.72.78 / 32.91.34
32.86.66 / 32.86.67 / 32.86.68

Fax Pub: 041.32.69.06
Fax et Rédaction
041.32.51.36 / 32.69.06

Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : SIMPRAL
Constantine : S.I.E.
Ouargla : S.I.A.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Rédaction Algéroise
Tél. : 021. 74.96.39 - Fax : 021. 74.71.57

Rédaction Constantinoise
Tél. : 031.64.19.81 - Fax : 031.64.19.80

Diffusion : Quest: SEDOR Tél.: 041.41.94.31/41.65.31
Centre: SEDOR - Est: SO.DI. PRESSE - Sud: TDS

Alger - Paris

Relations froides mais pas de crise

La convention franco-algérienne de partenariat a été ratifiée, hier, par l'Assemblée nationale française malgré l'appel de certaines voix «nostalgériques» à la rejeter en réaction à une proposition de loi en Algérie portant criminalisation du colonialisme.

M. Saâdoune

L'idée est déplorée par le ministre français de l'Immigration, Eric Besson, transfuge de la direction du PSF, et ordonnateur d'un débat d'extrême-droite sur «l'identité nationale», de fait consacré à la stigmatisation de l'Islam et des musulmans.

M. Besson a «regretté» la proposition de loi criminalisant le colonialisme signée par plus de 120 députés algériens et a estimé qu'il «ne faut pas oublier la colonisation et la post-colonisation» et «dépasser» cette question.

Eric Besson, organisateur d'un débat qui a montré toute l'actualité de la colonisation et la permanence d'un statut de l'indigénat qui ne dit pas son nom, s'est sans doute exprimé de manière prématurée. Il s'agissait pour cet homme à l'identité politique incertaine de rebondir après le classement sans suite du débat incertain qu'il avait piloté.

Le ministre français des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, et le secrétaire d'Etat à la Coopération, Alain Joyandet, ont fait preuve d'une plus grande circonspection et de davantage de professionnalisme. Ils estiment qu'ils n'ont pas à réagir à une proposition de loi introduite par des députés et qui, jusqu'à preuve du contraire, n'engage pas - pas encore du moins - le gouvernement algérien. Le secrétaire d'Etat à la Coopération, Alain Joyandet, a préconisé de «dépasser le débat et regarder cette convention à l'aune de l'intérêt des peuples français et algériens». Il a relevé, non sans pertinence, qu'il «s'agit d'une proposition de loi, qui a certes été signée par un certain nombre de députés algériens. Mais nous, en France, n'apprécions pas que des parlementaires d'un autre pays commentent les propositions de loi déposées par des parlementaires français». Le ministre français des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, a noté que le gouvernement algérien ne s'est pas exprimé sur la proposition de loi qui a été renvoyé par le Bureau de l'APN à son auteur pour amélioration. «Lexicatif algérien n'a aucunement pris position sur cette proposition, son inscription à l'ordre du jour n'est donc pas certaine, car c'est le gouvernement algérien qui en a la maîtrise exclusive (...) Il faut traiter avec sérieux le problème du dialogue et de la mémoire».

LE JEU DES ULTRAS

Voilà qui devrait amener Eric Besson à concentrer ses «regrets» sur le caractère éminemment douteux d'un débat sur «l'identité nationale» qui a heurté profondément les démocrates français et pas seulement à gauche. Apparemment, le ministre de l'Immigration est dans une logique de surchère avec le député revanchard Thierry Mariani (UMP), candidat à la présidence du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, qui a demandé le report de la ratification de la convention de partenariat et a qualifié la pro-

position de loi sur la colonisation comme une «insulte» aux «rapatriés et à ceux qui ont servi en Algérie sous les couleurs du drapeau français, les harkis, les militaires professionnels, les appelés du contingent, qui se sentent méprisés et qu'on injurie une nouvelle fois...». C'est à ce député nostalgique que faisait allusion le socialiste Bernard Derosier qui a demandé au gouvernement français de ne pas «écouter les ultras».

LES RAISONS, MULTIPLES, DU MALAISE

Ces débats - et réactions - illustrent bien l'état des relations algéro-françaises : elles paraissent froides sans que l'on puisse réellement parler de crise. La proposition de loi criminalisant le colonialisme - qui n'est pas une initiative du gouvernement algérien - ne constitue pas, pour l'instant tout au moins, un motif de polémique entre Alger et Paris. La proposition de loi, déposée il y a un mois par un député du FLN, apparaît comme une riposte, tardive, à la loi française du 23 février 2005 glorifiant le colonialisme qui avait passablement tendu les relations. Outre ces aspects inhérents à une histoire qui reste à solder, divers facteurs ont contribué au refroidissement des relations entre l'Algérie et la France. Si l'on ne peut effectivement parler de crise, un vrai malaise est perceptible. Il n'est plus question de traité d'amitié qui semble définitivement enterré ou du moins en attente d'une avancée sur les questions de la reconnaissance des méfaits du colonialisme.

A ce contentieux structurel entre Alger et Paris, se sont greffés d'autres éléments. Le plus récent étant le classement de l'Algérie dans une liste de «pays à risque» qui a été mal prise par le gouvernement algérien. Le commentaire d'un vice-ministre français du Commerce, Hervé Novelli, au sujet des mesures d'encadrement des importations décidées dans le cadre de la loi de finances complémentaire 2009 a également froissé quelques susceptibilités et suscité une vive réaction du ministre algérien du Commerce, Hachemi Djaaboub. Encore récemment, ce dernier répliquait au ministre français que le «GPS de l'économie algérienne se trouve à Alger et nulle part ailleurs». Il est possible de ranger également dans la catégorie «contentieux et malentendus», l'affaire du diplomate Mohamed Ziane Hasseni, poursuivi dans l'affaire Ali Mecili, les accusations lancées par un ancien attaché militaire français à Alger de l'affaire Tibhirine. Dans une réaction à chaud, le président Nicolas Sarkozy avait déclaré que les «relations entre les grands pays s'établissent sur la vérité et non pas sur le mensonge». Le propos était suffisamment équivoque pour que le président français y revienne quelques jours plus tard afin de le «clarifier». Même si elles s'insèrent dans une histoire douloureuse, les «tensions» algéro-françaises ne sont pas réductibles au seul terrain - miné - de la mémoire et de l'Histoire...



Affaire du diplomate Hasseni

Le parquet de Paris requiert le non-lieu

Salah C.

Le parquet de Paris a requis un non-lieu en faveur du diplomate algérien Mohamed Ziane Hasseni, chef du protocole au ministère des Affaires étrangères, interpellé en France, en 2008, et placé sous contrôle judiciaire dans l'enquête sur l'assassinat de l'opposant Ali Mecili, en 1987 à Paris, a indiqué, hier, l'AFP qui cite des sources concordantes.

Ainsi, les doutes formulés aussi bien par le présumé que par sa défense, en l'occurrence Me Jean-Louis Pelletier, sur le fait que M. Hasseni a été victime d'une homonymie se sont avérés fondés, notamment après la volte-face de son principal accusateur dans cette affaire, Mohamed Samraoui, lors d'une visio-conférence organisée le 4 août 2009, à Paris.

A la fin du même mois, une requête avait été déposée par la défense de M. Hasseni aux fins de

non-lieu auprès du juge d'instruction chargé de l'affaire Alain Philibeaux, à qui il revient, désormais, de suivre ou pas ces réquisitions de non-lieu concernant M. Hasseni.

Ce jour, Me Jean-Louis Pelletier avait déclaré : «la preuve de la culpabilité de M. Hasseni n'a pas été apportée, trop de doutes subsistent». Les mêmes sources ont rappelé qu'au début du mois en cours, le parquet de Paris a décidé de soutenir cette requête.

Pour sa part et clamant son innocence, M. Hasseni, placé sous contrôle judiciaire dès le départ par un mandat d'arrêt international et qui lui a valu de rester dans la capitale française, a déclaré, à maintes reprises, qu'il poursuivra ses démarches jusqu'à l'éclatement de la vérité, en demeurant sur le sol français.

Réagissant à chaud à l'issue des propos contradictoires de Mohamed Samraoui qui a, particulièrement,

nuancé ses accusations, l'avocat de M. Hasseni, Me Jean-Louis Pelletier avait indiqué à l'AFP que «cette confrontation à distance est venue conforter les éléments biographiques que nous avons fournis depuis plusieurs mois et qui montrent que M. Hasseni n'est pas la bonne personne». De son côté, l'avocat de la famille Mecili, Me Antoine Comte, a, lui aussi, noté que «M. Samraoui avait pas mal reculé dans ses certitudes en étant moins affirmatif en maintenant quelques doutes». Le même avocat avait admis que «l'évolution des déclarations de Samraoui est de nature à déboucher, peut-être, sur une modification de la situation de Hasseni».

A l'origine de cette scabreuse affaire, l'accusateur s'était basé sur le fait qu'un ordre de mission avait été trouvé, lors d'une perquisition chez le tueur présumé, Abdelmalek Amellou et que ce document était signé d'un certain capitaine Rachid Hassani.

Raïna Raïkoum

Kamel Daoud

C'est l'avenir par dé-faut : celui des grèves et des luttes sociales. Une décennie durant, la mode était à l'émeute de ceux qui n'avaient pas de travail et trop de temps gratuit et sans pain. Pour

les futures années, la mode sera à ceux qui ont un emploi et qui ont compris que cela sert à si peu, de plus en plus. Le Pouvoir va recruter plus de policiers et frapper de plus en plus fort sur les têtes, et les travailleurs vont être de plus en plus tenaces et obstinés en demandant plus de semoule dans un pays qui la distribue mal. Du coup, on se souvient que dans cette lutte de classes quasiment biologique, l'Algérie qui tourne en rond a épuisé presque tous les cas de figure contre l'Algérie qui lui tourne le dos : on eut le communiste critique, l'islamiste, le kamikaze, l'Emir, l'émeutier et le harraga, bien longtemps après la mort du militant dans la sphère devenue plate de nos idéologies. Que reste-t-il ? Le syndicaliste et le syndiqué. Celui qui redécouvre Marx parce que le sucre flambe et que les légumes secs sont devenus des fruits suspendus. C'est la prochaine étape de la confrontation structurelle du Pouvoir contre ses colonisés. Le seul problème est qu'il ne s'agit même pas d'une lutte de classes entre des surexploités et un capital, selon Marx, mais d'un Pouvoir contre un encerclement alimentaire qui veut manger mais aussi avoir, en dessert, la dignité.

Le Manifeste futur de la cuillère

L'histoire a fini par rattraper l'Algérie : on eut le capitalisme à l'époque du socialisme, on a les luttes sociales à l'époque du marché libre. Le syndicalisme est donc l'une des figures possibles de l'avenir : une jonction entre le pluralisme que

nous avons perdu, l'émeute qui ne sert à rien, le volontariat qu'on a cru révolu, et l'occupation de la rue que nous avons presque oubliée. Une bonne formule pour les réunir tous. D'où cette peur qu'ait le Pouvoir qui craint plus le pluralisme syndical que le pluralisme politique. Dans le premier on a des militants, dans le second on a ce qu'on a toujours isolé des partis : la bonne foule du peuple.

Le chroniqueur l'avait écrit il y a des mois : le premier parti d'opposition de pays comme le nôtre est désormais le pain et le panier. Ce n'est pas un organe mais un repas. Chaque cuisine est sa kasma et son parti est celui de Dieu qui a créé l'homme et l'estomac. Il n'a point d'oreilles à manipuler et ne se contentera jamais d'une élection. C'est le parti qu'on ne peut pas diviser et qui ne se soucie guère de la différence entre les hommes et les femmes. Même les enfants y sont admis et surtout quand ils viennent tout juste de naître. Chacun y est président quand il a faim et durant les dix derniers jours de chaque mois. Le coup d'Etat de l'avenir se fera avec des cuillères et écrira des menus pas des manifestes.

Y CARTE

LIBERTY

Dès la 1^{re} seconde, vos appels
GRATUITS & ILLIMITÉS

1
Formule
Jour

99
DA TTC
de 00h
à 18h

Composez



Vous êtes libre de basculer d'un profil à l'autre
autant de fois que vous le voulez et sans limitations.

L'offre Liberty, c'est la gratuité de tous vos appels
vers Djezzy et Allo OTA, dès la première seconde
de 00h00 à 18h00 et les appels vers les autres
réseaux sont à 3.50 DA/30 sec.

www.djezzy.com



AICH LA VIE !

Pour un usage personnel et raisonnable.

Selon la presse française
Renault va construire des Logan en Algérie

Yazid Alilat

L'information est tombée hier presque en fin de journée, annonçant que le deuxième grand constructeur de voitures françaises va s'implanter prochainement en Algérie. La marque au losange, qui a confirmé cette information, devrait selon la presse française construire à Rouiba, sur l'actuel site de la SNVI, une usine de montage de véhicules de tourisme. Selon le journal Le Monde, Renault devrait assembler et monter la Logan, la Sandero et la Symbol. Les deux premières sont actuellement montées sur deux sites : en Roumanie avec la marque Dacia, et à Casablanca au Maroc, où la construction de la Sandero avait débuté en 2009. Le Maroc avait en 2004-2005 résilié son contrat de construction avec la marque italienne Fiat, et avait redéployé son usine de la SOMACA de Sidi Moumen, à Casablanca, en l'offrant à Renault qui s'y était implanté pour la fabrication de la Logan. Si les prévisions se réalisent pour le constructeur français, Rouiba sera le 3^e grand site de production de la Logan, une voiture qui marche bien sur le segment des petites berlines aussi bien en Europe qu'au Maghreb. D'autre part, l'annonce de la fabrication à Rouiba de la dernière née des petites berlines de Renault, la Symbol, fabriquée actuellement en Turquie, devrait donner un peu plus de consistance à la volonté du cons-

tructeur français de s'installer durablement en Algérie. Le site de construction projeté par Renault, qui devrait annoncer officiellement dans les prochains jours sa volonté d'investir dans la construction automobile en Algérie, est en fait un site de production de véhicules industriels, des bus et des camions. Pour autant, cette annonce a été déjà précédée par des bruits avant-coureurs sur ce projet du groupe français de construire une usine de construction d'automobiles en Algérie. En 2009, le gouvernement avait déjà suggéré à plusieurs constructeurs européens installés sur le marché algérien d'orienter leurs investissements vers la construction d'usines de montages de véhicules, et non plus de rester sur le créneau de la vente en l'état de véhicules, fabriqués en Europe, et même au Mexique pour certaines marques japonaises. Dans l'ancienne usine de montage de Berliet, Renault devrait produire, selon Le Monde, près de 50.000 véhicules par an, destinés au marché algérien. L'investissement du constructeur français, qui n'a pas divulgué pour le moment son montant, serait de plusieurs dizaines de millions d'euros. Le constructeur automobile français devrait s'associer à la Société nationale des véhicules industriels, et prendrait 49% du capital de la future coentreprise, selon les informations du Monde. Un porte parole de Renault interrogé par Reuters, a déclaré que «il n'y a pas de

négociation aboutie en Algérie». « On regarde ce qui se passe dans un bon nombre de pays », a-t-il ajouté. Vers 13h10, le titre Renault gagnait 2,41%, à 33,42 euros, à comparer avec une progression de 0,29% de l'indice sectoriel européen Dow Jones Stoxx de l'automobile. L'installation de Renault en tant que constructeur de voitures pour le marché national, répond ainsi aux vœux des milieux politiques algériens qui avaient à plusieurs reprises appelé les industriels français, notamment les constructeurs de voitures, à s'installer sur le marché algérien, non pas pour la commercialisation de leurs véhicules, mais surtout pour en construire. C'est un premier grand pas vers l'arrivée d'autres constructeurs sur le marché algérien, en attendant la concrétisation du projet de voiture typiquement algérienne, annoncée en 2009. En attendant ce projet monté avec plusieurs partenaires, notamment émiratis, Renault semble plus près que tous pour s'installer durablement sur le marché de la construction automobile en Algérie. L'importation de l'Algérie en véhicules, selon M. Abdelhamid Temmar, ministre de l'Industrie et de la Promotion des investissements, a atteint le pic de 3 milliards de dollars en 2007, dont 90% ont été importés par des concessionnaires de sociétés étrangères. Avec ces chiffres, l'Algérie devient le second grand marché automobile après l'Afrique du Sud sur le continent noir.

Une hausse durant le 3^{ème} semestre 2009, selon l'ONS

Le secteur des textiles et cuirs se porte mieux

Salah C.

Une enquête d'opinion réalisée par l'Office national des statistiques (ONS) auprès des chefs d'entreprises du secteur des textiles et cuirs a conclu que l'activité a repris durant le 3^{ème} trimestre 2009 avec une hausse de la demande en produits fabriqués, malgré la baisse des prix de vente. L'enquête, reprise par l'APS et qui porte sur le type et le rythme de l'activité industrielle du secteur en question, révèle que les capacités de production sont utilisées à plus de 75% par presque l'ensemble des entreprises des cuirs et par près de 95% de celles des textiles. Dans les détails, la totalité des chefs d'entreprises des cuirs et près de 68% de ceux des textiles ont estimé avoir satisfait toutes les commandes reçues et qu'ils détiennent des stocks de produits fabriqués, un fait jugé de normal par l'ensemble des concernés du secteur des textiles.

Les mêmes chefs d'entreprises ont déclaré que le degré de satis-

faction des commandes demeure égal à la demande exprimée pour l'ensemble du potentiel de production des deux secteurs. Cependant, près de 5% des entreprises des textiles et plus de 4% de celles des cuirs ont connu des ruptures de stocks, induisant des arrêts de travail, inférieurs à 10 jours pour l'ensemble des concernés du secteur des cuirs et à moins de 29 jours pour ceux des textiles. Les chefs d'entreprises interrogés par les enquêteurs de l'ONS ont également indiqué que l'approvisionnement en eau est suffisant. En matière d'utilisation du potentiel de production, il est estimé à plus de 67% pour le secteur des cuirs, avec notamment des pannes d'électricité causant des arrêts de travail inférieurs à 6 jours. Au plan financier, l'enquête fait ressortir la bonne santé des entreprises spécialisées dans le cuir alors que la trésorerie de celles du textile est jugée de normale. Dans le même contexte, les premiers gestionnaires des entreprises ciblées par l'enquête relèvent le ralentissement de la demande, les charges trop élevées,

l'allongement des délais de recouvrement des créances et les remboursements d'emprunts. Quant aux équipements, les chefs d'entreprises relèvent leur vétusté ainsi que leur sur-utilisation. Ils illustrent cette situation par le fait que plus de 87% du potentiel de production des textiles et plus de 62% de ceux des cuirs ont connu des pannes, causant des arrêts de travail, quoique inférieurs à 6 jours pour l'ensemble des concernés. Aussi l'enquête fait ressortir que près de 86% des industriels des textiles ont procédé à des extensions de leurs équipements. Par ailleurs, près de 68% des chefs d'entreprises du textile et près de 91% de ceux du cuir estiment pouvoir produire davantage avec un renouvellement des équipements sans recourir au recrutement de personnel supplémentaire. Au plan des ressources humaines et le degré de qualification, les mêmes patrons déclarent que les effectifs ont augmenté, alors que la moitié d'entre eux considèrent que le niveau de qualification du personnel demeure insuffisant. Dans le même contexte, environ 54% des industriels des textiles et près de 91% de ceux des cuirs déclarent pouvoir produire plus en recrutant du personnel. En ce qui concerne les perspectives à court terme, les industriels des textiles et cuirs prévoient une hausse de leur production et de la demande avec une stabilité des prix avec une meilleure trésorerie. Cependant, en matière de personnel, si les patrons des entreprises des cuirs tablent sur une réduction de leurs effectifs, leurs homologues des textiles prévoient le contraire.

400 policiers pour le métro d'Alger

Quatre cents agents de la police du métro ont été formés ces dernières années pour assurer la sécurité des citoyens et de leurs biens dès la mise en service du métro d'Alger, a-t-on appris lundi auprès de la Sûreté de la wilaya d'Alger.

Organisée par la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), cette formation s'inscrit dans le cadre des projets relevant du secteur des transports à l'instar du métro d'Alger, du tramway et des téléphériques ainsi que ceux liés à la réalisation de stations de transport ur-

bain, a déclaré le commissaire divisionnaire adjoint de la Sûreté d'Alger, M. Mustapha Benaini, lors d'une rencontre avec la presse consacrée à l'évaluation annuelle du bilan des activités de la police judiciaire et de la Sûreté publique à Alger. Six cents agents de la police des métros bénéficieront de cette formation, a indiqué M. Benaini qui a souligné l'importance de la préparation de cette «nouvelle» police dont les fonctions sont différentes.

Dix agents féminins ont déjà été formés, a-t-il ajouté.



Akram Belkaïd, Paris

La recherche universitaire : force de frappe des USA

A quoi tient la puissance d'une Nation ? Les réponses peuvent être variables mais il en est une qui fera toujours l'unanimité. Il s'agit de la santé de ses universités et de leur capacité à être en phase avec les besoins de la sphère économique. Dans cet ordre d'idée, il n'est pas rare non plus que l'on cherche à savoir si les activités de recherche de ces universités sont en amont de découvertes et d'innovations technologiques pour l'émergence de nouveaux produits ou procédés. Des découvertes qui contribueraient au dynamisme de l'économie et à la création d'entreprises et d'emplois. Un cercle vertueux qui exige des ressources financières importantes et où les Etats-Unis continuent de tenir le haut du pavé.

L'EXEMPLE DES ETATS-UNIS

En décembre dernier, la National Science Foundation (NSF) a, en effet, publié son classement en matière de financement des universités américaines. Et ses chiffres sont éloquentes. En 2008, les campus étasuniens ont reçu un total de 52 milliards de dollars à titre de contribution pour leurs travaux de recherche (49,5 milliards de dollars en 2007 et 47,7 milliards de dollars en 2006). La ventilation de ces fonds témoigne des choix stratégiques du gouvernement américain, premier contributeur pour les universités (voir ci-après). Près de 19 milliards de dollars ont ainsi été consacrés aux sciences du vivant (10,7 milliards de dollars pour les sciences médicales et 6,3 milliards de dollars pour la biologie fondamentale). Cela confirme la volonté américaine de continuer à dominer le marché mondial de la santé.

A l'inverse, le montant « modique » de 1,8 milliard de dollars consacré à l'environnement laisse perplexe et incite à se demander si, finalement, les Etats-Unis ne sont pas en train de perdre l'occasion d'être à la pointe de la révolution du « green business ». On sait que Washington parie sur les innovations technologiques pour limiter le réchauffement climatique mais une telle stratégie devrait reposer sur des investissements plus conséquents en matière de recherche universitaire. Il est évident que le futur « google » de l'économie verte ne pourra émerger sans un socle solide constitué notamment par un tissu universitaire dédié à la recherche sur l'environnement. Deux autres enseignements majeurs peuvent être tirés du bilan établi par la NSF. En premier lieu, il y a le fait que le financement de la recherche universitaire aux Etats-Unis est avant tout une affaire de fonds publics. Contrairement à une idée reçue, c'est bel et bien l'Etat qui soutient cette activité et non le secteur privé. De fait, les fonds fédéraux représentent 60,2% des 52 milliards de dollars consacrés à la recherche contre 20% provenant des financements institutionnels, notamment ceux des fondations, et 6,5% issus de l'argent versé par les municipalités et les Etats. A l'inverse, les fonds versés par les entreprises à la recherche universitaire n'atteignent que 5,5% des 52 milliards de dollars. Un chiffre qui devrait être mérité, notamment en Europe mais aussi au Maghreb où se multiplient les réformes destinées à rendre les universités plus dépendantes de financements non-étatiques.

UN FINANCEMENT SÉLECTIF

Le second enseignement est moins surprenant. Sur les quelque 4.200 établissements universitaires étasuniens, seule une cinquantaine bénéficie des 52 milliards de dollars. C'est la conséquence d'une politique délibérée qui veut que ne soient financées que les universités qui obtiennent des résultats en matière de recherche, qu'il s'agisse de résultats probants (brevets, découvertes, etc...) ou académiques (Nobel, publications...). Cela signifie qu'aux Etats-Unis, la recherche n'est accessible qu'à une minorité d'universités et cela contrairement à ce qui se passe par exemple en France, ou même en Algérie, où chaque établissement peut prétendre, du moins en théorie, à mener ce type d'activité.

Messahel

Sahraouis et Marocains doivent aller à l'essentiel

A la veille de l'ouverture des négociations entre le Front Polisario et le Maroc, le ministre délégué chargé des Affaires maghrébines et africaines, M. Abdelkader Messahel, a réitéré la position officielle de l'Algérie, vis-à-vis du dossier du Sahara occidental, affirmant que l'Algérie, tout comme les Nations unies, souhaite que ces discussions, qui sont préliminaires au 5ème round de négociations, puissent être des discussions substantielles et productives.

Synthèse Djamel B.

Invité, lundi, de l'émission « Questions d'actu » de la chaîne de télévision nationale Canal Algérie, M. Messahel a indiqué qu'il s'agit d'une réunion informelle qui se tiendra entre les deux parties en conflit, le Maroc et le Front Polisario, dans le cadre de la mise en oeuvre des dernières résolutions des Nations unies, rappelant que dès 2007, le Conseil de sécurité de l'Onu avait pris acte des deux initiatives qui ont été proposées, celle du Front Polisario et celle du Maroc. « Cela veut dire que les deux parties doivent aller au fond de la question et essayer réellement de rechercher une solution qui doit promouvoir l'autodétermination sur la base des propositions qui sont faites par l'une et l'autre des deux parties », a-t-il ajouté. Le ministre a réaffirmé que l'Algérie a toujours appelé à la négociation entre les deux parties et la mise en oeuvre de toutes les résolutions des Nations unies. Dans ce dossier, la promotion de l'autodétermination du Sahara occidental est fondamentale, a-t-il dit, considérant l'autodétermination du peuple sahraoui comme « un droit sacré ». Il a fait savoir que l'Algérie et la Mauritanie, en tant que pays voisins du Maroc et du Sahara occidental, assistent aux différentes rencontres tenues entre les deux parties en conflit « en qualité d'observateurs », ajoutant qu'ils sont sollicités « à chaque fois qu'il y a des questions intéressantes directement l'Algérie ou la Mauritanie, comme par exemple celles relatives au statut des réfugiés ». M. Messahel a annoncé, à cette oc-

casation, qu'il représentera l'Algérie à la prochaine réunion informelle entre les deux parties en conflit le 10 et le 11 février près de New York.

Abordant la question liée à la situation dans la région du Sahel, Messahel a affirmé que la véritable menace dans la région provient du terrorisme. Il a, à l'occasion, appelé les pays voisins à renforcer, sur le plan bilatéral, la coopération dans les domaines notamment judiciaire et d'échanges d'information pour lutter efficacement contre ce phénomène. Il a en outre appelé à créer « des synergies dans tous les pays voisins et, surtout, une responsabilité de chacun d'entre nous à lutter efficacement contre le phénomène du terrorisme ».

Le ministre a tenu à préciser que la stabilité des pays du voisinage, que ce soit la Mauritanie, le Mali ou le Niger, « fait partie de la stabilité de toute la région », affirmant que l'Algérie a toujours été préoccupée par la stabilité des pays voisins. Interrogé sur la demande africaine de la réforme du Conseil de sécurité, il a rappelé que l'Algérie figure parmi les pays ayant été rédacteur de la résolution qui réaffirme la revendication africaine de deux postes permanents avec droit de veto et 5 postes non permanents.

A propos du récent sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine (UA) à Addis Abeba, et à propos de la question des conflits en Afrique, M. Messahel a affirmé que « l'Afrique doit prendre elle-même le leadership en matière de règlements des conflits. Il doit y avoir aussi un agenda commun pour les acteurs internes et de voisinage et pour ceux internationaux ».

En une année

Plus de 3.400 constructions illicites démolies

Les unités de la police de l'urbanisme et de la protection de l'environnement de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) ont supervisé la démolition de 3.461 constructions illicites au niveau national et enregistré 20.731 infractions dans ce domaine durant l'année 2009, a-t-on appris hier auprès de la DGSN. Selon les statistiques présentées par la DGSN sur son site, les infractions liées à l'urbanisme ont enregistré durant l'année 2009 une baisse de 363 infractions par rapport à 2008, qui avait enregistré 21.094 infractions qui se sont soldées par 3.431 opérations de démolition.

Concernant l'environnement, la police de l'urbanisme et de l'environnement a traité durant la même année 24.419 infractions enregistrant ainsi une baisse de 592 cas par rapport à 2008. La DGSN a souligné que le nombre total des infractions liées à l'environnement et à l'urbanisme est de 45.150 infractions, soit une baisse de 955 par rapport à l'année 2008 qui avait enregistré 46.105 infractions. Les

infractions liées à l'urbanisme concernent, rappelle-t-on, la construction illicite ou la non conformité aux normes. Celles liées à l'environnement ont trait aux domaines des déchets, de la protection du littoral, de la santé publique, des forêts et des eaux.

Les unités de la police de l'urbanisme et de l'environnement qui opèrent depuis 1984 dans les principales wilayas avaient gelé leurs activités début juillet 1991, pour les reprendre en 1997 par la mise en place de la première brigade à Alger. Ces unités ont été étendues en 1999 à toutes les daïras relevant de ces wilayas pour se généraliser à toutes les wilayas du pays en août 2000.

S'agissant du maintien de l'ordre public durant l'année 2009, les unités de la sûreté nationale ont effectué 373.974 opérations de contrôle et différentes interventions qui se sont soldées par l'arrestation de 10.915 personnes dont 2.301 ont été présentées devant le parquet et 1.392 ont été mises en prison.

Skikda

Samsung prévoit 7.500 postes d'emploi

A. Boudrouma

L'entreprise Samsung Engineering Co & LTD vient d'établir ses prévisions de recrutement dans le cadre de l'exécution de son contrat de projet de réalisation et réhabilitation du complexe de raffinage RA1K à Skikda. Elle se propose de recruter, au total, 7.593 travailleurs algériens représentant 65% des effectifs et 4.100 expatriés soit 35%. Les spécialités concernées sont très variées allant de la main-d'œuvre ordinaire jusqu'aux cadres (ingé-

nieurs et techniciens). Il semblerait que l'offre a été, d'ores et déjà, déposée au niveau de la représentation locale de l'ANEM. Il y a lieu de souligner, cependant, le recrutement déjà opéré par SAMSUNG d'une vingtaine d'employés dont certains ont même été envoyés en Corée pour une formation chez le constructeur SAMSUNG suscitant les interrogations et les spéculations les plus diverses au sein des demandeurs d'emploi qui caressent l'espoir de voir leur demande retenue. Au niveau de l'ins-

pection du Travail, on signale que le recrutement de 21 employés représenté, effectivement, une entorse à la réglementation du travail commise par la firme et que des mesures ont été prises à son encontre. On signale, cependant, que le personnel ayant fait l'objet de recrutement ne sera pas inquiété. Toujours est-il que l'importance des postes d'emplois créés représente une véritable bouffée d'oxygène pour la main-d'œuvre locale et nationale dont il faudra faire bon usage.

Alger, Tipaza, Boumerdès, Constantine, Tlemcen et Jijel

Livraisons de logements AADL dans les prochains jours

L'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL) va procéder dans les prochains jours à des livraisons partielles de logements dans les wilayas d'Alger, Tipaza, Boumerdès, Constantine, Tlemcen et Jijel, a annoncé mardi le directeur général de l'Agence, M. Mohamed Khebach. Les sites relevant de la wilaya d'Alger concernés par cette opération « sont ceux de Aïn Melha, Bachdjarah et Aïn Bénian », a-t-il précisé sur les ondes de la radio nationale.

Dans la wilaya de Tipaza, 500 logements du site de Matarès seront livrés aux bénéficiaires, alors que dans la wilaya de Boumerdès, 357 logements du site de Corso seront également livrés dans les tout prochains jours. M. Khebach a souligné, en outre, que dans le cadre du

programme 55.000 logements de l'AADL, 46.500 logements ont été déjà livrés. Il a assuré, dans ce contexte, que les 8.500 qui restent seront livrés à partir du mois de mars 2010. « Chaque mois, il y aura une livraison partielle à travers le territoire national, essentiellement à Alger et Boumerdès », a-t-il ajouté.

Le premier responsable de l'AADL a relevé la nécessité de « réaliser environ 130.000 logements dans la seule ville d'Alger pour satisfaire la demande ».

Pour ce qui est du problème de transfert de dossiers de certains souscripteurs vers la CNEP, M. Khebach a reconnu qu'il y a eu transfert de fichiers de 47.000 souscripteurs qui devaient être pris en charge dans le cadre du programme complémentaire de la CNEP. Il a affirmé que « dans le cadre des program-

mes qui seront confiés à l'agence, ils auront la priorité absolue ». Selon ce responsable, le programme 55.000 logements de l'AADL a coûté à l'Etat, « autour de 185 milliards de DA ».

S'agissant de la nouvelle formule élaborée par les pouvoirs publics pour faciliter l'accès au logement, il a fait savoir que les textes d'application seront publiés prochainement. « Il s'agit du logement promotionnel aidé (LPA) ».

C'est un mixage des deux formules, location vente et LSP. C'est la formule location vente revue et corrigée », a-t-il indiqué.

Dans le cadre de cette formule, a-t-il poursuivi, les citoyens vont bénéficier d'une aide frontale de l'Etat de 400.000 à 700.000 DA et bénéficieront, selon leurs revenus, de 1 à 3 % de bonification de taux d'intérêt ».

Changement dans les horaires des trains

La Société nationale de transport ferroviaire (SNTF) réaménagera les horaires de ses trains et proposera de nouvelles marches aux voyageurs, à compter de lundi prochain, a indiqué hier un communiqué de l'entreprise.

Les voyageurs désireux de s'informer de ces nouveaux horaires trouveront toutes les informations nécessaires au niveau des gares de la SNTF, selon la SNTF, qui précise que les horaires de départ de trains de grandes lignes d'Alger vers Constantine, à titre d'exemple,

seront prévus à 6h45 au lieu de 7h35 (actuellement), ajoute la même source. « Ces nouveaux horaires entrent dans le cadre d'une démarche citoyenne et commerciale puisqu'il faut les adapter à la demande des usagers du train qui ont espéré des modifications sensibles », a-t-on ajouté. « Mais, au-delà des aménagements horaires apportés, la SNTF veut offrir à ses voyageurs plus de confort, de sécurité et de ponctualité » par l'acquisition de nouvelles automotrices desservant la banlieue algéroise,

qui s'ajoutent aux autorails mis progressivement en circulation ces derniers temps, et à l'achat de nouvelles locomotives de traction. « Ce nouveau matériel permettra à l'entreprise de renforcer ses fréquences et ses marches, notamment dans la banlieue algéroise qui verra ainsi le nombre de rotations des trains augmenter », souligne l'entreprise. A cet effet, « la marche actuelle de banlieue qui cumule 77 trains se verra renforcée pour atteindre 98 trains à la mi-février », indique encore le communiqué.

Collision à Tlemcen

Le bilan s'alourdit à huit morts

Khaled Boumediene

Le bilan s'est alourdi à 8 morts dans l'accident de la route survenu, avant-hier, sur la route nationale 98, au niveau du lieu-dit Boukiou dans la commune de Bordj Arima (daïra de Remchi), selon les autorités locales. Un enfant âgé de 4 ans, griève-

ment blessé, est décédé au cours de ces dernières heures des suites de ses graves blessures au centre hospitalier de Tlemcen où il avait été transféré. Pour rappel, l'accident s'est produit vers 14 heures quand un camion poids lourd (10 tonnes) a dérapé alors qu'il se dirigeait vers la ville de Sidi Bel-Ab-

bès, il s'est retrouvé en face et heurté violemment un taxi familial qui se rendait à Nedroma. Sept passagers (4 hommes et 3 femmes) à bord du taxi ont trouvé la mort sur place. Par ailleurs, l'on apprend que le conducteur du camion mis en cause dans cet accident sera présenté au parquet aujourd'hui.

Une guerre nucléaire contre l'Iran, quels risques court le monde arabo-musulman ?

Par Medjdoub Hamed *

1ère partie

Un homme, surtout de ma médiocrité, ne pourrait suffire à tout, s'il ne se faisait une loi de faire tout ce qui se présente à chaque moment avec tranquillité et repos, assuré que Dieu qui charge ses faibles épaules de tant d'affaires ne permettra pas qu'il ne puisse faire tout ce qui est nécessaire ; et quand les affaires de Dieu retardent les affaires de Dieu, tout ne laisse pas d'aller bien. BOSSUET, lettre de direction spirituelle à Madame Cornuau. (Tiré de J.L. Gergorin - Le nucléaire irakien, comment sortir de l'impasse ?)

Une guerre nucléaire contre l'Iran est-elle possible ? Quelles conséquences peut entraîner une attaque nucléaire contre l'Iran sur l'ensemble du monde arabo-musulman ? Les pays arabes, sont-ils réellement contre un Iran nucléaire ? Sans l'Iran, l'Irak et la Syrie sur la scène géopolitique de cette région centrale du monde, qu'aurait été, aujourd'hui, le destin du monde arabo-musulman ? Qu'aurait été la situation au Liban et dans les Territoires occupés palestiniens ? Le Grand Moyen Orient, aujourd'hui, changée en un projet plus modeste, le «Partenariat pour le progrès et un avenir commun avec le Moyen-Orient élargi et l'Afrique du Nord», peut-il rebondir, en cas de bouleversement géopolitique dû à une guerre nucléaire ? Si oui, ce projet américain de remodeler le Proche-Orient, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, par une politique de «chaos constructeur» est-il réaliste ? Et quelle dynamique peut-il susciter dans cette région ? Telles sont les questions majeures sur lesquelles s'affrontent les élites tant américaines, européennes que russes et chinoises. Et bien entendu, les élites musulmanes conscientes des risques que courent leurs pays.

UNE MAINMISE SANS PRÉCÉDENT SUR LE MONDE ARABO-MUSULMAN

La fin de l'antagonisme Est-Ouest comme principe structurant du monde a éliminé l'enjeu stratégique que représentait dans ce conflit les pays du tiers monde. Leur importance et leur marge de manœuvre, de ce fait, se trouvent très amoindries. Pour le monde arabe, la situation est encore plus grave. Depuis la disparition de l'Union soviétique, le monde arabo-musulman a perdu la couverture de la bipolarisation. Il regarde aujourd'hui avec une certaine appréhension s'établir la suprématie occidentale et l'hégémonie des Etats-Unis, désormais seule superpuissance en lice. La conception du monde et du rôle que jouaient les pays arabes sur la scène internationale s'opposait souvent à ceux du bloc occidental. Dans le nouveau contexte international, la superpuissance cherche à imposer de nouvelles règles du jeu dans les relations internationales, ne tenant compte ni des difficultés spécifiques ni de l'avis de ces pays. A cet égard, certains concepts introduits pour façonner le Nouvel ordre mondial inquiètent particulièrement les pays arabo-musulmans.

On le voit aujourd'hui, avec la montée des interventions américaines au Proche et au Moyen-Orient qui rend une politique américaine agressive, hasardeuse et dangereuse. Les sociétés musulmanes sont à tel point ébranlées qu'on assiste à un «affrontement idéologique ouvert» que des analystes n'hésitent pas à définir comme une «guerre de civilisations». Si le monde arabo-musulman a été attiré par l'Occident et simultanément agressé par lui, il le perçoit comme éminemment injuste parce que non seulement celui-ci pratique depuis longtemps la politique «deux poids et deux mesures» entre les Arabes et Israël, mais s'en prend maintenant aux nations musulmanes souveraines.

Pour ne citer que l'Irak, le Pakistan, la Somalie, le Liban, l'Afghanistan, le Yémen et l'Iran qui sont en ligne de mire. Tant de pays dévastés par des guerres en cours et à venir auxquelles les Etats-Unis sont impliqués directement ou indirectement. Depuis les attentats du 11 septembre 2001, une «guerre contre le terrorisme», radicale,

Ne pas se laisser accabler. Tout ce que j'observe, ma fille, est de ne pas me laisser accabler, non par crainte d'être accablé, mais parce que l'accablement jette dans l'agitation et la précipitation : ce qui ne convient pas aux affaires de Dieu.



a été lancée par les Etats-Unis. Jamais situation n'a été aussi grave pour le monde musulman que la décennie 2000. Et que réserve la décennie 2010 ? L'Afghanistan et l'Irak ont été envahis et occupés en quelques semaines par les Américains. Divisés, repliés sur soi, les pays arabes adoptent un profil bas devant l'arrogance de l'hyperpuissance américaine. Même ses alliés de longue date comme l'Arabie saoudite, l'Égypte, la Jordanie ont été menacés dans leur fondement, les Etats-Unis évoquant de remodeler le monde arabo-musulman en un grand moyen orient (GMO).

Le Moyen-Orient possède, de très loin, les plus importantes réserves d'hydrocarbures de la planète. Les pays de l'OPEP de l'Afrique du nord et du Golfe persique détiennent plus des deux tiers des réserves de pétrole et fournissent 33 % du pétrole brut consommé, jouant ainsi un rôle fondamental dans l'équilibre des besoins énergétiques mondiaux. Ces pays disposent également de très importantes réserves de gaz naturel, estimées en 2006 à 73 milliards de m³, soit 41 % des réserves mondiales. L'Iran et le Qatar se positionnent respectivement au deuxième et au troisième rang mondial et représentent à eux deux, 30 % des ressources mondiales. Avec les besoins croissants en électricité de certains pays tels que la Chine et l'Inde, l'Asie deviendra le principal client du Moyen-Orient et cela changera en peu d'années le poids politique relatif de l'Occident et de l'Asie au Moyen-Orient.

Précisément, pour parer à toute menace, les Etats-Unis veulent exercer une mainmise sur les pays qui lui ont échappé durant la guerre froide. Pour l'Irak, c'est chose faite, les forces américaines sont sur place et, malgré les accords de la SOFA (Status of Forces Agreement ou accord-cadre du retrait américain d'Irak) qui stipulent que toutes les troupes américaines doivent être retirées d'Irak, au plus tard le 31 décembre 2011. Si la page de l'Irak est tournée, il est à parier que les Etats-Unis y seront encore pour longtemps, du moins jusqu'à ce que s'éclaircisse la géopolitique de la région moyen-orientale. Donc, le calendrier de retrait définitif par les Etats-Unis, prévu en décembre 2011, dépendra de plusieurs paramètres, entre autres celui de l'Iran. Le bras de fer qui oppose les Etats-Unis à l'Iran, sur le problème nucléaire et qui n'a toujours pas trouvé de réponse, pèsera sur le retour définitif à la paix en Irak.

DE LA LOGIQUE DE GUERRE AU GRAND MOYEN-ORIENT

«Alors que nous sommes réunis ce soir, notre pays est en guerre...». C'est par ces mots que débutait le discours sur l'état de l'Union

prononcé par George W. Bush le 29 janvier 2002 devant le Congrès. «Notre guerre contre le terrorisme ne fait que commencer» poursuivait-il dans la même intervention. Depuis le 11 septembre 2001, les allocutions du président Bush n'ont de cesse de fustiger l'Irak, l'Iran et la Corée du Nord, accusés de former l'«axe du Mal». La rhétorique l'«empire du Mal» contre l'Union soviétique du temps de Reagan est passée à l'«axe du Mal», visant principalement le monde l'Islam, réfractaire à l'hégémonie et à la domination.

Le 31 janvier 2002, à Washington, M. Donald Rumsfeld, secrétaire américain à la Défense, a exposé la nouvelle doctrine militaire des Etats-Unis. «Nous devons agir maintenant pour avoir une capacité de dissuasion sur quatre théâtres d'opération importants», ajoutant qu'il fallait être désormais en mesure «de vaincre deux agresseurs en même temps tout en ayant la possibilité de mener une contre-offensive majeure et d'occuper la capitale d'un ennemi pour y installer un nouveau régime». Cette guerre se fixe deux grands objectifs, qui seront poursuivis «sans relâche et patiemment» :

- pourchasser et détruire les réseaux terroristes,
- éliminer la menace des terroristes et des gouvernements qui cherchent à se doter d'armes chimiques, biologiques ou nucléaires.

Sont nommément cités les organisations telles que le Hamas, le Hezbollah, le Jihad islamique et la Jaish-i-Mohammed, ainsi que les camps situés aux Philippines et en Somalie, et avec eux évidemment tous les pays qui les abritent.

Le 26 février 2003, le discours se faisait plus précis. Le président George W. Bush expose, lors d'un discours prononcé quelques jours avant l'agression des Etats-Unis contre l'Irak, le projet de remodeler le Proche-Orient. Et le 24 janvier 2004, George Bush déclare dans son discours sur l'état de l'Union : «Tant que le Moyen-Orient restera un lieu de tyrannie, de désespoir et de colère, il continuera à produire des hommes et des mouvements qui menacent la sécurité des Etats-Unis et de nos amis... L'Amérique poursuit donc une stratégie de liberté au Proche-Orient. Nous allons défier les ennemis de la liberté» jetant ainsi les bases de ce qu'on appelle désormais la doctrine Bush.

En quoi consistait cette doctrine ? Il s'agissait d'un plan ambitieux, visant à transformer le paysage politique et économique d'une région qui s'étend de la Mauritanie au Pakistan, et cela par une stratégie de démocratisation, de développement et de sécurité. Connue sous le nom de l'«Initiative de Grand Moyen-Orient» (Greater Middle East Initiative), cette thèse a repris une série d'idées déjà développées par Shimon Pérès dans son essai The New Middle

East. En vérité, c'est l'absence de contrepoids l'URSS qui a amené la superpuissance à édicter de nouvelles règles internationales pour imposer son nouvel ordre mondial. Le «droit d'ingérence humanitaire», le «respect des droits de l'homme», la «démocratisation des régimes politiques», n'ont été que des artifices moraux pour s'immiscer dans les affaires intérieures des Etats dans le but évident de les assujettir.

Derrière cette façade morale, non seulement les régimes dictatoriaux arabo-musulmans, jugés archaïques et corrompus, étaient appelés à se transformer mais la menace des armes de destructions massives et des programmes de développement des missiles balistiques requiert une urgence d'être supprimé. C'est ainsi que le feu vert fut donné à Ariel Sharon dans les Territoires occupés palestiniens, à la fin de l'année 2001. Après une forte recrudescence des violences israélo-palestiniennes, Yasser Arafat, en 2002, est confiné par l'armée israélienne dans les locaux de l'Autorité palestinienne à Ramallah. L'invasion de l'Afghanistan et le changement du régime taliban à Kaboul. Deux ans plus tard, le 19 mars 2003, les troupes américaines envahissent l'Irak. En trois semaines, l'armée irakienne était mise en déroute et Bagdad occupée sans coup férir.

Les images traumatisantes d'un Saddam Hussein hirsute et épouillé comme une bête de zoo par un «G1» ganté de blanc, et qui ont fait le tour des salons arabes, allait donner le la aux régimes arabes. Le Grand Moyen-Orient (GMO), un projet de coupe unique concocté pour le meilleur des mondes arabo-musulmans, auquel les régimes monarchiques et présidentiels sont priés de se soumettre, de Nouakchott à Islamabad.

GMO : UN COUP DE PIED DANS LA FOURMILIÈRE DES RÉGIMES POLITIQUES ARABO-MUSULMANS

Dans sa couverture géographique, le GMO englobe les 22 pays de la Ligue des Etats arabes, plus 5 Etats non-arabes (Turquie, Israël, Iran, Afghanistan et Pakistan), soit un ensemble de plus de 600 millions d'habitants, 10 % de la population mondiale mais près de 4 % de la richesse globale. Selon des analyses occidentales (dans un article de la revue militaire états-unienne Armed Forces Journal, juin 2006), il y est écrit que les nouvelles frontières «doivent se remodeler en fonction du critère ethnique et confessionnel» dont les grandes lignes sont :

- constitution d'un «grand Liban» englobant la côte méditerranéenne de la Syrie jusqu'à la frontière turque,
- création d'un Etat kurde comprenant le nord de l'Irak, le nord-ouest de l'Iran

et le sud-est anatolien, - éclatement de l'Irak qui, outre la perte de sa région septentrionale, serait divisé entre un petit Etat sunnite arabe et un grand Etat chiite qui annexerait la région saoudienne du Hasa (entre l'émirat de Koweït et la péninsule de Qatar), où les chiites ne sont d'ailleurs pas majoritaires, l'Arabistan (actuel Khouzistan iranien, peuplé d'Arabes sunnites) et la zone de Bouchir, formation d'une grande Jordanie au détriment de l'Arabie saoudite, laquelle perdrait également la région des Villes Saintes de La Mecque et Médine (Etat autonome) et l'Asir (au profit d'un Yémen agrandi). Outre, sa région kurde, l'Iran perdrait le Baloutchistan qui deviendrait indépendant mais récupérerait la région Afghane de Herat. Le Pakistan serait considérablement réduit avec la séparation du Baloutchistan et une extension de l'Afghanistan dans les régions pachtones.»

Cette analyse fait ressortir six grands perdants : l'Irak, l'Iran, la Syrie, la Turquie, l'Arabie saoudite et le Pakistan, c'est-à-dire six des plus importants pays musulmans. Qu'en est-il de l'Afrique du Nord qui englobe le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, la Libye et l'Égypte ? On ne saurait croire qu'ils sont les grands oubliés. Par exemple, le Sahel intéresse de plus en plus les Américains et les Européens, en tant qu'espace qu'il s'agit de sauver par des politiques de développement. Les politiques de dons ayant atteint leurs limites. Tout porte à croire qu'il lui est réservé une destinée... territoriale, en tant qu'espace autonome, ce qui ne peut se faire qu'au détriment des pays riverains.

Ce remodelage sécuritaire et guerrier a déclenché une tempête de sable moyen-orientale. Deux voyages précipités en Europe du président égyptien et du roi de Jordanie, en 2004, en quête angoissée de soutiens. Dans un article de Al-Ahram, journal gouvernemental égyptien, le président Hosni Moubarak parle d'«Un nouveau colonialisme qui, comme l'ancien, dit vouloir nous apprendre la démocratie et le progrès.» Pour le Secrétaire général de la Ligue arabe, Amr Moussa, «Le projet ignore les principaux dossiers régionaux et affecte la stabilité de la région.» Quant à Javier Solana, Secrétaire général de l'Union européenne, il soutient que «L'Union européenne doit définir une approche distincte qui complète celle des Etats-Unis, et travailler à travers ses propres institutions et instruments.» Que dire sur ce «plan de remodelage» du monde arabo-musulman ? Si le démantèlement de l'Union soviétique et de la Yougoslavie, entre 1990 et 1999, a beaucoup joué dans l'élan visionnaire des stratèges américains, le problème qui se pose pour eux, aujourd'hui, est : «Comment mettre en œuvre cette doctrine titanesque qui vise le monde arabo-musulman ?». Contrairement à l'Union soviétique et la Yougoslavie, des pays très différenciés sur le plan confessionnel et ethnique, les pays arabo-musulmans, bien que déséquilibrés, sont «unis nationalement». Démocratie ou non, leur cohésion, leurs spécificités n'ont rien à voir avec le monde soviétique et yougoslave, d'autant plus que leurs peuples sont cimentés par une religion des plus grandes du monde, l'«Islam». Cette cohésion constitue, sur le plan doctrinal, une contrainte majeure, rendant insoluble toute tentative de remodelage. A voir seulement ce qui a résulté en Irak, après trente ans de guerre et d'embargo imposés par les Etats-Unis. Enlisés dans le bourbier irakien, les Américains n'eurent de voie de sortie que lorsque des pourparlers ont été engagés avec l'Iran en 2007 et que les Sunnites baasistes furent associés au règlement de la crise. C'est ainsi que la SOFA ⁽¹⁾ s'est imposée, en 2008, elle prévoit la fin de l'occupation en 2011. La victoire des Démocrates au Congrès américain, en novembre 2006, et la Commission Baker-Hamilton, qui s'est constituée après les élections, ont beaucoup contribué à la solution du conflit armé en Irak.

A suivre
* Chercheur

1. Une approche de sortie de crise en Afghanistan, du 04 au 07/11/2009, Quotidien d'Oran, du même auteur



Une voiture,
c'est beaucoup de dépenses

Une Toyota,
c'est un investissement sûr



drive

- ✓ 1 an d'assurance tous risques offert.
- ✓ 1 an de maintenance offert.
- ✓ Une alarme certifiée gratuite.

Réduisez vos frais

Toyota réduit vos dépenses et vous offre à l'achat d'une Corolla, **1 an d'assurance tous risques, 1 an de maintenance, et une alarme certifiée** (d'une valeur totale de 150.000 DA*).

Offre valable jusqu'au 28 Février dans tout le réseau TOYOTA ALGERIE, succursales et agents.



(*) Prix de vente client de ces prestations dans le réseau Toyota sur la base d'une Corolla Diesel Executive.



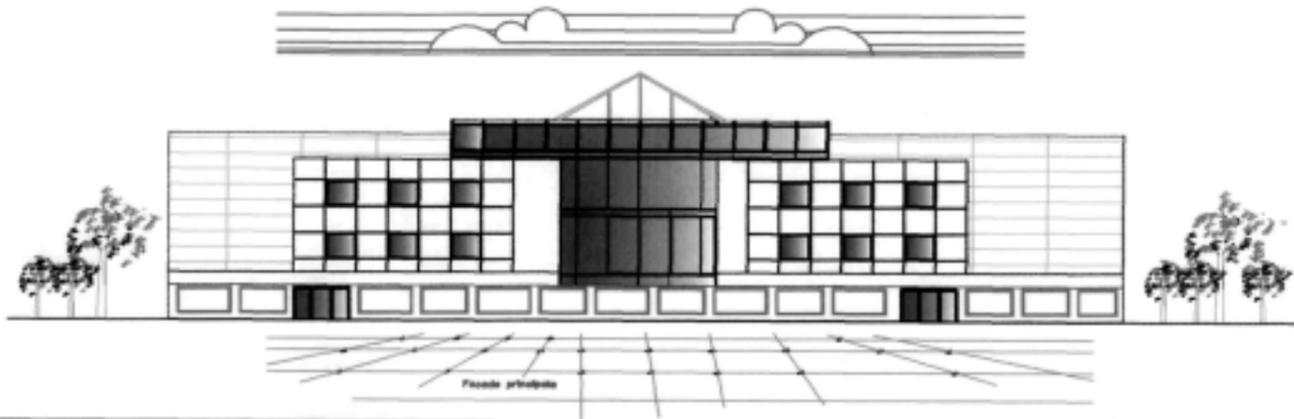
TOYOTA ALGERIE

Alger: Tél.: 021 98 30 00 - Blida: Tél.: 025 43 14 14 / 19 19 / 17 17 - Ouargla: Tél.: 029 71 71 71 - Annaba: Tél.: 038 51 40 82 / 16 96 - Oran: Tél.: 040 23 41 48 - Hassi Messaoud: Tél.: 029 75 59 59/60/61.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

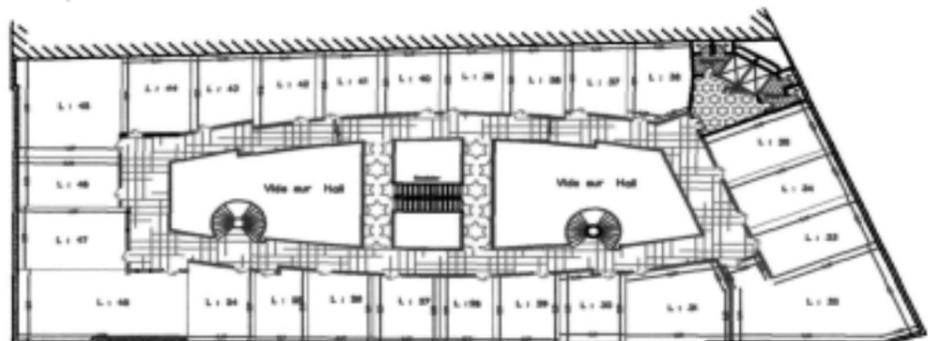
SARL ETP : AZZOUZ

**Vente sur Plan : 98 Locaux de Commerces
RUE Abatoir (Graba) ; Sidi Bel Abbas**



Vente sur plan de 98 locaux situé dans un centre commercial avec toutes les commodités :

- * Situés dans un environnement commercial à proximité du marché, place de 1er novembre, Parking, Graba, ...
- * Equipé d'escaliers mécaniques et monte charge, et conviennent à toute activité commerciale.



Pour plus d'informations, contacter notre siège à la Zone industrielle de Sidi Bel Abbas ou Téléphoner aux :

048 : 56.83.13 et 048 : 56.91.15

L'approche par compétences : mauvaise réponse à un vrai problème

Par Oukaci Lounis
2ème partie

En 2002, le même Bernard Rey avait tenté de nuancer un peu le dogme des compétences en y distinguant les «compétences de premier, deuxième et troisième degré», ce qui revenait à «reconnaître l'utilité des automatismes dans le fonctionnement cognitif des individus» [Rey 2005, Crahay 2006] (15). Dans le même numéro des Cahiers, Dominique Lafontaine (ULg) évoquait le «désarroi des enseignants et des praticiens de terrain qui se demanderont légitimement comment les décideurs les ont lancés si vite dans une aventure pédagogique dont les périls paraissent nombreux». Mais la contribution la plus forte et la plus surprenante fut assurément celle de Marcel Crahay. Celui qui avait été l'une des chevilles ouvrières des réformes en Belgique francophone à la fin des années 90, y qualifiait désormais l'approche par compétences de «mauvaise réponse à un vrai problème». Sur le plan théorique, il estime aujourd'hui que le concept de «compétences» est une «illusion simplificatrice», qu'elle n'est «pas étayée par une théorie scientifiquement fondée» et qu'elle «fait figure de caverne d'Ali Baba conceptuelle dans laquelle il est possible de rencontrer juxtaposés tous les courants théoriques de la psychologie quand bien même ceux-ci sont en fait opposés». Ces critiques, Marcel Crahay les reprendra et les développera dans un article écrit pour la «Revue française de pédagogie» [Crahay 2005, Crahay 2006] (16). Nous-mêmes avons consacré deux conférences, l'une à Mila et l'autre à Batna, à la critique de l'approche par compétences et, plus particulièrement, aux difficultés rencontrées par les enseignants pour la mise en œuvre des nouveaux programmes, des socles et des compétences terminales dans quelques matières (mathématiques). Sans parler de l'ignorance manifeste de nos enseignants quant aux tenants et aux aboutissants de cette approche, et surtout son rejet.

Dans le présent article nous entendons approfondir cette critique et montrer que:

1. derrière l'approche par compétences se cachent essentiellement des objectifs économiques liés à l'évolution du marché du travail;
2. l'approche par compétences constitue bel et bien, quoi qu'en disent ses défenseurs, un abandon des savoirs;
3. l'approche par compétences ne peut en aucune façon se réclamer du constructivisme pédagogique; il se situe en réalité à l'opposé des pédagogies progressistes: Construction d'une école démocratique;
4. loin de favoriser l'innovation pédagogique, l'approche par compétences enferme les pratiques enseignantes dans une bureaucratie routinière;
5. l'approche par compétences est un élément de dérégulation qui renforce l'inégalité (sociale) du système éducatif.

UN CONCEPT LIÉ HISTORIQUEMENT À LÈRE DE LA GLOBALISATION:

Phénomène de mode? On serait tenté de le croire en observant le côté fulgurant de la diffusion du vocable «compétences». En analysant le catalogue du Système Universitaire de Documentation (SUDO) français, on observe que ce terme était quasiment absent de la littérature scientifique jusqu'à la fin des années 80. De 1971 à 1975, par exemple, on recense à peine 33 ouvrages francophones comportant le vocable «compétences» dans leur titre. Il y en a 615 entre 2001 et 2005. Nous avons rapporté ces chiffres au nombre total d'ouvrages relatifs à l'enseignement (ceux dont le sujet comporte les mots «éducation», «enseignement» ou «école»). On constate que l'occurrence relative du terme «compétences» explose littéralement à partir du début des années 90. C'est-à-dire au moment précis où l'on commence à parler de «société de la connaissance», de «mondialisation» et de «globalisation».

A QUI PROFITENT LES COMPÉTENCES?

Dès que l'on gratte un peu le discours romantique de certains pédagogues, l'approche par compétences se dévoile pour ce qu'elle est: une conception de l'éducation entièrement vouée à faire de l'école un instrument docile au service de la rentabilité économique et du profit.

D'emblée, on ne peut qu'être frappé par l'étroite filiation entre, d'une part, l'approche par compétences dans le monde de l'enseignement et, d'autre part, la recherche de compétences au profit de la compétition économique dans le monde de l'entreprise. Les concepts de «familles de tâches» et de «référentiels de compétences», par exemple, sont nés directement dans les entreprises: confrontés à un rythme d'innovation croissant, leurs services de formation ont eu à effectuer de plus en plus souvent une analyse précise des tâches et à identifier à partir de là les compétences requises chez les travailleurs. Christiane Bosman, François-Marie Gérard et Xavier Roegiers, trois acharnés promoteurs de l'approche par compétences rattachés à l'Université Catholique de Louvain-la-Neuve (UCL), expliquent fort clairement comment ces concepts sont ensuite passés progressivement dans le domaine de l'enseignement, professionnel d'abord, général ensuite. Leur analyse mérite d'être citée in extenso: «Ces services de formation pouvant être coûteux pour l'entreprise, celle-ci a évidemment intérêt à agir sur l'école pour la pousser à transformer ses programmes en termes de compétences. (...) C'est ainsi que les pressions des entreprises européennes sur les autorités de l'Union Européenne amenèrent celles-ci à débloquer d'importants crédits autour du projet UNICAP (Unités Capitalisables). Ce projet consistait à définir pour chaque catégorie de métiers un référentiel de compétences et à répartir la formation en unités capitalisables progressives (...) Essentiellement tournées sur les référentiels de compétences de métiers, ces initiatives débouchèrent assez vite sur la constatation que les référentiels de compétences des métiers exigeaient, surtout pour des métiers de haut niveau, des compétences transversales ou génériques, c'est-à-dire s'exerçant sur des situations très diverses, telles par exemple; interpréter correctement un problème, lire correctement un mode opératoire, aller chercher dans un ouvrage de référence, les informations utiles pour un certain usage, réagir de façon critique à une situation... Il s'en suivit des pressions auprès des autorités des systèmes éducatifs pour agir auprès des programmes d'étude de l'enseignement général; et y introduire un apprentissage de telles compétences». [Bosman et al. 2000] (17). De même, pour Jean-Marie De Ketele, un autre maître à penser de l'approche par compétences et professeur à l'Université Catholique de Louvain-la-Neuve, «c'est en effet le monde socio-économique qui a déterminé la notion de compétence parce que les adultes que l'école a formés n'étaient pas suffisamment aptes à entrer dans la vie professionnelle» [De Ketele in Jadoulle et Bouhon 2001] (18).

Certains continuent pourtant de contester ce type d'explication. D'autres auteurs néo-louvainistes - l'UCL est décidément très active dans le domaine de l'approche par compétences - estiment en effet que «les explications de l'introduction de la pédagogie des compétences par le biais de groupes de pression ou par la volonté de réduire le rôle de l'école semblent erronées et inutiles. Au mieux y a-t-il eu concomitance avec les secteurs d'activité qui ont adopté un concept semblable». Ces auteurs croient pouvoir démontrer l'indépendance de l'approche par compétences par rapport au monde économique en arguant du fait que «l'examen des dates de publication des ouvrages relatifs aux compétences ne permet pas de confirmer l'antériorité des entreprises dans la valorisation des compétences» [Denyer et al 2004] (19). L'argument est faible.

Car même si l'approche par compétences a pu être développée initialement, sur le plan théorique, hors de toute influence du monde de l'entreprise, il n'en reste pas moins qu'elle s'est avérée être une approche fort intéressante pour les milieux économiques et que c'est très probablement à cela qu'elle doit son succès actuel.

Le Suisse Philippe Perrenoud, un autre pédagogue pro-approches par compétences, mais qui se situe résolument à gauche, s'accroche lui aussi à l'idée qu'il serait, «réducteur de faire de l'intérêt du monde scolaire pour les compétences le simple signe de sa dépendance à l'égard de la politique économique». Il est néanmoins obligé de reconnaître qu'il y a «une jonction entre un mouvement de l'intérieur et un appel de l'extérieur. L'un et l'autre se nourrissent d'une forme de doute sur la capacité du système éducatif de mettre les générations nouvelles en mesure d'affronter le monde d'aujourd'hui et de demain» [Perrenoud 2000] (20).

LES COMPÉTENCES À LA RESCOUSSE

L'état de crise économique quasi permanent où se débat le capitalisme emmène ses porte-parole et ses défenseurs à exiger que l'on utilise mieux l'enseignement au service de la compétitivité des entreprises. Mais cette attente entre en contradiction avec l'étroitesse des marges budgétaires et donc l'impossibilité d'augmenter encore le coût des systèmes éducatifs. Du début du XXe siècle jusqu'aux années 80, sous la pression des demandes du marché du travail, l'école secondaire conçue initialement pour les enfants de la bourgeoisie s'était ouverte petit à petit aux fils et aux filles des familles populaires. Cette école-là a estimé devoir continuer de faire ce qu'en avaient toujours attendu les parents de la bourgeoisie: amener leurs enfants le plus loin possible. Aujourd'hui, continuer sur cette voie, ce serait du gaspillage, estime l'OCDE, car «tous n'embrassent pas une carrière dans le dynamique secteur de la "nouvelle économie" - en fait, la plupart ne le feront pas - de sorte que les programmes scolaires ne peuvent être conçus comme si tous devaient aller loin» [OCDE 2001]. Vous avez bien lu: l'école et ses programmes ne doivent pas faire en sorte que tous aillent le plus loin possible. Ce serait, comme le disait Claude Thélot dans son grand rapport sur l'école française, commandité par Jacques Chirac, «une illusion pour les individus et une absurdité sociale, puisque les qualifications scolaires ne seraient plus associées, même vaguement, à la structure des emplois» [Thélot 2004] (21).

La question fondamentale qui se pose aux décideurs de l'enseignement dans les pays capitalistes avancés est donc la suivante: à quoi doivent ressembler les contenus et les pratiques d'éducation, en particulier pour les années d'école qui sont communes pour tous, si l'on veut que celles-ci répondent aux tendances lourdes des marchés du travail? L'approche par compétences intervient comme un élément importante de la réponse à cette question, parce qu'elle permet d'atteindre un triple objectif:

1. rapprocher le monde de l'enseignement du monde de l'entreprise;
2. recentrer la formation, de la maternelle à l'université, sur les exigences premières du marché du travail: l'adaptabilité et la mobilité des travailleurs;
3. résoudre la contradiction entre un enseignement largement commun (de l'école maternelle jusqu'à 12, 14 ou 16 ans, selon les pays) et un marché du travail de plus en plus polarisé.

Le premier point est évident et largement illustré plus haut. Dans son rapport pour la Fondation Roi Baudouin, Chris De Meerler le reconnaît sans ambages: «l'utilisation des compétences présente en tout cas l'avantage d'offrir un langage et un cadre conceptuel communs à l'enseignement et au monde de l'entreprise. Cela n'avait jamais été le cas.» [De Meerler 2006] (22).

Le deuxième point découle de la na-

ture même de l'approche par compétences. L'élève y apprend davantage à «se débrouiller» face à une situation nouvelle plutôt qu'à acquérir une véritable maîtrise théorique des savoirs. Il arrive qu'un peintre, un plafonneur, un menuisier... doive monter ou démonter une prise de courant. Pourtant, un entrepreneur n'a que faire d'un ouvrier qui saurait interpréter le «voltage» comme une «variation de l'énergie potentielle dans un champ de forces»; en revanche, il attend de lui qu'il sache manipuler un nouveau modèle de voltmètre en lisant son mode d'emploi ou, mieux encore, sans avoir à le lire. Il n'a pas besoin de travailleurs qui comprennent le monde naturel ou social; il a besoin d'efficacité immédiate, dans des situations variées mais dans un champ limité de «familles de tâches». L'approche par compétences est sensée assurer cette capacité d'adaptation face aux mutations technologiques ou aux nombreux changements de postes et d'emplois en cours de carrière. Le raisonnement ci-dessus est encore plus vrai dans le domaine des services. Or, pour Andries de Grip, professeur à l'université de Maastricht, «la plus forte croissance d'emplois se situe dans le secteur des services. On y trouve de nombreuses fonctions où il s'agit moins de mobiliser des connaissances professionnelles précises, mais plutôt des compétences génériques comme la capacité d'analyse ou de communication» [Mulder et al. 2008] (23).

Grâce à l'approche par compétences, estime Perrenoud, l'élève sera «capable de mobiliser ses acquis scolaires en dehors de l'école, dans des situations diverses, complexes, imprévisibles» [Perrenoud 1995] (24).

Pour Guy Le Boterf, expert en management et en développement des compétences et auteur de nombreux ouvrages et articles sur l'approche par compétences, il faut un enseignement qui «ne se limite pas à des savoir-faire ponctuels mais qui prenne en compte la capacité à gérer des situations professionnelles de plus en plus complexes et évènementielles. Être compétent ce n'est pas seulement savoir exécuter une opération, mais c'est savoir agir et réagir dans un contexte particulier, c'est savoir faire face à l'imprévu, à l'inédit» [Le Boterf, in Bosman 2000] (25).

Pour le groupe de réflexion du conseil d'éducation néerlandais, la flexibilité, l'adaptabilité et la polyvalence sont également les arguments-clés pour l'introduction d'un enseignement orienté sur le développement de compétences.

Instruire tous les élèves dans le latin, le calcul différentiel et l'histoire de la littérature, voilà qui est parfaitement superflu et donc, désormais, économiquement inadmissible. Ces savoirs «gratuits» ne sont d'aucune utilité sur le marché du travail. Quant aux savoirs techniques, aux qualifications professionnelles, ils sont trop éphémères, trop vite obsolètes, pour que cela vaille la peine d'en encore les enseigner. C'est pourquoi, «l'approche par compétences vise à l'intégration de vastes connaissances professionnelles, de coopérations socio-communicatives, d'une pensée orientée vers la résolution de problèmes et de capacités autorégulatrices. Nous nous dirigeons vers des formations de base plus polyvalentes (...) Être capable d'agir efficacement dans des contextes changeants exige que les pro-

cessus d'apprentissages partent de situations réelles, de projets concrets». On retrouve, dans ce discours, «l'idolâtrie de la flexibilité» que Marcel Crahay critique dans l'approche par compétences [Crahay 2005]. Dans les nouvelles relations de travail hyper-mobiles, hyper-flexibles, les vieilles qualifications professionnelles constituent un mode de régulation formation-emploi qui apparaît comme trop rigide. Là encore, les compétences semblent apporter la souplesse réclamée par les employeurs. En revanche, pour les travailleurs, «cette logique de la compétence, imposée sous prétexte de permettre aux entreprises de s'adapter plus rapidement, tend de plus en plus à détruire les formes de sociabilité qui existaient entre les employés» [Elisabeth Dugué, citée par Crahay 2005] (26).

Enfin, le troisième point tient au caractère, flexible du concept de compétence lui-même. Il s'agit en effet de réduire les objectifs de l'enseignement obligatoire à ce qui devrait constituer le bagage commun de personnes qui occuperont des emplois situés aux deux extrémités de la hiérarchie du marché du travail, des emplois aussi différents qu'un ingénieur et un vendeur de hamburgers. Ce plus petit dénominateur commun, ce sont les compétences de base, dont différents organismes, comme l'OCDE et l'Union européenne, se sont attelées à établir la liste. On y retrouve systématiquement les éléments suivants:

- capacité de communication dans la langue maternelle
- capacité de communication dans une ou plusieurs langues étrangères
- culture scientifique, technologique et mathématique
- alphabétisation numérique (utilisation d'un ordinateur)
- flexibilité et adaptabilité
- esprit d'entreprise

Telles sont les compétences requises pour tous les travailleurs. En effet, les nouveaux emplois «non qualifiés», évoqués plus haut, font tous appel à ces compétences. Aujourd'hui, le travailleur réputé sans qualification doit pouvoir lire et écrire, effectuer une multiplication et une addition, baragouiner quelques mots d'anglais et de néerlandais, utiliser un traitement de texte, effectuer une recherche sur Google, transférer un fichier sur une clé USB, s'exprimer poliment, faire la conversation aux clients, posséder un permis de conduire et trouver sa route avec un GPS. On attend aussi de lui qu'il ait l'esprit d'entreprise et le sens du travail d'équipe, qu'il soit disponible le week-end, qu'il sache se serrer la ceinture, qu'il puisse prendre des initiatives quand c'est nécessaire, qu'il n'en prenne surtout pas quand il ne faut pas, qu'il soit discipliné au travail, qu'il fasse copain-copain avec son supérieur lors du barbecue de fin d'année et qu'il y apprenne avec le sourire qu'il sera viré à la rentrée. L'approche par compétences, le travail sur des projets de mini-entreprises scolaires et le recentrage sur les compétences de base énumérées ci-dessus doivent transformer les travailleurs «non qualifiés» en ces espèces de «bonnes à tout faire» du marché du travail. Leurs compétences de base éparpillées, partagées par tous, ne devront pas être reconnues comme telles sur le marché du travail, ni donc valorisées.

A suivre

15. Hirt, N., 2005. *Pédagogie de l'incompétence. Les nouveaux programmes de physique dans l'enseignement catholique francophone belge. L'école démocratique.*
16. Hirt, N., 2008b. *Pédagogie de l'incompétence. Les nouveaux programmes de physique dans l'enseignement catholique francophone belge.*
17. Hirt, N., 2008a. *Pourquoi les performances PISA des élèves francophones et flamands sont-elles si différentes? L'école démocratique.*
18. Hirt, N., 2008b. *Seront-ils des citoyens critiques? Bruxelles: Aped.*
19. Jadoulle, J. & Bouhon, M., 2001. *Interview de J.M. de Ketele. Dans «Développer des compétences en classe d'histoire». Louvain-la-Neuve.*
20. Jonnaert, P., 2002. *Compétences et socioconstructivisme, De Boeck Université.*
21. Lannoey, C. et al. 1999. *L'école vit... au rythme de ses tensions, De Boeck Education.*
22. Lemaitre, D. & Hatano, M., 2007. *Usages de la notion de compétence en éducation et formation, Editions LHarmattan.*
23. Letor, C. & Vandenberghe, V., 2003. *L'accès aux compétences est-il plus (ini)équitable que l'accès aux savoirs traditionnels? Cahier de recherche du GIRSEF, (n°25).*
24. Ocde, 2001. *Quel avenir pour nos écoles?, Paris: OECD Publishing.*
25. *Parlement européen, 2006. Les compétences clés pour l'éducation et la formation tout au long de la vie.*
26. Perrenoud, P., 2000. *Construire des compétences dès l'école, Issy-les-Moulineaux: ESF éd.*

AÏN DEFLA

Course contre la montre pour les lentilles et les pois chiche



M. N.

Pendant de longues années, les légumes secs servaient aux familles comme une sorte de parade à la flambée des prix des légumes parce qu'ils étaient appréciés, non seulement pour leurs qualités nutritives, riches en protéines et en fer, mais aussi pour leurs prix nettement raisonnables, les mettant à la portée des familles à revenus modestes.

La wilaya de Aïn Defla, en produisait, dans les années 70, des quantités non négligeables dont une partie servait à l'autoconsommation et l'autre était commercialisée sur les marchés locaux. Mais depuis cette époque là, la culture des légumes secs, lentilles, pois chiche, haricots... a été complètement abandonnée, au point où, de nos jours, pas un seul kilo n'est produit. Pourquoi? se demande-t-on. Sûrement que quelque part on a décidé qu'il valait mieux compter sur «les bateaux» et importer et de ce fait le marché est devenu plus que juteux pour ceux qui sont derrière cette option.

Qu'en est-il de nos jours? Les prix n'ont pas cessé de grimper si bien que le kilo de lentilles a atteint le prix presque inabordable pour les petites bourses de 160 DA et les pois chiche cédés à 140 DA le kg.

D'où nous viennent ces denrées: Des lointaines Indes, d'Amérique du Sud et de plus près de chez-nous, de Turquie. Selon des spécialistes qui ont visité ce dernier pays, tout le monde

en cultive en Turquie, de micro-exploitations, mais partant du principe que les petits ruisseaux font les grandes rivières, la Turquie s'est faite une place dans le domaine de l'exportation, en plus de la production pour son autoconsommation et ce ne sont pas les exemples qui manquent.

La wilaya de Aïn Defla est une wilaya à grande vocation agricole avec d'énormes potentialités et d'importants atouts, entre autres, la terre, l'eau et des hommes qui se sont forgés une expérience sérieuse sur le terrain et l'exemple de la pomme de terre et des céréales est là pour l'attester. Ayant pris conscience de cette lacune, les responsables du secteur de l'Agriculture et de la Chambre de l'agriculture ont décidé, à court terme, le lancement des cultures des différentes légumineuses.

Jeudi dernier, une réunion a regroupé les responsables des 2 organismes (chambre et secteur de l'agriculture) à l'issue de laquelle la stratégie a été arrêtée pour que la campagne des semis débute dès la fin de ce mois de février. Un comité comprenant des responsables de ces organismes auquel s'est joint le secteur des Forêts auquel a été confié, justement, la mission de promotion des périmètres de proximité du développement rural intégré (PPDR) dans les 36 communes. La première étape de ce plan consiste à sensibiliser les agriculteurs potentiels dont les fermes pilotes. Les zones ciblées sont les piémonts ensoleillés tels que ceux de Djendel,

Boumedfa, Tachta, El-Hassania, Aïn Torki. La production de ces légumineuses deviendra, pour les agriculteurs, une source de revenus importante puisque les prix proposés par les CCLS tourne autour de 7.000 DA le quintal. Pour le lancement de cette campagne, on spéculé sur 100 ha de pois chiche et 50 ha de lentilles et un rendement prévisible de 10 q/ha pour les lentilles pour 35 kg/ha semés, et de 15 q/ha de pois chiche pour 35 kg/ha à la semence. Il ne s'agira pas de cultures extensives mais de petites superficies mais en grand nombre. Une seconde réunion du comité est prévue pour le lancement de cette campagne. Aussi bien le président de la Chambre d'agriculture que le directeur des Services agricoles de la wilaya, parlent, tous deux, d'une véritable course contre la montre, la période des semences étant toute proche. On indique que les semences sont déjà disponibles au niveau de l'OAIC, à Alger et il suffira de passer commande. On ajoute que comme mesures incitatives, en plus du prix d'achat proposé par l'office pour les productions, les semences ne seront payées qu'après la récolte.

L'Institut des techniques des grandes cultures (ITGC) de Khemis Miliana est partie prenante dans ce plan. Qui sait si dans un avenir pas très lointain on ne reprendra pas la culture du riz. Du riz on en a produit dans la wilaya de Relizane à une certaine époque et même du coton dans la région de Oued Rhiau.

Cet acquis devra, notamment, mettre un terme aux fréquentes et intempêtes coupures lors des pics de consommation, a-t-on précisé à la direction du secteur.

La centrale, qui fonctionne au moyen de turbines à gaz, est conçue pour une autonomie de six jours, a-t-on, également, fait savoir, notant qu'en cas de perturbations dans l'alimentation en gaz, le gasoil prend rapidement le relais pour un mouvement ininterrompu de l'équipement.

Selon la direction de l'Énergie et des Mines, l'exploitation de cette centrale recourt à des techniques modernes qui tiennent compte des impératifs liés à la protection et à la sauvegarde de l'environnement.

TIZI-OUZOU

L'hiver bien au chaud

Naït Ali H.

Pas moins de 618 foyers ont été raccordés, depuis lundi, au réseau de gaz naturel dans le chef-lieu de la commune de Tizi N'telaa, à 35 km au sud de Tizi-Ouzou. Une cérémonie de mise en service de l'extension de l'alimentation en gaz de ville de cette localité a été organisée par la direction de l'Industrie et des Mines. Le projet en question, qui a démarré en janvier 2008 avec un retard de livraison de plusieurs mois puisqu'il était prévu dans un délai de 07 mois, en raison des oppositions de riverains au passage des conduites, permettra d'alimenter en cette énergie plus de 2.000 habitants. Alors que le montant de l'opération s'élève à plus de 38 millions de dinars.

Tizi N'telaa, se trouvant aux pieds de la chaîne montagneuse

du Djurdjura, endure le problème de disponibilité de bonbonnes de gaz, surtout en période hivernale où le prix atteignait parfois plus de 300 DA l'unité.

Par cette mise en service, les habitants vont, enfin, profiter des bienfaits du gaz naturel, même si la grande majorité de la population, vivant dans cette localité, devrait attendre encore l'arrivée de cette énergie dans leurs villages, notamment, ceux de Cheurfa et Aït Abdelmoumene, car on est en phase d'étude, selon les explications fournies par le maire de la commune de M. Souam, en marge de la cérémonie de cette mise en service. Notre interlocuteur a soutenu que la priorité devrait être accordée aux villages se situant plus haut que Tizi N'telaa, quand on sait que durant les chutes de neige ils restent isolés pendant plusieurs jours.

Une cagnotte de plus de 30 milliards de dinars

Une enveloppe de 30,4 milliards de DA a été destinée, en 2010, à la wilaya de Tizi-Ouzou pour le financement d'actions d'investissement public retenues pour 2010, soit près du double de la dotation de 2009, dont près de 8 milliards de DA consacrés au secteur des Travaux publics. Selon la direction de la Planification et de l'Aménagement du territoire (DPAT), cette autorisation globale de programme est ventilée à hauteur de 28,5 milliards de DA pour le programme sectoriel du développement (PSD), dont 9 milliards pour le réajustement du programme en cours. La somme restante, soit 1,8 milliard de DA, est consacrée au financement des plans communaux du développement (PCD) des 67 communes que compte la wilaya, a précisé le chargé des programmes au niveau de la DPAT.

Cette enveloppe «pouvant faire l'objet de rappels complémentaires au cours de l'exercice, ne couvre pas les opérations décentralisées et celles financées sur d'autres sources, telles que l'habitat, le gaz, l'électricité et le transport ferroviaire» a-t-on indiqué de même source. Avec 7,9 milliards de DA à son actif, le secteur des Travaux publics obtient la plus consistante escarcelle pour la réalisation d'une série d'ouvrages d'art nécessités par la configuration sinueuse et accidentée du relief, ainsi que des aménagements et la réalisation de liaisons entre les principaux axes, pour un meilleur maillage du territoire de la wilaya,

disposant d'un réseau routier de plus de 50.000 km (toutes catégories de voies confondues).

Dans le cadre du renforcement de la santé de proximité, le secteur de la Santé a bénéficié d'un montant de 1,7 milliard de DA pour le financement d'études de réalisation de 2 hôpitaux de 60 lits chacun et de 3 polycliniques, ainsi que l'équipement de 4 autres polycliniques et d'un centre anti-cancer, «en voie de réception», selon la DSPRH. Loin d'être en reste, le secteur de la Jeunesse a bénéficié d'une affectation de près de 1 milliard de DA à la réalisation d'une batterie de projets, dont une auberge de jeunes, 2 complexes sportifs de proximité, 4 maisons de jeunes, 2 salles omnisports, 20 terrains sportifs de proximité, 1 salle polyvalente, et autres opérations de réhabilitation du patrimoine existant. Par ailleurs, un montant de 2,2 milliards de DA a été affecté au secteur de l'Éducation nationale pour la réalisation de 3 lycées, 2 CEM, 53 classes primaires, ainsi que l'aménagement de 218 établissements scolaires, et le renouvellement des équipements. Sur cette AP globale, la somme de 721 millions de DA a été prélevée au profit du secteur de la Culture, pour couvrir les dépenses de réalisation d'un musée régional, 2 bibliothèques publiques, 2 opérations de restauration de monuments et un centre de repos pour les moudjahidine sur un site de la cité balnéaire d'Azeffoune.

ALGER

Eau potable : perturbations à El-Biar

L'alimentation en eau potable connaîtra une perturbation touchant plusieurs quartiers de la commune d'El-Biar (Alger), a indiqué, hier, la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAAL), dans un communiqué. Il s'agit des quartiers: Chemin Pouyane, Rue Robertseau, les Sept Merveilles, Chemin Laperlier, les Tagarins et Aïn Zeboudja. Une rupture de la canalisation principale de distribution, survenue, lundi au niveau de l'avenue Malika Gaïd, dans la même com-

mune, est à l'origine de cette perturbation, explique la même source. Des camions-citernes seront mis à la disposition des clients affectés par cette perturbation, affirme SEAAL, tout en assurant que ses équipes «mettront tout en oeuvre pour rétablir, au plus vite, la distribution de l'eau». SEAAL met également à la disposition de ses clients le numéro de son centre d'appel téléphonique opérationnel (1594) et ses télé-conseillers pour «répondre à toutes leurs questions».

M'SILA

Oubliées les coupures d'électricité ?

La production d'électricité, dans la wilaya de M'sila, est passée à 800 mégawatts depuis la mise en service, début février, de la nouvelle centrale de Draâ El-Hadja, a-t-on appris de la direction de l'Énergie et des Mines.

La nouvelle centrale, dont la réalisation a coûté 4 milliards de dinars, contribuera au renforcement de la production énergétique nationale et à l'amélioration de l'alimentation électrique dans les régions de l'est et du centre du pays.

Un homme retrouvé pendu

Le jeune S.K, âgé de près de 26 ans, chauffeur de son état, a été retrouvé dans la nuit de dimanche à lundi, pendu à un arbre dans un bosquet situé à quelque 2 km de la commune de Ounougha, distante de 50 km au nord-ouest de M'sila.

Alertés par des riverains, les éléments de la gendarmerie nationale se sont déplacés sur les lieux pour constater les faits et ouvrir une enquête pour déterminer les circonstances exactes de la mort.

La dépouille a été déposée à la morgue pour une autopsie. Selon les premières informations recueillies auprès de ses proches, la victime avait disparu depuis une dizaine de jours. **Merzougui Mohamed**

Horaires des prières pour Alger et ses environs

25 safar 1431

El Fedjr 06h14	Dohr 13h02	Assar 16h00	Maghreb 18h26	Icha 19h45
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



ANNABA

Les logements de la colère

Hocine Kedadria

La commune de Aïn El-Beïda a été, encore une fois, le théâtre de mécontentement. Hier encore, la liste des futurs bénéficiaires de logements a provoqué le courroux de plus de 200 personnes qui s'étaient rassemblées au niveau du siège de l'APC, pour exprimer leur mécontentement vis-à-vis de ce qu'ils ont appelé «la déchéance communale». La colère exprimée par les citoyens met en cause les listes débloquées après plusieurs mois d'attente, par la daïra, et dans lesquelles ne

figurent pas de nombreux demandeurs, particulièrement ceux habitant les bidonvilles et autres habitats précaires. «Nous sommes déçus et nous l'avons toujours été au niveau de cette commune. Les travaux de la commission n'ont pas été à la hauteur de la confiance des citoyens. Des noms contestés figurent sur la liste, alors que de pauvres citoyens ont été écartés», nous a dit Abdelaziz M. qui affirme qu'il traîne un dossier depuis plusieurs années. Les personnes qui ont occupé le siège de l'APC sont unanimes quant à la mauvaise appréciation de dossiers et sur-

tout de l'absence des élus face à cette crise qui secoue une fois de plus l'APC de Aïn El-Beïda. Une commune qui a déjà connu des troubles l'année passée suite à une vaste enquête menée par les éléments de la brigade de recherche de la gendarmerie nationale, à la suite de nombreuses lettres anonymes dénonçant certaines pratiques jugées illégales. «Nous n'avons aucun interlocuteur à qui nous adresser. Les élus ont fui leurs bureaux et nous sommes là, hommes, femmes et enfants à attendre la moindre nouvelle au sujet du problème posé», nous a dit S. M., mariée et mère de 4 enfants, occupant une habitation menaçant ruine.

Des témoins nous ont appris qu'une dizaine de jeunes ont été interpellés par les services de sécurité. «La situation reste pour l'heure délicate et ce genre de protestation est devenu monnaie courante à chaque distribution de logements», nous dit un employé de l'APC de Aïn El-Beïda.

52 affaires à la barre

Cinquante-deux affaires sont inscrites au rôle de la première session criminelle du tribunal de Annaba, au titre de l'année 2010, a-t-on appris hier du procureur général de la cour.

Devant s'ouvrir le 21 février prochain, cette session devra statuer sur des affaires liées, notamment, à des homicides

volontaires, des agressions, des coups et blessures, des cas d'association de malfaiteurs, des attentats à la pudeur, des vols, des détournements de deniers publics et d'évasion fiscale.

La session criminelle se poursuivra jusqu'au 28 mars, a-t-on précisé de même source.

SKIKDA

Gaz : la vérité sort de la bouche des enfants !

A. Boudrouma

Le constat est accablant, chaque année que Dieu fait, on déplore de nombreuses victimes du gaz. S'il représente effectivement des avantages certains, le gaz peut aussi représenter un redoutable danger dans le cas où certaines précautions ne sont pas prises.

C'est pour cette raison que de nombreuses vies humaines sont gâchées alors que cela peut être évité, selon les responsables de la Sonelgaz, qui estiment qu'il est possible de mettre un terme à ces accidents pour peu que le citoyen s'astreigne au respect de certaines règles de conduite.

C'est dans cette optique qu'une campagne de sensibilisation vient d'être réalisée par la Sonelgaz au niveau des éta-

blissements scolaires de la wilaya. L'objectif est de parvenir à sensibiliser les familles sur les graves risques liés à une mauvaise utilisation du gaz et à leur inculquer certains réflexes à adopter face à d'éventuelles fuites de gaz.

Pour la responsable de la communication au niveau de cette société, l'impact a été très positif puisque les élèves ont été très attentifs aux explications qui leur ont été apportées et ont même, sur cette base, relaté l'existence de certaines anomalies dans les installations de gaz de leurs propres domiciles. La campagne de sensibilisation a donc ciblé huit établissements scolaires, des lycées et des CEM, implantés au niveau des 4 principaux chefs-lieux de daïra, à savoir Skikda, El-Harrouch, Azzaba et Collo qui ont eu le privilège d'accueillir les

agents de la Sonelgaz. A cette occasion, des affiches ont été apposées dans les lieux publics, des «flyers» (petites affiches) montrant les risques d'explosion et la conduite à tenir face une éventualité de fuite de gaz et les dangers du monoxyde de carbone provenant d'une mauvaise combustion de gaz ont été distribués aux élèves. La responsable de la communication de Sonelgaz, très sensible au malheur qui frappe certaines familles cycliquement, martèle : «C'est quand même insensé de devoir subir cycliquement des pertes humaines à cause d'accidents dus au gaz alors qu'il est possible d'y mettre un terme !...». Des mosquées ont été également associées à l'opération de sensibilisation qui coïncide avec la saison hivernale où l'utilisation du gaz atteint un pic.

Plus de 1.700 nouveaux stagiaires

Plus de 1.700 nouveaux stagiaires rejoindront, à la prochaine rentrée de février, les classes et les ateliers des établissements de la formation professionnelle à Skikda, a-t-on appris des responsables locaux du secteur. Le nombre d'inscrits dans les classes professionnelles, à travers cette wilaya, s'élèvera ainsi à 10.000 stagiaires répartis sur plus de 80 spécialités, dont trois nouvelles filières introduites dans les instituts spécialisés de Lamri Boudjemea et Collo, a-t-on ajouté de même source. Créées dans le cadre de la mise en oeuvre du

programme de réforme du secteur, ces nouvelles spécialités portent sur la production animale, le chauffage central et les cultures maraîchères.

Ces nouvelles filières s'ajoutent à celles déjà ouvertes au titre de la précédente rentrée, notamment l'hôtellerie, les techniques bancaires, la conception des jardins et les technologies liées à la production de matières grasses. De nouveaux équipements techniques et pédagogiques, destinés à l'enseignement de l'informatique et des technologies de production de matières grasses, permet-

tront la création de 49 nouveaux postes pédagogiques, a-t-on noté, soulignant que 12 nouvelles classes, 2 laboratoires et 6 ateliers répartis à travers les centres de formation de Ouled Attia et Zitouna viennent d'être réceptionnés. D'une capacité globale de 900 places, trois nouveaux centres de formation professionnelle dont un centre régional pour l'enseignement des handicapés, implantés respectivement dans les communes d'Oum Toub, Ben Azzouz et Filfila, seront également réceptionnés pour la rentrée de février, a-t-on fait savoir.

EL-TARF

La carte au trésor

Une cartographie des sites archéologiques d'El-Tarf est «en voie d'élaboration» par une équipe composée de 25 chercheurs de l'Agence nationale d'archéologie et de protection des sites et monuments historiques et de l'université de Trente (Italie), a indiqué le directeur de la Culture. Partie intégrante du projet de réalisation d'une carte archéologique de l'Est algérien, entamé en 2003, cette cartographie permettra à la wilaya d'El-Tarf de mettre à jour ses sites archéologiques, de les répertorier et les classer, a souligné le même responsable. Cette équipe, qui a déjà mis au jour plus de 150 sites archéologiques, poursuivra ses travaux en 2010 en procédant à des fouilles dans toute la région, secteur par secteur, à la recherche de nouveaux sites pour les répertorier et les cartographier, a-t-il ajouté. Le travail effectué à ce jour par cette équipe, «armée de patience malgré les nom-

breuses difficultés rencontrées», a permis de mettre au jour des sites archéologiques qui couvrent «presque toutes les périodes préhistorique et historique, paléolithique, épipaléolithique, protohistorique, punique-romaine, byzantine, médiévale et moderne». Tous ces vestiges dénotent, selon ce responsable, de l'importance de cette région où, tout au long des siècles, des civilisations ont élevé des monuments qui expriment, sous différentes formes, les aspirations et les croyances des peuples d'alors. Cette région, de par sa situation géographique, où il a été découvert des fermes, des palais, à l'exemple de Ksar Fatma dans la commune frontalière d'El-Aïoun, des pressoirs d'olives, comme celles rencontrées dans la région de Bougous, des dolmens, des sarcophages, des forteresses et des comptoirs, n'a pas cessé d'être un passage obligé pour différentes civilisations qui se sont suc-

cédé dans le bassin méditerranéen. Les 220 sites découverts et recensés à ce jour témoignent, de par leur diversité, de la continuité des cultures dans cette région à travers les âges. Ils mettent en relief le grand développement connu par les domaines agricole et industriel illustré par la présence de moulins à grain et de pressoirs d'olives.

Le directeur de la Culture d'El-Tarf a également indiqué que les investigations menées par cette équipe de chercheurs ont permis la découverte de 150 sites archéologiques sur 166 km² dont 2 centres de production et 13 concentrations d'outils préhistoriques, en plus de 2 nécropoles protohistoriques, 142 fermes comprenant 250 presses à olives et autres vestiges. Il a ajouté que la région d'El-Tarf recèle encore d'autres trésors avec les sites archéologiques qui parsèment son territoire et qui restent à découvrir.

SÉTIF

La pièce détachée Taiwan et le reste

La lutte contre les accidents de la circulation est conditionnée par l'inscription de la sécurité routière «parmi les priorités nationales qu'il faut absolument imposer et vulgariser», a-t-on souligné à Sétif lors d'une journée d'information autour de ce phénomène.

Au cours de cette rencontre dédiée à Nabil Lalmi, un journaliste sétifien décédé en compagnie de son fils, il y a tout juste une année, dans un accident de la route, les participants ont mis l'accent sur l'urgence de «traquer le commerce informel de la pièce de rechange contrefaite» qui ne cesse de proliférer «au grand jour» mettant en péril la vie des automobilistes.

L'application de la loi «dans toute sa rigueur et sans concession», notamment en ce qui concerne le contrôle technique des véhicules et l'assainissement du parc automobile a également été fortement soulignée par les participants à cette journée de sensibilisation qui vise à «contribuer à réduire de façon significative les dangers de la route, en constante évo-

lution dans notre pays».

L'action de sensibilisation autour des risques des accidents de la circulation et la nécessité de développer les méthodes de contrôle et de répression ont été longuement débattues par les participants qui ont insisté sur le rôle de la société civile dans le processus de lutte contre ce «phénomène dramatique».

S'appuyant sur un bilan statistique établi par les services concernés, faisant état d'une moyenne de 12 morts et de 170 blessés par jour, en Algérie, les intervenants ont tiré la sonnette d'alarme, appelant les décideurs et les différents intervenants à «sévérer sans état d'âme, car il y va de la vie des personnes».

La région de Sétif où il était «rarement déploré des accidents de la route, est, aujourd'hui, placée en «pole position» avec un bilan de deux à trois accidents/jour entraînant, en moyenne, 5 décès par mois, a fait savoir le capitaine Miloud Belmahdi, représentant de la Protection civile. La cause, selon ce même officier, est le plus souvent humaine.

BISKRA

Des employeurs épinglés

H. L.

Les services de l'inspection du travail viennent de rendre public leur bilan pour l'année 2009. Près de 3.000 P.-V. ont été dressés contre les employeurs qui font fi de la réglementation du travail et 685 P.-V. ont été transmis à la justice pour diverses raisons allant de la non-affiliation des travailleurs à la CNAS, aux conditions de

travail déplorables sans primes de nuisance, en passant par l'emploi d'étrangers sans permis de travail jusqu'à la non-application du SNMG.

Les services de l'inspection du travail ont également mis le doigt sur d'autres plaies qui ombragent l'application des lois sur le travail telles le travail au noir, le travail de nuit et l'emploi illégal d'enfants dans le secteur agricole.

Un autre quota de logements pour Tolga

Après les enquêtes d'usage, un premier listing de logements sociaux vient d'être affiché cette semaine à Tolga.

Les services de la daïra se disent sereins quant à la réaction des plus de 3.000 demandeurs de logements non encore satisfaits, car, disent-ils, «les attributions

ont été étudiées de très près et même les tranches d'âge ont été prises en considération». La commission d'attribution de logements rassure toutefois les autres demandeurs, «qu'un quota de 326 logements sera mis à leur disposition lors de la prochaine distribution».

H. L.

EL-TARF

Neuf boulangeries fermées

Neuf boulangeries ont fait l'objet, la semaine dernière à El-Tarf, d'une décision de fermeture administrative à la suite de rapports des services de la direction du Contrôle et des Prix (DCP) de la wilaya, a-t-on appris hier

des services concernés. Le manque d'hygiène, le défaut de raccordement au réseau d'assainissement et l'utilisation d'intrants impropres à la consommation sont à l'origine de cette mesure, a-t-on précisé à la DCP.

Le secrétariat de wilaya de l'UGTA persiste et signe

Le congrès «avec ou sans l'aval de la centrale»

Le secrétariat de l'Union de wilaya de l'UGTA a tenu, hier, en son siège, une rencontre d'évaluation avec les syndicats d'entreprises et les bureaux de coordination UGTA de wilaya.

A. El Abci

Deux points principaux figuraient à l'ordre du jour: état des lieux de la situation syndicale à l'échelle de la wilaya et les préparatifs des festivités devant commémorer l'anniversaire du 24 Février 1971. Dans son intervention, le secrétaire de wilaya, Abdelkader Mehdi, n'a pas manqué de souligner les points noirs du mouvement syndical à Constantine, qui selon lui, ont pour motifs, «l'absence de réunions périodiques d'évaluation, l'absence, également, de tenues régulières d'assemblées générales des instances locales, la faiblesse de formation syndicale des bases militantes mais aussi de leurs cadres, etc. Ces anomalies n'ont pas tardé à se traduire par la situation difficile, qui est celle de notre mouvement syndical au niveau de la wilaya et ce, depuis le 11e Congrès national de 2008», dira-t-il.

La salle de réunion s'est réveillée exigüe, pour une assistance venue nombreuse, ce qui n'a pas été manifestement prévu par les organisateurs. En effet, les cadres et militants des syndicats d'entreprise ont répondu

nombreux à l'invitation du secrétariat de l'Union de wilaya, inquiétés par les informations qui leur parviennent et qui font état de crise grave, qui secoue les instances dirigeantes à l'échelon de la wilaya de leur organisation syndicale. A telle enseigne que ce sont ces préoccupations qui ont dominé la plus grosse partie réservée aux débats, où aussi bien les bureaux de coordination que les syndicats d'entreprise, n'ont pas hésité à revenir sur la crise et sur son étendue, demandant des détails et des précisions sur son importance, les parties impliquées, etc. Des réponses ont été données par le secrétaire de l'Union de wilaya, qui a invité tout le monde «à s'impliquer, sans plus tarder, et à avoir comme point de mire surtout les préparatifs du prochain congrès de wilaya, fixé au mois de mars 2010, qui se tiendra avec ou sans l'accord de la centrale syndicale», lancera-t-il. En ce qui concerne les préparatifs de la commémoration du 24 Février 1971, un programme sera retenu en collaboration avec tous les cadres syndicaux pour organiser plusieurs manifestations à travers la wilaya.

Des formations pour les agriculteurs et leurs enfants

M. Abdelyakine

La chambre d'agriculture de la wilaya, la direction des services agricoles, de l'enseignement professionnel, avec les services de la conservation des forêts, ont signé une convention pour l'organisation de deux sessions de formation consistant en une initiation agricole pour cette nouvelle campagne 2010.

La première session a pris fin au 31 janvier dernier, où 190 participants ont suivi une formation. En ce qui concerne la seconde session qui débutera au mois de mars prochain, 250 jeunes sont inscrits. «Nous avons enregistré près de 500 postulants pour une formation à l'initiation agricole», nous dira M. Messali Samir, le responsable de la vulgarisation et de la formation agricole au niveau de la chambre d'agriculture. «Cette initiation aux connaissances et aux techniques agricoles de base ajoute-t-il, touchera certaines filières tels que le lait, l'élevage bovin et ovin, l'apiculture et l'arboriculture. Ces stages se déroulent au niveau des centres de formation professionnelle se trouvant dans les communes de Constantine, Hama Bouziane, Didouche Mourad, et du Khroub. Ils sont couronnés par une attestation de participation dans la filière choisie, délivrée par la chambre d'agriculture», précise M. Messali. Sur le même

volet, nous dira encore le chargé de la formation «ces stages de formation de cycle court d'un volume horaire de 32 heures réparties entre thématique et travaux pratiques, concernent en premier lieu les agriculteurs, les fils d'agriculteurs, ainsi que les jeunes ruraux porteurs de projets dans le cadre du plan de développement rural intégré (PPDRI) ainsi que le programme du renouveau rural récemment initié par le ministère de l'Agriculture», ajoute notre interlocuteur.

Ces programmes sont gérés par la conservation des forêts et impliquent pratiquement tous les secteurs (l'hydraulique, la santé, les forêts, la DTP, l'éducation, ainsi que les PMI et PME).

Par ailleurs et dans la même optique, notre vis-à-vis indique que le programme du renforcement des capacités humaines et appui technique, dénommé le «PRCHAT», initié en 2009, a touché en début de campagne un total de 50 agriculteurs et fils d'agriculteurs, pour une mise à niveau de leurs connaissances suivant un plan de charge avec les instituts techniques agricoles spécialisés des wilayas de Sétif, Guelma, Batna, et Jijel.

Ces stagiaires ont subi une formation de deux à trois jours et ils ont été accompagnés par les encadreurs de la chambre d'agriculture.

De la viande hachée congelée saisie

Depuis deux jours, les agents chargés de la répression des fraudes, au niveau de la direction du Commerce, procèdent à des saisies systématiques de viande congelée, hachée bien avant la vente, auprès de bouchers peu scrupuleux des règles commerciales et d'hygiène. Cette vente étant également interdite, des procès-verbaux d'infraction ont été établis à l'encontre des contrevenants, avec des propositions de fermeture temporaire, assure-t-on à la direction du Commerce. Mais cette dernière reproche aux clients d'encourager cette vente car il est de notoriété que la viande ne peut être hachée qu'au moment de l'achat. «Beaucoup de gens font provision de viande congelée, son prix étant de moitié inférieur à la normale, étant proposée à 350 dinars le kilo contre 700 dinars pour la viande fraîche», explique-t-on.

Sensibilisation à la protection de l'environnement

L'association locale pour la protection de l'environnement, se lance dans une énième campagne de sensibilisation sur la protection de l'environnement et l'hygiène. Ainsi, selon le responsable de cette association, à partir d'aujourd'hui, mercredi, et jusqu'au 24 du mois de février, un programme de sensibilisation de la population sur le respect des heures de passage des camions de ramassage des déchets ménagers sera mené. Et dans l'attente d'une prochaine campagne de reboisement qui démarrera en mars prochain, des équipes, assure ce responsable, parcourront les quartiers de la ville pour tenter de sensibiliser le maximum de personnes pour le respect des règles minimales d'hygiène.

La ville asphyxiée

Le problème des embouteillages se complique et les longues files de voitures s'étendent, désormais, jusque dans les quartiers périphériques et particulièrement aux carrefours. Hier matin, bien malin celui qui pouvait circuler de Zouaghi, sur les hauteurs de Ain El-Bey et se rendre, par exemple, vers le centre-ville ou l'aéroport Mohamed Boudiaf. L'immense rond-point de Zouaghi, la trémie et la double voie étaient encombrés par de nombreux véhicules de même que la station de bus. L'anarchie s'est finalement installée et n'était-ce l'arrivée impromptue de motards de la police, le problème aurait été difficile à résoudre. Toujours est-il, que ce n'est que vers 11h du matin, que la situation a été un peu débloquée.

L'appel des habitants de la rue Bounab

Les riverains de la rue Bounab, qui donne accès à la vieille ville, se plaignent de la situation dans laquelle se trouve leur quartier lequel, disent-ils «est dans un état lamentable». Ils soutiennent que «depuis plusieurs semaines déjà, des trous ont été creusés pour l'installation de câbles et des conduites. Une fois les travaux terminés, les ouvriers du chantier ont quitté les lieux en les laissant tels quels et depuis, c'est le calvaire. Par temps de pluie on marche dans la boue et il faut faire attention à ces trous devenus de larges crevasses, ceci sans parler des tas de terre qui longent les trottoirs. Pourtant soulignent-ils, nous sommes proches de la mairie centrale et notre rue donne accès au chantier de réhabilitation de la vieille Casbah, régulièrement visité par les autorités.

A. C.

La mercuriale en folie

A. Mallem

Questionné sur les prix des fruits et légumes qui n'ont pas baissé depuis l'automne dernier, un marchand installé dans un marché populaire du centre-ville, donne une explication simple. Selon lui, les prix s'appuient sur la loi de l'offre et de la demande. «On ne se rend peut-être pas compte, argumente-t-il, mais le niveau de vie de l'Algérien a sensiblement augmenté. Même si la population augmente parallèlement, tous les Algériens ont assez d'argent maintenant pour prétendre manger ce qu'ils désirent», a-t-il dit sur un ton affirmatif.

Un autre marchand de légumes tenant étal au niveau du marché Boumezzou, donne, lui aussi, son explication qui semble être plus convaincante. En effet, selon ce dernier, durant la période automne-hiver, toutes les régions du pays s'approvisionnent dans deux wilayates, l'une au Sud pour la pomme de terre et la tomate plus particulièrement, l'autre sur le littoral. Il cite Biskra et Jijel.

Ce fait, selon lui, diminue singulièrement l'abondance des produits dans chaque wilaya et fait augmenter les prix à l'étal. Ajoutez à cela le prix du transport et l'on comprendra pourquoi les tarifs sont élevés.

«Si à Constantine le prix de la tomate de Biskra est de 60 DA, vous le trouverez à 80 DA à Alger, par exemple», explique notre interlocuteur qui prévoit une baisse des prix avec l'entrée prochaine sur le marché des fruits et légumes provenant de la région ouest.

En attendant, la mercuriale ne bouge pas depuis plusieurs semaines, avec des prix à la hausse des produits de base comme la pomme de terre proposée à 45 DA le kilo à l'étal et 40 DA, chez les marchands à la sauvette, la tomate de bonne qualité à 60 DA, le poivron à 120 DA, les petits pois à 150 DA, alors que leur accompagnateur l'artichaut est cédé à 60 DA. Et comme la commune de Hama-Bouziane a perdu, depuis belle lurette, sa vocation d'être un jardin potager pour la «ville des Rochers», les belles courgettes cueillies ailleurs sont désormais proposées à 80 DA le kilo et le chou-fleur, assez rare, il faut le dire, à 90 DA. La palme est détenue par les haricots verts vendus à 200 DA le kilo, ce qui, dit-on, n'est jamais arrivé! Quant aux fruits de saison, principalement l'orange et la mandarine, elles ne cessent de toiser de haut le client en restant perchées à des hauteurs à peine accessibles: 120 DA le kilo pour la première et 150 DA pour la seconde.

Sit-in d'anciens travailleurs de l'OPGI

Une quinzaine d'anciens agents de recouvrement de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI), ont tenu, hier, un sit-in de protestation, devant le siège de la direction régionale, pour «dénoncer, encore une fois, disent-ils, contre le refus persistant de leur réintégration dans leur poste de travail». Les protestataires réclament, selon leurs propos, «l'application des décisions de justice» en exhibant, à l'occasion, des documents de tribunaux. «Cela fait maintenant des années que nous ne demandons que notre droit, à savoir être repris par l'office et reprendre notre travail, afin de subvenir à nos besoins vitaux et à ceux

de nos familles», indiquent-ils. Et de poursuivre «en 2004 nous avons été suspendus de nos postes d'emploi, sous l'accusation de détournement d'argent de l'office, accusation farfelue qui n'a pas tenu la route devant la justice, qui nous a excusés et ordonné à l'OPGI de nous reprendre. Encore mieux, nous sommes tous porteurs de jugements définitifs de réintégration. Malheureusement le directeur se refuse d'exécuter ces décisions et nous n'avons comme alternative que ce sit-in pour crier notre colère et rappeler l'injustice et l'arbitraire dont nous sommes victimes», ont conclu nos interlocuteurs.

A. E. A

Retrouvée dix jours après avoir chuté dans le Rhumel

A. C.

Dix longues journées de recherche ont été nécessaires pour retrouver, le corps de la malheureuse femme qui avait chuté au fond du ravin, dans l'après-midi du 30 janvier dernier.

Selon l'officier responsable de la cellule de communication de la Protection civile, le corps de la femme a été enfin découvert coincé sous des roches, au lieu dit «Dhlimat» au fond des gorges du Rhumel, après avoir été entraîné par le courant sur plusieurs centaines de mètres.

C'est donc sous les regards curieux de plusieurs dizaines de badauds que le corps a été repêché et difficilement remonté à l'aide de cordes sur la rive de l'oued.

Pour rappel, cette femme, pour des raisons non encore élucidées, a fait une chute de près de cent mètres de hauteur, depuis le bord du précipice qui surplom-

be la rivière, près du pont suspendu Mellah Slimane.

Selon des témoignages recueillis par des éléments de la Protection civile appelés pour la circonstance juste après la chute, elle se serait dangereusement rapprochée du bord du ravin pour essuyer ses chaussures boueuses et aurait malencontreusement glissé sur l'herbe grasse qui borde les lieux, pour s'écraser quelque cent mètres plus bas. Toujours selon l'officier de la Protection civile, il a fallu ces dix derniers jours, déployer pas moins d'une quarantaine de pompiers dont des spécialistes de l'escalade et de la plongée, qui à l'aide de cordages, ont cherché mètre après mètre, pour finalement retrouver le corps déjà en décomposition, qui a été déposé à la morgue du centre hospitalo-universitaire.

Les services de police ont déclenché une enquête pour tenter d'identifier cette femme.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

25 safar 1 4 31

El Fedjr 06h00	Dohr 12h48	Assar 15h47	Maghreb 18h13	Icha 19h31
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



403 ménages seront questionnés
Une enquête sur le tabagisme

Le chapiteau aérogare livré le mois prochain

Les femmes du RND veulent des postes de décision

Concours d'embellissement de la ville Redorer le blason d'Oran

Panneaux, éclairage, feux tricolores... Travaux tous azimuts au centre-ville

Leurs occupants relogés 40 immeubles seront démolis, fin mars

Plan Qualité Tourisme Adhésion de 20 agences touristiques et 30 hôtels

ORANIE

P. 18, 19 & 20

Aïn-Témouchent

Sans qualification cherche coup de pouce

Tlemcen

Algeria Gulf Bank s'installe

Chlef

Les délais de réalisation remis sur le tapis

Ténès

785 logements seront attribués en juin

Tiaret

La cession des logements sociaux ne fait pas recette

Nâama

Un fichier pour recenser les petites catégories sportives

Mostaganem

Une solution pour les eaux usées

Saida

Les «séquelles» des sénatoriales

Séisme de 3,2 à Relizane

Un séisme d'une magnitude de 3,2 sur l'échelle de Richter a été enregistré hier à 9h38 (heure locale) dans la wilaya de Relizane, indique le Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG). L'épicentre de la secousse a été localisé à quatre kilomètres au sud-est de Relizane, précise la même source.

Mascara Découverte du cadavre d'un nouveau-né devant une école

Le corps sans vie d'un nouveau-né de sexe féminin a été retrouvé dernièrement abandonné devant la porte d'une école primaire dans la cité Sonacome, à Mascara. Enveloppé dans du papier journal, le cadavre du nouveau-né a été découvert devant la porte par des élèves qui se dirigeaient vers leur établissement. La dépouille mortelle du nouveau-né a été évacuée vers l'établissement hospitalier par la protection civile, alors qu'une enquête a été ouverte par les services concernés pour élucider cette affaire.

Khenouci Mostefa

Construction de deux nouvelles gares routières et réhabilitation de deux autres

P. 16



Ph.: Arch.

Tranche de Vie

Par El-Guellil

Dégueu...



Les chroniques journalières foisonnent de faits divers plus ou moins rebutants. S'il y a des enfants ingrats envers leurs géniteurs, on trouve également des parents indignes. On vient d'apprendre qu'en Argentine, un père se fait de l'argent en exhibant ses trois garçons (12, 10 et 8 ans), lesquels, sur ring, sont obligés de «boxer» les yeux bandés. Avec leur «arbitre» de père, ils se donnent des coups à la... grande joie d'une foule en délire qui, pour manifester sa satisfaction, jette aux bambins des pièces de monnaie.

Ce genre de «sport» ne date pas d'hier. En Argentine, il y a des décennies qu'on se délecte de ce «spectacle», semblable aux odieux combats de coqs. Les associations pour la protection de l'enfance ont porté plainte à... l'Unicef, étant quasi certaines

que la juridiction de ce pays est «muette» dans ce cas de figure. La boxe, c'est connu, est dénommée «noble art». En l'occurrence, il s'agit... d'ig... noble art! Dans mon quartier, j'ai vu que d'autres parents n'ont rien à envier au «forain» argentin, même s'il ne s'agit pas de boxe. N'étant nullement dans le besoin, ils

poussent leurs deux garçons (excellents à l'école) à vendre des cigarettes et faire les gardiens de voitures aux portes d'un cabaret mal famé, et ce, jusqu'à une heure tardive de la nuit.

L'appât du gain reste le trait commun de ces scabreux faits divers. Et pourtant, que représentent quelques escudos et quelques dinars face au «vol» prémédité de la candeur enfantine? Dire alors que nous naissons tous égaux, c'est khorti sur khorti. Nous ne naissons pas égaux, ni en droit, ni en devoir, ni en avenir, ni en possibilités, ni en atouts : santé, beauté, capacités, etc. L'égalité, c'est comme la géométrie non euclidienne. Nous sommes tous plus ou moins égaux. Il y a forcément un coefficient qui pondère notre droit à l'égalité. Quel rapport avec ces gosses qui étaient obligés de boxer, me diriez-vous.

TÉLÉPHONES UTILES ORAN

Ass.des consommateurs: 041 29 65 59
Algérie Télécom: -Dérangements: 12
 -Renseignements: 19
Hôpital d'Oran: 041 41 39 26
 041 41 39 28
Hôpital d'El Mohgoun: 041 47 89 53
 041 47 89 54
 041 47 89 34
SAMU: 041 40 31 31
Protection civile: 041 41 34 00/05
 14
Sûreté de wilaya: 041 32 44 70
Police secours: 17
Télégraphe: 13
Gendarmerie Nationale: 041 40 22 92
Aéroport d'Oran: 041 51 11 53
 041 59 10 31/40
Air Algérie: 041 42 72 05 /06/07
Sonelgaz: 041 35 30 60
 041 35 30 71
Gare ferroviaire: 041 40 15 02
SEOR: 041 35 50 40
 041 53 04 42
Djezzy: 777
Mobilis: 505
Nedjma: 333
Taxi Aziz services: 015.540.540
 041.41.76.59/60
Ali Taxi 041.34.63.64
 041.34.59.01
 0555.05.55.95
 0555.05.55.94



TRAIN

ORAN - ALGER		
Départ	Arrivée	
06h35	11h43	
07h45	12h15	
12h30	18h08	
15h00	19h30	
ALGER - ORAN		
06h30	11h50	
07h45	12h15	
12h30	17h48	
15h00	19h30	
ORAN - BEL ABBES		
17h10	18h27	
BEL ABBES - ORAN		
05h50	07h08	
ORAN - TLEMCCEN		
08h00	09h50	
12h45	14h35	
18h00	19h50	
TLEMCCEN - ORAN		
05h40	07h30	
10h10	12h00	
15h00	16h50	
ORAN - MAGHNA		
12h45	16h24	
16h40	20h19	
MAGHNA - ORAN		
04h30	08h09	
16h40	20h20	
TLEMCCEN - MAGHNA		
17h00	18h10	
MAGHNA - TLEMCCEN		
06h00	07h07	
ORAN - CHLEF		
10h45	12h51	
16h10	18h18	
CHLEF - ORAN		
06h00	08h08	
13h45	15h53	
ORAN - RELIZANE		
16h50	18h38	

AIR ALGÉRIE

Jeudi	
Vol	Arrivée
Alger - Oran	07h15
Alger - Oran	10h45
Alger - Oran	12h30
Alger - Oran	18h30
Alger - Oran	19h00
Alger - Oran	19h15
Alger - Oran	20h00
Annaba - Oran	20h30
Biskra - Oran	18h00
Timimoune - Oran	13h15
Vol	
Vol	Départ
Oran - Alger	07h15
Oran - Alger	10h45
Oran - Alger	15h15
Oran - Alger	19h00
Oran - Alger	20h30
Oran - Timimoune	07h55
Oran - Biskra	14h00
Oran - Annaba	21h30
Oran - Tamanrasset	13h15
Oran - Ghardaïa	13h15
Vendredi	
Vol	Arrivée
Alger - Oran	07h45
Alger - Oran	10h15
Alger - Oran	12h15
Alger - Oran	16h15
Alger - Oran	18h30
Alger - Oran	19h15
Constantine - Oran	20h10
Mecheria - Oran	15h20
Ouargla - Oran	15h20
Ain Amenas - Oran	15h20
Ghardaïa - Oran	11h40
Tamenrasset - Oran	11h40
Vol	
Vol	Départ
Oran - Alger	07h15
Oran - Alger	10h45
Oran - Alger	12h45
Oran - Alger	16h00
Oran - Alger	16h45
Oran - Alger	18h30
Oran - Alger	19h00
Oran - Alger	19h15
Oran - Constantine	16h00
Oran - Mecheria	13h30
Oran - Ain Aménas	07h00
Oran - Ouargla	07h00

INTERNATIONAL

Jeudi	
Vol	
Lyon - Oran	14h00
Paris-Orly - Oran	15h20
Jeddah - Oran	06h40
Oran - Paris-Orly	08h30
Oran - Lyon	08h50
Oran - Jeddah	17h30
Vendredi	
Paris-Orly - Oran	15h20
Toulouse - Oran	13h30
Marseille - Oran	17h30
Allicante - Oran	17h45
Casablanca - Oran	11h30
Oran - Paris-Orly	08h30
Oran - Marseille	12h45
Oran - Toulouse	09h00
Oran - Casablanca	07h45
Oran - Allicante	14h45

AIGLE AZUR

Jeudi	
Marseille - Oran	11h45
Paris-Orly - Oran	17h20
Oran - Marseille	12h45
Oran - Paris-Orly	18h40
Vendredi	
Orly - Oran	17h20
Oran - Paris-Orly	18h40

الخطوط التونسية
TUNISAIR

Tunis/ Oran

Jeudi	
Arivée	10h50
Oran / Tunis	
Départ	12h30

Cotations hebdomadaires des billets de banque et des chèques de voyage

	Billets	Achat	Vente
	1 USD	72,25	76,67
	1 EUR	101,02	107,22
	1 CAD	68,41	72,62
	1 GBP	115,86	122,98
	100 JPY	79,95	84,87
	1 SAR	19,27	20,45
	1 KWD	251,48	267,04
	1 AED	19,67	20,87
	100 CHF	6.847,85	7.269,90
	100 SEK	1.002,02	1.063,86
	100 DKK	1.356,69	1.439,89
	100 NOK	1.239,90	1.316,60

Chèque de voyage			
	Achat	Vente	
	1 USD	72,99	76,67
	1 EUR	102,04	107,22
	1 CAD	69,11	72,62
	1 GBP	117,04	122,98
	100 JPY	80,76	84,87
	100 CHF	6.917,37	7.269,90
	100 SEK	1.012,19	1.063,86

COURRIER EXPRESS KAZI - TOUR

Alger : 021.49.70.84
 Oran : 041.58.77.56
 Mostaganem: 070.91.38.03
 Tlemcen: 070.87.96.35

TRANSPORTEUR SAFIR

Oran - Alger: 061.20.20.45
 Constantine: 072.45.78.62
 El Eulma: 072.90.40.89
 El Eulma - Sétif: 071.43.61.49

ANDERSON NATIONAL EXPRESS

Groupage marchandises
 Oran : 070.32.59.29 / 070.94.69.31
 070.92.87.28 Alger : 021.51.33.44
 Fax: 021.51.47.27

TRANSPORT EXPRESS MISSOUM

Tlemcen - Reghaïa - Tlemcen
 Transports de marchandises
 Transports de colis et courriers
 0773 80 58 17 / 0771 10 82 33
 Reghaïa : 0770 50 09 43

TÉLÉPHONES UTILES ALGER

Air Algérie: 021.50.94.98
 021.50.92.34
Air France: 021.73.16.10
 021.70.27.20
 021.98.04.04
 www.airfrance.dz
Aigle Azur: 021.50.91.91
Gare routière: 021.49.71.51 à 54
SAMU: 021.23.50.50
Urgences Médicales: 115
Sûreté de la Wilaya: 021.73.53.50
Gendarmerie: 021.76.41.97
Centre antipoison: 021.96.49.43
Dépannage Gaz: 021.68.44.00
Dépannage Electricité: 021.15.20.23
Protection Civile: 021.71.14.11

TÉLÉPHONES UTILES CONSTANTINE

ASS. des consommateurs: 031.96.47.65
Algérie Télécom: - Dérangements: 12
 - Renseignements: 19
Hôpital: 031.92.49.16
 031.64.29.72
SAMU: 031.64.12.12
 13.13 / 14.14
Protection civile: 031.66.97.56
 031.92.14.14
 14
Sûreté de wilaya: 031.92.64.81
Police-Secours: 17
Gendarmerie : 031.92.64.71
 031.92.80.36 / 26
Aéroport: 031.81.01.01 / 09
Air Algérie: 031.92.70.70
 031.93.14.81
Réservation: 031.93.23.13/56
Wilaya: 031.92.92.20
 031.92.79.01
Sonelgaz: 031.94.02.47/48
L'Agence des eaux: 031.82.36.69
 031.82.38.50
Gare ferroviaire: 031.64.19.88

ALGÉRIE FERRIES

FÉVRIER

ORAN - ALICANTE	
Départ	Arrivée
Jeu 11- 18h	Ven 12 - 07h
ALICANTE - ORAN	
Départ	Arrivée
Mer 10- 18h	Jeu 11 - 07h
ORAN - MARSEILLE	
Départ	Arrivée
Sam 20- 12h	Dim 21- 16h
MARSEILLE - ORAN	
Départ	Arrivée
Lun 15- 12h	Mar 16- 15h
Lun 22- 12h	Mar 23- 15h

MÉTÉO

JEUDI		VENDREDI	
ORAN			
Averses / vent Max.20-Min.11		Averses Max.20-Min.10	
MOSTAGANEM			
Averses Max.20 -Min.11		Averses Max.20 -Min.11	
TLEMCCEN			
Averses Max.19- Min.10		Averses éparses Max.20- Min.11	
MASCARA			
Averses Max.19 -Min.8		Averses Max.19 -Min.8	
TIARET			
Averses / Vent Max.16 - Min.7		Averses Max.14- Min.6	
CHLEF			
Averses Max.18- Min.11		Averses Max.18-Min.11	
BÉCHAR			
Peu nuageux Max.23 -Min.7		Très nuageux Max.25 -Min.8	
ALGER			
Averses Max.19- Min.9		Averses Max.19- Min.8	
CONSTANTINE			
Averses éparses Max.15- Min.5		Peu nuageux Max.13- Min.4	
ANNABA			
Averses éparses Max.17 -Min.8		Peu nuageux Max.17-Min.8	

CENTRE CULTUREL FRANÇAIS ORAN & TLEMCCEN

CCF Tlemcen
Jeudi 11 février à 19h30
à l'Hôtel Agadir

CONCERT MIVA BOIKA



Miva Boïka : un univers où se côtoient, entre autres, un vendeur de joie, une petite marchande de tombes, une demoiselle qui tombe des toits, une machine à fabriquer des bébés et un général bien en peine de séduction.

Nostalgie, révolte, humour, amour, danse... Autant de termes pour décrire un nouveau souffle de chanson française nourrie de tout ce qui ne l'est pas.



CCF Oran
Samedi 13 février à 18h
à l'USTO

TiTiROBIN

CCF Tlemcen

Dimanche 14 février à 19h30
à la Salle Bouali

Thierry Robin dit «Titi», musicien autodidacte, a construit son univers musical personnel en empruntant autour de lui, à l'instinct, des éléments musicaux de deux univers qui l'ont directement et profondément influencé, les cultures gitanes et orientales. Avant que le courant des musiques du monde n'apparaisse, c'est au sein de ces deux communautés qu'il a trouvé un écho sensible et encourageant à sa démarche. Les fêtes communautaires arabes et gitanes lui ont donné l'occasion de tester la couleur originale de son approche musicale face à ces traditions riches dont il s'inspire mais qu'il n'imité pas. Les musiciens qui l'accompagnent alors sont presque exclusivement originaires de ces minorités.

Instituto Cervantes

Samedi 13 février à 15h
«LA BUENA ESTRELLA»

Collaborateur: Direction de la cinématographie (Ministère de la Culture) Cinémathèque d'Oran
Film de 1997, du réalisateur Ricardo Franco, interprété par Isabel Verdu, Antonio Resines et Jordi Moya.

Prix Goyas dans les catégories: meilleur film, réalisateur, acteur (Antonio Resines) et scénario original.

Rafael est un homme d'âge moyen, un boucher stérile qui mène une vie triste et solitaire. Un jour, il aide Marina, une jeune fille borgne que son fiancé frappait, et même en sachant que Marina est enceinte de Daniel, Rafael l'accueille dans sa maison, où les deux voient la possibilité d'accomplir leurs rêves.

Samedi 13 février à 18h30
«ALEZANE»

Organisé conjointement avec le Centre culturel français d'Oran - Auditorium USTO

Un spectacle créé par Titi Robin avec la participation du chanteur flamenco José Montalegre: une musique avec de forte base rythmique enracinée en Asie centrale, dans la tradition gitane, et dans son évolution par les rives occidentales de la Méditerranée.

Cette activité, organisée en collaboration avec le Centre culturel français d'Oran, entre dans le cadre de la Présidence espagnole de l'Union européenne.

GRAS
Groupe de Recherche en Anthropologie de la Santé

وزارة التعليم العالي والبحث العلمي
Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique
جامعة وهران
Université d'Oran

GRAS
Laboratoire de Recherche en Anthropologie de la Santé
فكر البحث في الأنثروبولوجيا السنية

TABLE RONDE

Guerre civile et position(s) de l'étranger

À partir de la pratique de la psychanalyse en Algérie

Présentée par Karima LAZALI, psychanalyste
Organisée par le Laboratoire d'anthropologie de la santé G.R.A.S.

Dimanche 14 février 2010 à 10h00
A la Salle de conférence du G.R.A.S.

Laboratoire de recherche en anthropologie de la santé,
Cité des Chercheurs, route de l'aéroport, (Ex- I.A.P.- Es-Sénia),
Email: gras_lab@yahoo.fr Website: www.gras-oran.org

GRAS
Groupe de Recherche en Anthropologie de la Santé

CINEMATHEQUE D'ORAN

Du lundi 08 au dimanche 14 février
«Noua» de Abdelaziz Tolbi/Alg/1972

«L'espoir inachevé» de Abdellatif M'rah.

Jeudi 11 février

A 15h: En collaboration avec la cinémathèque algérienne, le CCF d'Oran présentera une sélection des meilleurs courts-métrages du festival de Clermont Ferrand.

Samedi 13 février

A 15h: En collaboration avec la cinémathèque algérienne, l'Institut Cervantès, présentera «La Belle Etoile» de Récardo Franco/Esp/1997.

Lundi 15 février

A 16h: «Chkoun Ana Houa» de Kadour Brahim Zakaria / Alg/2007

Séance-débat en présence du réalisateur.

Du mardi 16 au dimanche 21 février

«Le Vent de Sable» de M. L. Hamina/Alg/1982

«Chkoun Ana Houa» de Kadour Brahim Zakaria Alg/2007

THEATRE REGIONAL SIDI BEL-ABBÈS

Samedi 13 février à 15h

L'association SOUK organise une soirée musicale

«THE URBAIN SHOW»

Au profit des enfants malades

Dimanche 14 février à 15h

«BEYNA EL-HOBI WA CHARRIE»

De la troupe El Wiam



Auteur: Abbad Karim et Tennah Annes
Metteur en scène: Ben Saïd Slimane

THEATRE REGIONAL D'ORAN

Mercredi 10 février à 17h

«Homk-Salim»

Auteur: Abdelkader Alloula
Mise en scène: Ahmed Benkhal Mustapha Nedjar Sidi Bel Abbès

Jeudi 11 février à 17h

«Safahat» Générale

Auteur: Hadj Chouti Fethi
Mise en scène: Hadj Chouti Fethi Faouj Sid El Houari

Vendredi 12 février à 10h

«Taaloub Oua Arnoub»



Auteur: Benmoulai Hocine

Mise en scène: Chetouki Djamel Kléopatra

Samedi 13 février à 15h

«Taaloub Oua Arnoub»

Auteur: Benmoulai Hocine
Mise en scène: Chetouki Djamel Kléopatra

Mardi 16 février à 15h

«Kalaat Nor»

Auteur: Belkeroui Abdelkader
Mise en scène: Medjahri Missoum

MAISON DE LA CULTURE AÏN TÉMOUCHENT

Du 15 au 18 février

Exposition photo sur l'histoire du cinéma au hall de la maison de la culture

Du 15 au 18 février

Projection de film révolutionnaire

Mardi 16 février

«La fleur de la vie»

Spectacle pour enfant de l'association Essalem d'art et de création d'Oran à la salle de spectacle de la maison de la culture

Mardi 16 février

Projection film avec séance débat sur le cinéma animé par Adda Chentouf

Mardi 23 février

«La fleur de la vie»

Spectacle pour enfants de l'association Essalem d'art et de création d'Oran à la salle de spectacle de la maison de la culture

Du 24 au 26 février

Les journées nationales sur la Tariqa Essoufia à la bibliothèque Malek Ben Nabi

CRASC

Mercredi 10 février à 09h

Conférence

«La ville face à ses marges»

Animée par Sid-Ahmed Souiah, professeur des universités, département géographie & histoire, Université Cergy-Pontoise

Organisée par l'équipe de recherche/CRASC : «Urbanisation et logiques d'aménagement urbain»

Lundi 15 et mardi 16 février

Conférence

«L'action sur la ville dans le cas de l'Algérie. Entre enjeu du développement durable et réalités sociales institutionnelles»

Animée par Nadir Boumaza, professeur, URF Arts et Sciences humaines, département de Géographie sociale, Université Pierre Mendès, France

Organisée par l'équipe de recherche/CRASC : «Urbanisation et logiques d'aménagement urbain»

403 ménages seront questionnés

Une enquête sur le tabagisme

Mokhtaria Bensaâd

Une enquête sur le tabagisme sera lancée à partir d'aujourd'hui par le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière. Après l'enquête sur l'allaitement réalisée l'année dernière, le ministère a initié une autre opération, cette fois-ci, pour évaluer la population tabagique en Algérie qui jusque-là reste inconnue en l'absence de statistiques fiables sur ce phénomène. Le choix des wilayas retenues pour cette enquête a été effectué sur la base d'un classement effectué par rapport au nombre de la population. Le dernier recensement a révélé, en effet, que les trois wilayas, Alger, Oran et Batna, comptent des populations importantes par rapport aux autres. Elles seront donc concernées par cette

enquête, en plus d'une quatrième wilaya du Sud, en l'occurrence Ouargla qui a été aussi intégrée. Cette opération, une première au niveau national, a été initiée dans le cadre d'un programme national de lutte contre le tabac qui sera élaboré une fois cette enquête achevée.

Dans la wilaya d'Oran, la direction de la santé en collaboration avec l'Office national des statistiques (ONS), six enquêteurs ont été mobilisés pour faire la tournée à travers sept secteurs urbains dont le secteur urbain Bouâmama, Haï Sidi El-Bachir (ex-Plateau), Haï El-Makkari, Ibn Sina, El-Badr et El-Menzah (Canastel). Quelque 403 ménages, soit 1.600 personnes, devront répondre aux questionnaires élaborés à cet effet. Hommes et femmes, fumeurs ou non fumeurs, âgés de 15 ans et plus sont concernés par cette

enquête. Le but est d'avoir une idée sur l'incidence du tabac dans les villes à forte concentration démographique.

L'Algérie enregistre 18.000 décès par an dus au tabac. Plus de 7.000 décès par infarctus du myocarde, 4.000 par cancer bronchique et 2.000 par insuffisance respiratoire. Jusqu'à présent aucune enquête nationale antitabac n'a été menée pour encourager les fumeurs à arrêter de fumer et protéger en même temps les personnes exposées en permanence à la fumée du tabac sur les lieux de travail, entre autres. Il existe, cependant, un décret exécutif n°01-285 du 24 septembre 2001 fixant les lieux publics où l'usage du tabac est interdit. Il s'agit d'une loi qui n'est pas respectée même dans les lieux publics sensibles tels que les hôpitaux et cliniques.

Le chapiteau aérogare livré le mois prochain

J. Boukraâ

Les préparatifs de la conférence internationale du gaz GNL 16 avancent à un rythme satisfaisant. Lancés en juin dernier, les travaux de réalisation du chapiteau aérogare au niveau de l'aéroport international d'Es-Sénia ont atteint un taux d'avancement appréciable. Selon une source de l'Etablissement de gestion des services aéroportuaires (EGSA) d'Oran, le taux d'avancement des travaux a atteint les 95%, ce qui va permettre de réceptionner cette structure vers le 15 mars prochain. La même source ajoute qu'en plus de l'avancement du taux des travaux, tous les équipements d'exploitation, à titre d'exemple la télésurveillance, scanner, climatisation, ont été installés.

Ce projet lancé en prévision de la conférence internationale du gaz GNL 16 qui devra se tenir à Oran entre le 18 et

le 21 avril 2010, permettra à l'aéroport d'Oran de carrément doubler ses capacités d'accueil. Quelque 4.000 participants entre experts et représentants des médias internationaux sont attendus à ce rendez-vous international. En prévision de cet événement, la nouvelle aérogare de type chapiteau permettra de fournir un certain nombre de prestations de service de haute qualité et répondant aux standards internationaux. Le futur chapiteau aérogare disposera de neuf banques d'enregistrement, avec une capacité de traitement de trois vols en simultané et par heure.

Le contrat pour la réalisation du chapiteau aérogare de l'aéroport international d'Oran a été, pour rappel, signé en mars dernier à Oran entre Sonatrach activité aval et l'entreprise française EGIS/AVIA. La réalisation du projet est confiée au groupement EGIS/AVIA (chef de file) (France) et Röder (Allemagne). Composés de cinq lots, les travaux

comportent l'édification de l'aérogare provisoire en structure légère de type chapiteau, l'aménagement et l'embellissement des espaces extérieurs, la mise à niveau de la voirie structurante, l'aménagement du parking et les réseaux divers. Pour un montant de 9,2 millions d'euros, le chapiteau aérogare s'étendra sur une superficie de 5.400 m². Il disposera d'une zone de départ et d'une autre d'arrivée, avec tout ce que cela suppose comme services et équipements : des salons première classe, un SAS d'entrée équipé de scanner et de portiques de détection des métaux, un bureau d'accueil et un espace d'enregistrement, des zones de contrôle de douanes et de police des frontières, une zone de distribution des bagages et même des magasins. L'aérogare dispose, en outre, d'un parking d'une capacité de 244 places, deux bandes de transfert de bus avec des accès qui leur seront spécialement dédiés.

Les femmes du RND veulent des postes de décision



Salah C.

Les représentantes des militantes du Rassemblement national démocratique (RND) de 10 wilayas de l'Ouest du pays ont participé, hier, à une rencontre à Oran afin de discuter de l'implication de l'élément féminin dans la vie politique du pays, et ce conformément à l'article 31 de la nouvelle constitution qui prévoit notamment la promotion de la femme dans les assemblées élues et les différentes commissions. Dans ce domaine, le parti d'Ahmed Ouyahia semble avoir une longueur d'avance sur les autres formations politiques, étant donné que plusieurs rencontres régionales ont été tenues pour expliquer la dimension de cet article, des rencontres qui précèdent une conférence nationale prévue les 11, 12 et 13 mars prochain à Al-

ger. Pour la direction du RND, cette dynamique entre dans le cadre de la préparation des élections locales et législatives de 2012.

L'animatrice de la conférence, Mme Loujertni Nadia, secrétaire nationale du RND chargée de la femme, nous a précisé que son parti demeure le plus représenté par l'élément féminin au sein de la chambre basse du parlement, sachant que sur les 60 députés, 3 sont des femmes. Cette représentativité est également une réalité dans les assemblées locales, en plus des postes de responsabilité de bureaux de wilayas confiés à des militantes comme c'est le cas pour celui de la wilaya de Bechar, a encore indiqué notre interlocutrice. Cette dernière rappelle dans le même contexte qu'une commission nationale chargée de ce volet devra décider de la formule la plus appropriée afin

de garantir une meilleure représentativité féminine. C'est l'avis de la représentante de la wilaya de Bechar qui estime que le principe d'octroi des têtes de listes aux seuls militants doit être révisé et devra se faire par rapport à des critères de compétence. Mme Loujertni a également précisé que son parti a créé des cellules au sein de la communauté universitaire avec une présence féminine remarquable et que, par conséquent, cette élite doit être préparée à des postes de responsabilité politique.

Dans son allocution d'ouverture, Kada Benatia, député et coordinateur de la wilaya d'Oran du RND, a notamment relevé les sacrifices de la gent féminine lors de la décennie noire comme ces 16 enseignantes de Sfisef qui ont été assassinées froidement, remplacées par d'autres quelques jours après.

Concours d'embellissement de la ville Redorer le blason d'Oran

Houari Barti

Rendre la ville plus propre, plus belle et plus accueillante pour mériter pleinement son surnom d'El-Bahia est l'objectif que s'est fixé la commission de l'APW d'Oran installée en juillet dernier par le wali d'Oran et dont la mission est d'organiser un concours «d'embellissement de la ville» en prévision de la tenue en avril prochain de la Conférence internationale du gaz (GNL 16). Le concours pour lequel cette commission devra consacrer une enveloppe de 3,5 millions de dinars est ouvert aux 12 secteurs urbains de la ville et sera articulé autour de cinq thèmes : la meilleure vitrine ou façade commerciale, le meilleur restaurant, le meilleur secteur urbain en matière d'hygiène, le meilleur quartier ou cité de la ville et le meilleur transport urbain public ou privé. Les cinq thèmes du concours qui seront récompensés, chacun, par l'attribution de trois prix, seront gérés par cinq sous-commissions composées d'élus locaux (APW et APC), de représentants de l'exécutif et de représentants de la société civile (syndicats et associations), à indiquer hier, en conférence de presse, le président de la commission d'embellissement de la ville d'Oran, M. Benaboura.

Selon le conférencier, l'objectif recherché par l'organisation

de ce concours est de créer une dynamique citoyenne visant à promouvoir l'esprit d'excellence et redonner à la ville d'Oran une image fidèle à sa notoriété. Loin d'être conjoncturel, cet effort, a-t-il précisé, devra s'inscrire dans la continuité, vu que pas moins de 13 autres concours sont programmés même après l'achèvement de la conférence du GNL 16. La date de clôture des sorties sur le terrain des différentes sous-commissions du concours a été fixée au 29 mars prochain. Les résultats seront connus le 11 avril et le 26 du même mois sera tenue la cérémonie de remise des prix aux lauréats. Les trois lauréats de chacune des 5 disciplines de ce concours se partageront des prix d'une valeur de 180.000 dinars, a précisé M. Benaboura, qui n'a pas omis d'exprimer son regret quant à la faiblesse de participation des sponsors pour cet événement. En effet, a-t-il ajouté, «seule Air Algérie qui a participé avec 5 billets gratuits Oran-Casablanca et de Bellux qui s'est engagé à offrir un ensemble de mobilier urbain au profit des lauréats de la meilleure cité de la ville, aucun autre sponsor n'a répondu concrètement à nos sollicitations pour le moment». Le conférencier dit aussi attendre une aide de 2 millions de dinars promise par Sonatrach en prévision de ce concours.

Près de 125.000 supports audiovisuels piratés, saisis

Près de 125.000 supports audio et vidéo piratés ont été saisis en 2009 dans la wilaya d'Oran, en net recul par rapport à l'année 2008, relève un bilan d'activités de la Direction régionale de l'Office national des droits d'auteur et droits voisins (ONDA). Malgré sa persistance, le phénomène de la contrefaçon de cassettes audio et CD-Rom gravés est en «baisse sensible en comparaison avec la saisie globale de l'exercice 2008 qui s'était élevée à 272.210 supports confisqués», selon le document. Le rapport entre les deux bilans dénote un recul de 45 % qui s'explique par le «renforcement des moyens de lutte, à la faveur notamment de la création de brigades de police spécialisées dans ce domaine», a observé le directeur régional de l'ONDA, M. Belhachemi Boucif.

Les actions d'assainissement menées sur le terrain en collaboration avec les services de sécurité ont également donné lieu en 2009 à l'engagement de poursuites judiciaires à l'encon-

tre des contrevenants impliqués dans ce commerce illicite. Dans ce contexte, 250 affaires ont été traitées en 2009 à travers l'ensemble de la région Ouest du pays, dont 156 au niveau des deux wilayas d'Oran et de Sidi Bel-Abbès, parmi lesquelles 85 ont été jugées devant le tribunal pénal. Le commerce illicite de supports piratés est particulièrement ressenti à Oran où il prolifère principalement au niveau du marché populaire de Medina Jdida et d'autres artères passantes de la ville. Le phénomène, qui porte préjudice à l'auteur et au Trésor public, s'approvisionne notamment via certains sites Internet qui permettent le téléchargement (illégal) des oeuvres musicales et des films qui sont ensuite dupliqués en grand nombre avant d'être écoulés sur le marché informel. Instrument de protection de la création artistique et culturelle, l'ONDA a été créé en 1973, en substitution à l'ancienne Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (SACEM).

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

Staali Kheira, 81 ans, 16 rue Akid Ahmed Benabderrazak

Tayeb Khadidja, 53 ans, cité Les Planteurs

Mesli Mourad, 72 ans, bloc n°5 Haï Saint Antoine

Horaires des prières pour Oran et ses environs

25 safar 1431

El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
06h28	13h17	16h17	18h43	20h01



Construction de deux nouvelles gares routières et réhabilitation de deux autres

S. M.

Un avis d'appel d'offres pour la construction de deux nouvelles gares routières à Hai Fellaoucen (ex-Barki) et Es-Seddikia sera, incessamment, lancé par la direction des Transports. Les deux stations seront construites dans un délai contractuel de six mois pour un montant de 15 milliards de centimes. La gare de Fellaoucen aura une capacité d'accueil de 123 taxis et 23 autocars. Celle d'Es-Seddikia pourra accueillir 100 taxis et 12 autocars. Une opération pour la réhabilitation des deux gares routières d'El-Hamri et de Yaghmoracen, qui se trouvent dans un état déplorable et ne répondent plus aux besoins des voyageurs, en matière d'hygiène et de sécurité, sera prochainement lancée par la direction des Transports. Une enveloppe de 5 milliards de centimes a été consacrée à ces travaux de réhabilitation des deux gares routières. La direction des Transports ambitionne de remettre à nouveau ces deux stations pour garantir une meilleure gestion de

ces infrastructures dans le but d'améliorer les conditions de voyage par route. Il est ainsi question de revoir les contrats de concessions de ces deux gares routières gérées par un concessionnaire privé depuis 2006 pour une durée de six ans. La direction vient d'ailleurs de saisir la commune d'Oran pour une éventuelle résiliation du contrat de concession pour «mauvaise gestion», selon des sources bien informées à la commune d'Oran. La dernière sortie des contrôleurs de la direction des Transports avait révélé que les deux infrastructures se trouvent dans une situation de dégradation avancée et accusent un manque flagrant en matière de prestations. Eclairage public défectueux, insécurité, manque d'hygiène, locaux commerciaux inexploités... les deux gares routières sont devenues des lieux peu commodes. Ces deux infrastructures reflètent une image terne aux visiteurs de la ville d'Oran. Près de quatre ans après l'octroi à la concession de ces deux infrastructures, peu de choses ont été réalisées pour l'amélioration des

prestations de services. Les deux stations sont devenues des aires de stationnement des bus et autres moyens de transport ne proposant aucune condition de repos ou de sécurité pour les usagers. Elles se sont transformées, peu à peu, en lieux de refuge des délinquants et autres clochards. Rares sont les voyageurs qui s'aventurent dans les parages après la tombée dans la nuit au risque d'être agressés à l'arme blanche par des bandes de malfaiteurs. La commission des transports de l'APW a, d'ailleurs, constaté lors de sa dernière visite aux gares routières de la ville que les deux stations sont dans un état lamentable. Les autres gares routières de la ville ne sont pas dans une meilleure situation. La gare routière de Hai Chouhada (ex Les Castors) est un exemple éloquent. La quasi-totalité des locaux commerciaux de cette station sont à l'abandon, l'éclairage public est presque inexistant, l'insécurité règne dans les parages et l'anarchie dans le stationnement des bus a transformé cette station en un vrai «souk».

Un service d'optométrie et d'ophtalmologie à El-Barki

S. C.

On apprend auprès du directeur de l'Etablissement public de santé de proximité d'Es-Seddikia, Dr Tazi, qu'un service d'ophtalmologie et d'optométrie, opérationnel depuis mercredi dernier, a été créé au niveau de la polyclinique d'El-Barki « Fellaoucen II ». Selon notre interlocuteur, le personnel en place constitué d'un ophtalmologue et d'un optométriste, détachés de l'EPSP du Front de mer, s'attelle actuellement à la prise en charge de la population scolaire de tout le territoire dépendant de l'EPSP estimée à 75.000 élèves. En plus, souligne le même responsable, l'établissement, qui compte une vingtaine de structures sanitaires et devant faire face à la demande en soins d'une population de 500.000 âmes, a la charge de la santé de 6 résidences universitaires. Au plan des équipements, Dr Tazi s'est montré satisfait, étant donné que le service en question est doté d'un matériel performant. Pour une période d'essai de 4 mois, le service, le seul de l'établissement, fonctionnera à raison de deux consultations hebdomadaires, à savoir dimanche et jeudi pour l'optométrie et lundi et mercredi pour l'ophtalmologie. La même source indique qu'à l'issue de cette période, il



est fort possible qu'un autre service sera créé à la polyclinique d'Es-Seddikia dans le but de désengorger celui de Fellaoucen II, au niveau duquel on s'attend à un afflux important. Par ailleurs, et concernant la construction de la nouvelle polyclinique de Cartheaux sur le même site du centre de santé qui a été rasé durant l'été dernier en raison de l'existence d'amiante dans l'édifice vieux de plus de 70 ans, Dr Tazi a estimé le taux d'avan-

cement des travaux de gros œuvres à 70% et que le délai imparti, à savoir un mois, sera respecté. Sa réception sera vraisemblablement effectuée vers le mois d'août de l'année en cours. Concernant sa vocation, le premier responsable de l'EPSP a précisé qu'en plus des services conventionnels propres à toute structure sanitaire, la future polyclinique de Cartheaux sera dotée d'un plateau technique composé d'un laboratoire d'analyses et d'une radio.

Leurs occupants relogés

40 immeubles seront démolis, fin mars

Djamel B.

Une fiche technique pour la démolition d'une quarantaine d'immeubles, vidés de leurs occupants, vient d'être déposée par les services de la commune auprès de la wilaya d'Oran, apprend-on de sources proches de la commission de daïra chargée du relogement. Nos sources indiquent qu'il s'agit d'une première tranche de l'opération de démolition qui touchera plus d'une centaine d'immeubles désaffectés, suite au relogement de plus de 400 familles depuis le début de l'opération. Selon la fiche technique, le coup de l'opération de démolition avoisine les 5 milliards de centimes. «Une fois la fiche technique approuvée et les crédits alloués, nous entamerons l'opération de dé-

molition de la première tranche, soit avant la fin du mois prochain», assure notre source. Notre interlocuteur signale que plus d'une centaine d'immeubles, vidés de leurs occupants à l'issue des opérations de relogements, lancées depuis 2008, feront l'objet de démolition. L'opération vise à éviter que d'autres familles squattent les lieux et à récupérer un maximum d'assiettes foncières et, enfin, à débarrasser la ville des immeubles qui défigurent son visage urbanistique. La même source a tenu, toutefois, à préciser que la centaine d'immeubles concernés par la démolition ont été répartis en deux catégories. Pour la première catégorie, il s'agit d'immeubles très dégradés et qui menacent ruine. Ces immeubles seront complètement éradiqués et les terrains ré-

cupérées pour la réalisation d'équipements structurants. La seconde catégorie concerne les immeubles dont les façades présentent un cachet architectural historique et qui doivent être préservées. Pour ces immeubles, notre source indique que les démolitions se feront de l'intérieur et la façade sera maintenue.

Le programme de relogement des familles vivant dans des habitations vétustes et des immeubles menaçant ruine se poursuivra au cours de cette année pour toucher quelque 1.000 bénéficiaires. Plus de 400 familles ont été relogées, depuis le début de l'année, dans de nouveaux logements à Hai El-Yasmine et Hai En-Nour, au titre du même programme qui a permis, ces dernières années, le relogement de 3.000 familles des Planteurs.

Panneaux, éclairage, feux tricolores... Travaux tous azimuts au centre-ville

K. Assia

Cinquante panneaux directionnels à caissons lumineux viennent d'être installés le long des principaux axes, notamment, non loin de l'hôtel Sheraton, le Pont Zabana et autres carrefours par l'entreprise communale EPCE chargée de réaliser ces travaux, a-t-on appris, hier, auprès de la cellule de communication de l'APC d'Oran. Les 100 autres panneaux seront installés au fur et à mesure dans le périmètre du centre-ville pour couvrir tout le secteur urbain El-Emir, à savoir la rue Larbi Ben M'hidi, la rue Mohamed Khemisti, le boulevard Emir Abdelkader, entre autres. Il s'agit, pour rappel, de panneaux d'orientation qui seront installés le long du 3e boulevard périphérique et de tous les axes retenus, en prévision de la conférence internationale sur le gaz, prévue en avril prochain. Une deuxième tranche de ces panneaux sera, également, installée une fois la première achevée, a indiqué notre interlocuteur. L'enveloppe financière dégagée dans le cadre de ce projet est évaluée à 3 milliards de centimes. Toujours dans le cadre de cette opération, on apprend que les indications des différents quartiers seront mentionnées en langues nationale et française. Une disposition qui permettra de faciliter l'accès des visiteurs aux sites urbains, sachant que même les sites et monuments historiques seront ci-

blés par cette opération, en plus des établissements hôteliers et des sites touristiques, comme l'a expliqué notre interlocuteur. Ainsi et pour éviter toute anomalie, des instructions fermes ont été données par le président de l'APC d'Oran, quant à la préservation des sites où doivent être effectués les travaux. Dans le même sillage, 33 carrefours ont été également retenus pour l'installation des feux tricolores, une opération qui sera pilotée par les services de la DVC. Notons, qu'une troisième tranche de panneaux directionnels sera également initiée, dans les prochains mois. Quant aux anciennes plaques dégradées, celles-ci seront carrément enlevées pour être remplacées par des nouvelles. Outre l'entretien de l'éclairage, l'élagage des arbres, la pose de carrelage, le ravalement des façades et autres actions, d'autres projets sont également inscrits dans le plan de charge de la commune et concernent, selon notre interlocuteur, la réalisation d'un jet d'eau au niveau du jardin la Punaise. Un projet qui a été confié à la division des travaux neufs et de la maintenance de la commune (DTNM). Toujours dans la même optique, il sera procédé à la réhabilitation du jet d'eau de la place du 1^{er} Novembre qui, dans une semaine, sera fonctionnel, a précisé le même responsable, affirmant que la participation de la commune à ces divers projets s'élève à 16 milliards de centimes.

Plan Qualité Tourisme

Adhésion de 20 agences touristiques et 30 hôtels

Vingt agences et tours operators ainsi que 30 hôtels de la wilaya d'Oran ont adhéré au Plan Qualité Tourisme (PQT) initié par le ministère de l'Aménagement du territoire, de l'Environnement et du Tourisme, a-t-on appris de la direction du secteur. Cette adhésion au Plan, destiné à tous les professionnels du secteur du Tourisme, contribuera à l'amélioration des prestations au profit du client, a-t-on indiqué.

Parmi les conditions d'adhésion, l'application de 94 engagements concernant ceux actives dans le domaine des hôtels et 36 autres pour les agences et les tours operators qui reposent sur la nécessité d'une meilleure prise en charge du client (accueil, disponibilité des moyens de détente, utilisation des moyens de communication dans le domaine de la réservation). Ce PQT vise à conforter la concurrence en matière de tourisme en intégrant le critère qualité pour développer les établissements touristiques et imprégner plus de professionnalisme et de dynamisme à l'activité touristique en Algérie, a rappelé le responsable du secteur. Les professionnels, qui respectent leurs engagements et les

différentes procédures fixées dans ce cadre, seront accompagnés dans les domaines de renouvellement, du réaménagement, de la modernisation, de l'extension et de la formation.

Afin d'attirer le plus grand nombre de professionnels du secteur touristique dans la wilaya, la direction précitée poursuit les opérations d'information et de sensibilisation sur l'importance de l'adhésion à ce Plan pour avoir une place dans le réseau de la marque déposée «qualité des services touristiques en Algérie». Les professionnels du Tourisme, a ajouté ce responsable, sont appelés à adhérer à ce Plan qui leur permet de participer aux manifestations nationales et internationales abritées par la wilaya, laquelle aspire à devenir un pôle du tourisme d'affaires et de congrès. A noter que la wilaya d'Oran compte 61 agences et tours operators et 133 hôtels, sachant que le plan ne concerne pas seulement les professionnels exerçant dans ce domaine mais englobe également d'autres activités touristiques, telles que la restauration, les concessionnaires de voitures, le thermalisme et les guides touristiques.

AÏN-TÉMOUCHENT

Sans qualification cherche coup de pouce

Ce n'est pas tout ce qu'annoncent les dispositifs d'aide et d'insertion de jeunes chômeurs conduit, sans peine ni contrainte à réaliser des situations acceptables pour les demandeurs d'emploi ou ceux désirant monter des petites entreprises modulées répondant au cursus de formation et en fonction de leurs moyens.

Belhadri Boualem

L'après formation est l'autre calvaire qui guette la majorité d'entre eux et ceux ayant pu créer des petites entreprises à l'aide des dispositifs rencontrent des problèmes d'autres natures non suffisamment pris en compte avant. A Aïn-Témouchent, des jeunes d'El Malah et d'autres localités se sont plaints depuis peu, et se sentent écartés volontairement des compétitions légales pour l'octroi de projets de développement local au titre des opérations planifiées de l'Etat ou des projets relevant des secteurs économiques dans le cadre de travaux à haute in-

intensité de main-d'œuvre. Ne disposant que de la catégorie une, les jeunes entrepreneurs et artisans se voient éliminer au départ car les appels d'offres exigent des catégories de plus de deux. Manquant d'expérience et de coup de pouce, les jeunes entrepreneurs frappant toutes les portes finissent par claquer et renoncer au milieu du chemin à tout ce qu'ils ont traversé.

Le calvaire prend des formes multiples, se transforme le plus souvent en stress plus ou moins aigu et finit par faire démissionner les jeunes.

Ici ce n'est pas la fin du parcours car ils sont redevables vis-à-vis des dispositifs et des

banques et devront commencer à rembourser les crédits au bout de quelques mois.

Plusieurs d'entre eux ont été contraints de trouver des formules pour s'acquitter de leurs dettes mais sans le pouvoir parce que les équipements acquis au titre des dispositifs n'ont jamais travaillé. Pour la suite les mises en demeure pleuvent sans tarder et ceux dans l'incapacité de rembourser, le chemin de la justice, les attend. Toute la philosophie de la prise en charge des jeunes est remise en cause et le débat actuel doit être focalisé dans cette direction. Les walis ont toute la latitude d'agir en conséquence pour y remédier.

TLEMCEM

Algeria Gulf Bank s'installe



Khaled Boumediene

Après Al Baraka Bank, Société Générale et NATIXIS, Algérie Gulf Bank (AGB) du groupe koweïtien Kipco sera le quatrième établissement financier étranger à s'installer à Tlemcen.

La nouvelle banque a été inaugurée, le mois dernier à Hay Bab El Khemis en présence de M. André Guy Beyrouthi, directeur adjoint de la Gulf Bank Algeria et M. Tewfik

Ouchène, directeur désigné à la tête de cette institution.

Selon M. Ouchène, l'agence propose une panoplie de produits bancaires conventionnels ainsi que ceux conformes aux préceptes de la charia et se fixe pour principale mission de contribuer au développement économique et financier de l'Algérie.

«Gulf Bank Algérie qui a débuté son activité en mars 2004 se fixe pour principale mission de contribuer au développe-

ment économique et financier de l'Algérie, en offrant aux entreprises, professionnels et particuliers une gamme étendue et en constante évolution de produits», expliquera M. Tewfik Ouchène à notre journal.

Le même responsable ne manquera pas de relever que Gulf Bank Algeria dispose aujourd'hui d'un réseau de 18 agences dans le courant de 2010 afin de se rapprocher au mieux de sa clientèle sur l'ensemble du territoire national.

La direction régionale Ouest de TDA nous écrit

Suite à l'article paru dans votre quotidien du 08 février 2010, en page 18, relatif à une éventuelle visite rapportée par votre journal, du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé de la Communication dans la wilaya de Tlemcen, qui a dressé un tableau sur la couverture de la radio régionale de cette wilaya, nous vous prions de bien vouloir insérer dans vos colon-

nes un complément d'informations qui serait utile à celui qui voudrait se faire une idée précise et à jour de la couverture médiatique de la wilaya de Tlemcen par respect à vos lecteurs.

Nous informons les auditeurs de la radio Tlemcen ainsi que les lecteurs du quotidien d'Oran, qu'un émetteur de 100W a été installé le 13 septembre 2009 à Marsat Ben M'hidi (95.2 Mhz),

qu'un autre de 50W a été installé à Honaïne le 06 décembre 009 (106 Mhz), un autre encore de 50W à Ghazaouet le 03 novembre 2009 (101.5 Mhz) et que d'autres suivront dès que les infrastructures nécessaires seront mises en place par les autorités locales et que nous remercions au passage pour toutes les facilités qu'elles nous accordent pour la couverture de toute la wilaya.

GHAZAOUET

L'usine de zinc pointée du doigt

De l'avis tant de la société civile que des pouvoirs publics, la problématique de la pollution et ses effets sur la santé publique et sur l'environnement se pose toujours avec acuité à Ghazaouet, dans la wilaya de Tlemcen. Aussi bien les élus locaux que les représentants de la société civile ou encore le corps médical pointent un doigt accusateur sur l'usine de zinc dont les émanations toxiques seraient ainsi responsables de cette situation, en dépit des efforts entamés par l'entreprise concernée, Alzinc, pour la réduction des nuisances et la dépollution. La société civile de Ghazaouet considère cette usine, située en bord de mer et en plein coeur de la ville, comme «première source de pollution et de dégradation de la nature» notwithstanding les différentes pathologies notamment respiratoires et dermatologiques constatées chez beaucoup de citoyens. Même si une relation directe entre les émanations des rejets gazeux de l'usine et ces pathologies n'a pu être démontrée en l'absence d'une étude scientifique menée par un organisme ou une équipe médicale spécialisés, les médecins suspectent «les rejets gazeux d'être derrière ces maladies». L'effet le plus frappant réside dans la prédominance de certaines pathologies, respiratoire surtout, a indiqué Dr Mebarki, praticien privé à Ghazaouet. Selon lui, de nombreux citoyens affluent vers les urgences médico-chirurgicales (UMC) pour des crises d'asthme, et ce, à chaque pic d'émission des rejets gazeux. Le responsable des UMC de l'hôpital de Ghazaouet, le docteur Ouadah a révélé, pour sa part, qu'en 2009, près de 14 % des consultations ont concerné les affections respiratoires et que le service pédiatrique a enregistré 51 % de cas souffrant d'insuffisances respiratoires. Le président de l'APC de Ghazaouet a insisté pour sa part sur l'impérative nécessité, pour cette usine, de rénover ses équipements et de s'engager à éliminer tous les facteurs de pollution et écarter tout danger sur la santé publique. Des citoyens se sont déclarés importunés par les émanations des rejets gazeux et les poussières de métaux lourds réclamant la «fermeture» pure et simple de l'usine. Ces derniers déplorent la détérioration du milieu environnemental en se rappelant avec nostalgie la magnifique plage regroupant autrefois plus de dix ateliers de salaison, une salle de cinéma et des cafétérias offrant aux visiteurs un endroit féerique de détente et de repos. Efforts de mise en conformité, le premier responsable de cette usine, créée dans les années 1970, affirme que le volet environnemental constitue l'un des axes stratégiques, qui lui permet de s'adapter aux critères de l'environnement devant contribuer à réduire les rejets liquides, gazeux et les poussières de métaux lourds dégagés par l'usine. Alzinc, unique entreprise en Algérie à produire et à commercialiser le zinc et ses alliages, l'acide sulfurique et le cuivre cathodique, a engagé depuis 1987 à ce jour plus de 1,2 milliard de dinars pour la neutralisation des rejets liquides vers la mer, le renouvellement des tours d'absorption et de séchage, la rénovation de l'atelier de traitement des rejets gazeux et la réhabilitation des ateliers grillage et acides. Un contrat de performance environnemental a été conclu, dans ce sens, avec le ministère de l'Aménagement du territoire, de l'Environnement et du Tou-

risme en 2002, a indiqué le PDG d'Alzinc, M. Kadi Djamel. Ceci lui a valu le 2ème prix national de l'environnement attribué en 2008 par le ministère. Cette entreprise, qui satisfait les besoins du marché national en réalisant en 2009 un chiffre d'affaires de 875 millions de dinars et un montant à l'exportation de plus de 47 millions de dollars, nécessite, selon son PDG, un investissement estimé à 20 millions d'euros pour sa mise niveau et la rénovation de ses équipements actuellement vétustes et obsolètes, afin d'assurer sa pérennité et le maintien de ses 450 postes d'emploi.

Le ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Environnement et du Tourisme, M. Cherif Rahmani, a indiqué lors d'une récente visite à Tlemcen que «seules deux solutions sont envisagées: la fermeture de l'usine ou la rénovation de tous les équipements polluants». Interrogé sur cette question, le président de l'assemblée populaire de la wilaya de Tlemcen a déclaré à l'APS que les équipements de l'entreprise Alzinc, considérée comme un fleuron de l'industrie nationale, étaient devenus obsolètes et qu'il était impératif de les rénover, mettant par ailleurs l'accent sur la nécessité d'effectuer une étude d'expertise afin de démontrer l'impact des rejets de cette usine sur l'environnement et la santé publique. Il rejoint là l'idée de la direction de l'environnement relative à l'élaboration d'une étude d'impact, scientifique et approfondie, pour attester des effets de cette usine sur l'environnement et la santé des citoyens. Selon une responsable à la direction de l'environnement, les émissions de gaz de l'usine sont actuellement en conformité avec les normes universelles en vigueur dans ce domaine. Des milliers de tonnes de déchets et d'autres sources de pollution, les 450.000 tonnes de déchets solides stockés actuellement à l'air libre dans deux décharges au milieu du tissu urbain, notamment sur «le plateau du phare» et à «Eddes» constituent une des principales préoccupations des responsables de l'usine, du secteur de l'environnement et, bien sûr, des habitants. Ces déchets toxiques cumulés depuis plus de trois décennies doivent être pris en charge par le centre d'enfouissement technique de Mezaourou, en cours de réalisation. Le ministre a insisté lors de la même visite sur la nécessité d'achever le centre d'enfouissement technique (CET) afin de préserver les milieux marins et naturels de la région. Il existe également un autre phénomène de pollution à Ghazaouet, et l'occurrence celui de oued Ghazouana, traversant le tissu urbain, qui s'est transformé en réceptacle des eaux usées dégageant des odeurs nauséabondes, ou ceux des décharges sauvages constituées dans plusieurs endroits de la ville, selon des élus locaux qui plaident pour des solutions immédiates. A ce sujet, la même responsable de la direction de l'environnement estime que la solution réside dans le schéma directeur de gestion des déchets solides de la ville, qui est fin prêt et qui constitue un outil efficace pour l'éradication des sources de pollution. Pour certains habitants, le développement local est tributaire de l'investissement dans les secteurs du tourisme et de la pêche, au regard des potentialités que recèle la région, et ce, dans la perspective de création d'emplois sans porter atteinte à l'écosystème.

CHLEF

Les délais de réalisation remis sur le tapis

Abbad Miloud

785 logements sociaux participatifs (LSP) situés au quartier Cheârîr dans la ville de Ténès sont achevés depuis plusieurs mois, mais non encore distribués aux bénéficiaires qui vivent avec leurs familles dans l'exiguïté. La course réside dans les travaux VRD confiés aux entreprises mais accusant un retard flagrant sans aucune justification valable.

Le wali, après avoir porté à la con-

naissance des entreprises concernées les conséquences de ce retard, leur a signifié clairement de prendre toutes les dispositions jugées nécessaires pour achever les travaux la fin du mois de juin prochain «le 5 juillet, je viendrai distribuer les clés à l'ensemble des bénéficiaires». L'entreprise chargée de la distribution de l'électricité et du gaz doit s'intégrer également dans ces délais. Le premier responsable de la wilaya a insisté auprès des responsables con-

cernés pour que l'ensemble des commodités nécessaires soit présenté le 5 juillet prochain.

Il a réitéré encore une fois le respect des délais contractuels «aucun retard ne sera toléré dans les travaux s'il n'est pas objectif».

S'adressant aux directeurs de l'exécutif de la wilaya présents en précisant que l'instruction est valable pour l'ensemble des directeurs «... ne plus confier des travaux pour les entreprises qui accusent des retard...».

TÉNÈS

785 logements seront attribués en juin



Ph.: Arch.

Bencherki Otsmane

Ténès, ville légendaire, vit au rythme des réalisations depuis une décennie. La cadence de développement, faut-il le souligner, a connu une accélération soutenue depuis l'arrivée du wali et du chef de daïra installés il y a plus d'une année. Hormis les petites structures réalisées dans différents secteurs, on peut citer les trois plus importants projets en cours à qui Mr Djemaa, wali de Chlef, a tenu à rendre visite au cours de la journée du lundi. Le premier ayant trait à l'habitat. Il s'agit de 785 logements LSP (logements sociaux participatifs) dont les bénéficiaires recevront les clés de leurs appartements d'ici fin juin. A cette annonce tant attendue par les citoyens, c'est la joie et la fin d'un long calvaire pour les heureux bénéficiaires. Actuellement, des travaux d'aménagement de branchement de l'eau potable, de gaz et d'électricité sont en cours. Au cours de sa visite, le wali a insisté particulièrement sur les délais de réalisation et a instruit les ser-

vices techniques de la wilaya présents à ne tolérer aucun retard ou malfaçons dans les constructions et surtout de ne pas octroyer des projets 'à des pseudos entrepreneurs'. A leur sujet, le wali fera remarquer que certaines entreprises n'ont ni les moyens humains ni matériels et s'aventurent dans des projets qui coûtent des milliards. La deuxième réalisation par son envergure est incontestablement l'UMC de l'hôpital Ahmed Bourras qui devra ouvrir ses portes fin juin. L'enveloppe allouée à cet important projet est de l'ordre de 130 millions de dinars. A proximité de cette structure, un centre d'imagerie comprenant notamment un scanner dernière génération, des radios et divers équipements sophistiqués devrait entrer en service également au cours de mois de juin prochain. Il faut dire qu'en matière de santé, les malades de toute la région de Ténès ont le privilège de se faire opérer par une équipe chirurgicale jeune et dynamique, contrairement aux années précédentes où une simple appendicite nécessitait l'évacuation du malade

vers le chef-lieu de wilaya voire à Alger ou Oran. Toujours en matière de santé, la ville de Ténès va abriter un hôpital neuropsychiatrique de 120 lits. D'un coût de 498 millions de dinars cet établissement hospitalier connaît toutefois un léger retard dans les travaux. A ce sujet, le wali a mis en garde les entreprises chargées de la réalisation de cet hôpital tout en les sommant de renforcer les moyens tant humains que matériels pour respecter les prévisions. Enfin, le dernier plus important projet visité c'est le stade omnisport. Situé à proximité de l'hôpital neuropsychiatrique de Chaarer. Cette infrastructure sportive dispose de deux gradins et d'une pelouse synthétique. Sa réception définitive devra intervenir d'ici 45 jours selon le chef du projet. Quelques aménagements sont en cours telles que les voies d'accès. Il faut noter que la ville de Ténès ne dispose plus de terrain de football depuis une décennie à la suite de la démolition du stade du 1^{er} Novembre dont l'assiette du terrain a servi à d'autres projets.

Un centre d'imagerie et des urgences

Un centre d'imagerie médicale sera opérationnel le mois de juin prochain au niveau de l'ancien hôpital Ahmed Bourras de Ténès, a-t-on appris lundi auprès de la direction de la Santé de la wilaya de Chlef. Des essais sur les équipements mis en place au niveau de cet établissement sont actuellement en cours, a indiqué la même source, précisant que le centre en question

est doté d'un équipement d'imagerie de dernière génération.

Ce lot d'équipements est composé notamment d'appareils de scanner, de mammographie, d'écho doppler, de parodontaire, ainsi que d'un système de numérisation, selon la même source, qui estime le coût de ces équipements à près de 80 millions de DA. Dans le même hôpital, une unité des urgences

médico-chirurgicales, d'un coût de 139 millions de DA, est en cours de réalisation. Elle sera également opérationnelle en juin prochain, a assuré la même source, qui fait état de l'impact positif de ces deux projets dans la prise en charge des besoins de la population et dans l'amélioration de la couverture sanitaire au niveau de cette région de plus de 180.000 habitants.

SOUGUEUR

222 logements attribués

La liste des bénéficiaires de deux cent vingt-deux (222) logements sociaux locatifs a été rendue publique dimanche par la daïra de Sougueur, deuxième centre urbain de par sa population après le chef-lieu de wilaya, indique un communiqué de la cellule de communication de la wilaya. En effet, et selon

les termes du même communiqué, 148 logements sociaux ont été attribués à des citoyens de plus de 35 ans d'âge contre 74 au bénéfice de ceux qui ont moins de 35 ans.

Trente-neuf (39) autres citoyens ont été portés sur la liste additive pour bénéficier à leur tour d'un logement social au cas où des citoyens

seraient exclus de la liste après l'introduction des recours par les demandeurs de logements s'estimant lésés dans leurs droits.

A ce titre, un délai de recours de vingt et un jours a été accordé à tout citoyen pour faire valoir ses droits auprès de la commission de recours présidée par le wali.

TIARET

La cession des logements sociaux ne fait pas recette

El-Houari Dilmi

L'acquisition de son logement social dans le cadre des dispositions contenues dans la loi sur la cession des biens de l'Etat ne fait pas beaucoup d'émules selon le directeur général de l'Office de promotion et de gestion immobilière de la wilaya de Tiaret. En effet et selon ce même responsable, malgré les facilités accordées par la loi (qui doit prendre fin à la fin de l'année en cours) pour acquérir son logement social comme la défalcation des loyers déjà payés et le bénéfice d'un échancier de paiement pouvant aller jusqu'à vingt ans, «très peu de citoyens se sont présentés à nos services pour déposer leurs dossiers d'acquisitions des

logements», a indiqué le premier responsable de l'OPGI.

A titre d'exemple, le prix de cession du mètre carré anciennement de dix-huit mille dinars a été abaissé jusqu'à quatorze mille dinars «sans pour autant inciter les locataires à entrer en possession de leurs logements dont certains ont dépassé l'âge de vingt ans», va encore indiquer le directeur général de l'Office de promotion et de gestion immobilière. Par ailleurs, ce même responsable a révélé que l'office détient à ce jour plus de soixante-dix (70) milliards de centimes d'arriérés de loyers dont plus de soixante pour cent sont représentés par ceux qui n'ont pas payé leurs redevances locatives depuis plus de cinq années, a-t-il souligné.

Plus de mille fuites d'eau recensées

Sur un total de plus de mille deux cent soixante-cinq (1.265) kilomètres de réseau de canalisation d'eau potable, plus de vingt pour cent sont actuellement défectueux, a indiqué le directeur de wilaya de l'Hydraulique. Cette proportion représente, selon le même responsable, plus de mille fuites recensées dans la seule ville de Tiaret, a expliqué le même responsable. Et même si plus de huit cent kilomètres de canalisation d'eau potable sont jugés entre bonne et moyenne, une enveloppe financière a été dégagée par le secteur de tutelle pour la ré-

novation en entier du réseau public d'alimentation en eau potable d'ici à la fin du plan quinquennal, a encore indiqué le directeur de l'Hydraulique. Le phénomène des piqûres illicites sur le réseau public d'alimentation en eau potable est l'autre «point noir» constamment dénoncé par les habitants à l'exemple de ce quartier populaire du sud de la ville où le «détournement» d'une conduite principale d'eau potable par un propriétaire d'un commerce prive la cité du précieux liquide depuis plus d'un mois.

E. H. D.

Création d'un SAMU social

La direction de l'Action sociale de la wilaya de Tiaret envisage de créer dans les prochains jours un SAMU social, a-t-on appris auprès de cette même direction. En effet, la création de ce SAMU social, qui sera animé par des psychologues et des assistantes sociales, doit répondre à un besoin urgent des personnes en difficultés sociales ou psychologiques», a indiqué le même responsable. Un siège a été affecté pour accueillir les locaux de ce

SAMU social qui devrait «étendre ses missions aux personnes sans domicile fixe ou encore aux familles dont les enfants sont victimes d'accidents domestiques», a encore indiqué le directeur de l'Action sociale. D'autres structures à caractère social seront également créées pour venir en aide aux catégories fragiles de la société, notamment les jeunes et les enfants en bas âge, a conclu le même responsable.

E. H. D.

NÂAMA

Un fichier pour recenser les petites catégories sportives

Le ministre de la Jeunesse et des sports, M. Hachemi Djiar, a souligné lundi à Nâama l'élaboration d'un fichier national de recensement des petites catégories sportives talentueuses. Le ministre a fait part de la mise en place prochaine d'un fichier local des petites catégories, toutes disciplines sportives confondues, en formation au titre des sports scolaires et des activités de clubs locaux. Composé d'un expert en sport du ministère de tutelle, des gestionnaires de clubs et techniciens du secteur de la Jeunesse et des Sports, de conseillers en éducation physique de la wilaya, ce comité est chargé d'établir un fichier sur les adhérents d'associations sportives, notamment celles versées dans les disciplines d'athlétisme, de handball, de volley-ball et autres pratiques sportives individuelles, dont le Kung-fu Wu Shu. Un bilan trimestriel d'activités sur les performances physiques des petites catégories devrait être établi par le comité avant d'être transmis au ministère de tu-

telle. Lors de la troisième et dernière journée de sa tournée dans la wilaya de Nâama, M. Hachemi Djiar a inspecté le complexe sportif de proximité qui a bénéficié de travaux de réhabilitation et d'équipement d'une salle d'Aérobic, en plus de l'ouverture d'ateliers de formation sportive en faveur des jeunes de la région. Le parc d'attractions du chef-lieu de la commune de Nâama, qui fera l'objet de travaux d'aménagement, et un circuit d'auto-école pour enfants ont été visités par le ministre de la Jeunesse et des sports. Le ministre a également inspecté une nouvelle auberge, quatrième du genre à Nâama, réalisée au titre du programme sectoriel de développement (PSD) de 2006, pour une enveloppe financière de 62 millions de dinars. Cette structure disposant de 58 chambres, une piscine et un restaurant, en plus d'autres structures d'accompagnement nécessaires devrait être classée par la Fédération internationale des auberges en vue de contribuer au développement de l'activité touristique dans la région. Auparavant, dans la commune de Meknem Benammar, M. Hachemi Djiar a inspecté le chantier de réalisation d'un complexe sportif de proximité, dont les travaux ont atteint un taux d'avancement de 65%.

MOSTAGANEM

Une solution pour les eaux usées



Ayache Djamel

Le groupement urbain de Mostaganem compte une population estimée à plus de 200.000 habitants. Il dispose d'atouts économiques importants avec une position géographique et un réseau d'infrastructure très développé. Par ailleurs, Mostaganem fait face depuis plusieurs années au problème des eaux résiduées et aussi des rejets des eaux usées en pleine mer causant un problème environnemental majeur. Pour mettre fin à l'épineux problème, la wilaya de Mostaganem vient de bénéficier d'une station d'épuration pour le groupement urbain, elle aura pour mission d'assurer l'épuration des eaux usées produites par les populations de la zone ouest de Mostaganem et une

partie de la zone de Kharrouba, de Hassi Mamèche, d'Ouréa, de Stidia de Sayada et enfin Kheir Eddine. L'élaboration du dossier d'exécution, la réalisation et l'exploitation seront incessamment lancées et supervisées par les services de la DHW. Les eaux usées parviennent à la station d'épuration à partir de la ville de Mostaganem, de la zone portuaire, de la station de relevage de la vallée des jardins et aussi le collecteur de Hassi Mamèche et Ouréah, tout en tenant compte selon la DHW des apports nouveaux prévus à partir des systèmes de production du MAO et de la station de dessalement. Une capacité de traitement initiale de 40.000 m³ sera de type biologique avec un processus le plus usité actuellement à travers le monde.

En plus du traitement des eaux usées du groupement urbain, elle servira à la réutilisation des eaux traitées pour l'irrigation qui touchera en premier temps une superficie de 3.000 ha par an.

L'appel d'offres national et international a été lancé en 2009, l'ouverture publique des plis a eu lieu ce mardi au siège de la DHW pour désigner l'entreprise qui sera chargée de la réalisation en présence de 08 entreprises étrangères venant de France, de Turquie, d'Autriche, de Chine, d'Espagne et du Liban. On notera par ailleurs la présence d'entreprises algériennes telle Energa-Géo Algérie, Amenhyd et Hydro Aménagement. L'entreprise retenue pour le projet sera connue dans les prochains jours.

SIDI BEL-ABBÈS

5.698 logements réalisés en 2009

M. Kadiri

Officiellement, la wilaya de Sidi Bel-Abbès vient d'être félicitée par la tutelle centrale pour les performances réalisées dans le domaine de l'habitat, même si au niveau de certaines collectivités locales, précisément les APC au sein des commissions de daïra, la distribution des logements sociaux connaît de réels dysfonctionnements ici et là. A Sidi Bel-Abbès, les chiffres présentés font part de la réalisation de 20.404, lors du dernier plan quinquennal 2005/2009. Pour le type de logements sociaux

locatifs (LSL) 3.65 réalisés, le LSP (participatif), 7.345 logements livrés, dans le type des logements d'astreinte, on fait part d'une vingtaine. Pour ce qui est du promotionnel, 498 réalisés. Pour ce qui est du logement rural, surtout qu'un déficit palpable a été relevé, notamment suite aux conséquences de la décennie sanglante. Maintenant, toute une démarche gouvernementale est mise en branle pour faciliter les conditions du retour des populations. 8.532 logements ruraux y figurent selon notre source. En termes de location vente, 344 logements furent déjà vendus. Pour ce qui est du

FNPOS, on fait part de 200 logements. Par rapport à la période 1999/2004 où l'on avait enregistré 18.475, il y a une avance perceptible, où l'on est passé de 118.174 comme parc immobiliser (patrimoine) à 138.558 logements à la fin 2009, vu que les statistiques s'arrêtent à cette fin décembre 2009. Néanmoins, cette année passée (2009) a vu la réalisation de 5.698 logements répartis ainsi, 802 (LSL) 2.268 (LSP), 2.375 (rural), 117 promotionnels, 56 types FNPOS, plus 1.293 (logements sociaux et autres pour résorber l'habitat précaire), indique-t-on le 01.02.2010.

FORNAKA

Un nouveau centre de formation

Un nouveau centre de formation professionnelle (CFPA) sera réceptionné à Fornaka à l'occasion de la nouvelle rentrée professionnelle, session de février, a-t-on appris de la direction du secteur. La même source affirme qu'un autre centre de formation professionnelle sera réceptionné également à Mazaghran. Ces deux établissements offrant un total de 600 places pédagogiques permettront à des jeunes des deux communes de recevoir une formation dans plusieurs filières et spécialités, notamment en agriculture, qui constitue la vocation dans cette région.

Des spécialités comme la ferronnerie, la menuiserie, l'électricité bâtiment, l'artisanat, la coiffure, la pâtisserie traditionnelle et la couture seront également dis-

pensées dans ces deux centres. Les deux CFPA devront épargner aux jeunes locaux des déplacements vers les établissements de formation des communes voisines telles que Ain Nouissy, Hassi Mamèche et Mesra. La direction de la Formation professionnelle de Mostaganem offre, pour la rentrée de février, 3.200 postes pédagogiques (1.290 dans le cadre de la formation résidentielle et 1.100 dans l'apprentissage), 300 postes en cours du soir et 250 autres pour les femmes aux foyers. Selon la même source, les nouveaux stagiaires se répartissent en 17 spécialités et 37 filières avec la création de cinq nouvelles spécialisations: «assistant commercial», «documentation et archives», «jardinage», «marin pêcheur», «mécanique» et «réparation de

matériel agricole». Pour ce qui est des inscriptions qui se poursuivront jusqu'au 13 février à travers les établissements de formation, la direction a mis à la disposition des jeunes désirant acquérir un métier, des dépliants, des brochures, des guides, des affiches publicitaires et des points de renseignements et d'orientation. Selon la direction de la Formation professionnelle, des examens de sélection et d'orientation seront organisés du 14 au 16 février courant et les résultats seront annoncés le 18 du même mois.

Le secteur de la formation professionnelle accueille actuellement dans la wilaya de Mostaganem 7.500 stagiaires répartis entre 12 CFPA, une annexe et un institut national spécialisé de formation professionnelle.

SAÏDA

Les «séquelles» des sénatoriales

Ali Kherbache

L'indiscipline partisane, selon certains habitués des arcanes électorales, a non seulement fait perdre au vieux parti le siège sénatorial remporté par un indépendant, mais sérieusement affecté l'activité communale du chef-lieu.

En effet, et c'est au moment où l'assemblée devait tenir sa session ordinaire, en début de semaine, que 14 élus sur les 23 ont boudé cette séance, obligeant son report aux calendes grecques. Une source crédible du milieu municipal rapporte que l'ordre du jour devait traiter de la réhabilitation du cinéma Donyazad, (ex-Palace) du centre-ville, de l'adjudication de marché à bestiaux, une source de ressources communales, l'étude

du cahier des charges réglant les parkings sauvages «gérés par le gourdin» et le rapport de la CEF de l'APC. Cette situation fiévreuse, sur laquelle souffle un vent de révolte, va à l'encontre des intérêts de la ville et du citoyen», lequel a choisi son représentant pour aspirer à une vie sereine et une situation décente», dira un militant de la formation de Belkhadem, unanime pourtant aux primaires sénatoriales pour le candidat, du parti. «C'est au moment du vote que l'urne a exprimé le revirement de certains et inoculé l'appréhension et la méfiance au sein des assemblées». L'APC devrait se reprendre car l'intérêt citoyen passe avant toute autre considération», note le militant déçu.

MASCARA

3 milliards pour 24 projets

Khenouci Mostefa

Dans le cadre de la mise en place du dispositif de la CNAC (Caisse nationale d'assurance chômage), dont le siège administratif est situé au boulevard du docteur Khaled de Mascara, la BADR (Banque de l'agriculture et du développement rural), qui contribue dans le financement des projets, avait octroyé un crédit global estimé à plus de 3,25 milliards durant l'exercice 2009.

Cette enveloppe est destinée pour financer 24 projets des jeunes chômeurs promoteurs âgés de 35 à 50 ans lesquels bénéficieront, entre autres, d'une durée du crédit de 2 à 5 ans avec un différé d'une année. L'apport personnel dépendant du coût global

de l'investissement s'élève pour ces projets accordés (agriculture et service) à plus de 311 millions de centimes. Concernant l'autre dispositif à savoir ANGEM (Agence nationale de gestion du micro-crédit), laquelle s'occupe des promoteurs et femmes au foyer sans revenus ou disposant de revenus instables, la BADR avait accordé un crédit bancaire de 8,9 millions de dinars au profit de 36 projets initiés par les jeunes à la recherche d'un gagne-pain...

A noter que la salle de l'exposition de la maison de culture Abiras Nacero a abrité des journées portes ouvertes sur l'emploi auxquelles ont pris part les différents organismes ayant relation avec le secteur notamment les banques, les agences et les impôts.

Des aides pour des porteurs de projets

Des «portes ouvertes» sur l'emploi, lancées lundi à Mascara, enregistrent la participation de 30 jeunes porteurs de projets d'investissement et bénéficiaires d'aides octroyées par les différents dispositifs d'emploi. Le public pourra, durant cette exposition organisée à la maison de la culture Abi Ras Nassiri de Mascara, prendre connaissance des expériences réussies de jeunes chômeurs qui ont créé des micro-entreprises en exploitant les opportunités et facilités accordées par l'Etat dans le cadre de mécanismes de l'emploi. Des pavillons ont été réservés à cette occasion pour les femmes entrepreneurs qui ont bénéficié d'un accompagnement à la faveur du dispositif mis en place et surmonté certains obstacles et les mentalités faisant qu'un certain nombre d'activités économiques restent de l'apanage de l'homme seulement. Parmi les domaines investis par la femme, le secteur des travaux publics. Melle Benfetta Fatima, de la daïra de Mohammadia, a ainsi créé sa propre entreprise dans ce domaine après avoir bénéficié d'un financement de l'ANSEJ et a démarré ses activités, depuis un an. Elle a réussi à décrocher des projets

d'aménagement urbain, comme la rénovation des canalisations d'eau à Mohammadia et le revêtement des trottoirs. Technicienne supérieure en hydraulique, elle emploie actuellement quatre travailleurs et ambitionne de développer et étendre son entreprise pour être plus compétitive. Le dispositif de gestion du micro-crédit par l'ANGEM a permis également de financer d'autres projets dans la région, destinés aux femmes, comme la couture, la fabrication de canapés, et la pâtisserie traditionnelle. Ces créneaux leur permettent de travailler à domicile et de se procurer des revenus supplémentaires pour subvenir aux besoins de la famille. M. Behar Mohamed de Mascara a préféré investir avec son frère dans la conservation des olives eu égard à la forte demande sur ce produit. Il a obtenu l'aide de l'ANSEJ pour l'acquisition du matériel et des équipements nécessaires et compte promouvoir son activité par la création de quatre nouveaux postes d'emploi supplémentaires. Plusieurs organismes concernés par l'emploi, l'ANGEM, l'ANSEJ, la CNAC et des banques participent à cette manifestation d'information prévue pour trois jours.



Natixis Algérie
renforce son dispositif commercial
et se rapproche de vous !

Agence Mascara

24 Bis, Rue Docteur Khaled, Mascara
Tél : 045 81 57 07/045 81 57 70
045 81 57 52
Fax : 045 81 56 79

Agence Chlef

26, Rue des Martyrs, Chlef
Tél : 027 79 00 04/027 79 00 32
027 79 00 47/027 79 00 88
Fax : 027 79 02 08/027 79 02 09

Agence Bordj Bou Arréridj

33, Bd Houari Boumédiène, Bordj Bou Arréridj
Tél : 035 67 11 00/035 67 22 88
035 67 44 77
Fax : 035 67 44 55

Agence Relizane

47, Bd Mohamed Khemisti, Relizane
Tél : 046 92 61 29/046 92 63 67
046 91 24 24
Fax : 046 91 37 37

Agence Oran USTO

Villa n°1, Cité El Djamel,
Coopérative Zaharat En Nassim, Oran
Tél : 041 42 84 86/041 42 86 91
Fax : 041 42 79 20

Retrouvez aussi les équipes de Natixis Algérie
à Alger, Tlemcen, Sétif, Sidi Bel Abbès, Rouiba,
Bejaia, Akbou, Tizi-Ouzou et Mostaganem.

Natixis Algérie. Siège social : 62, chemin Mohamed Drareni, Hydra, Alger
SPA au capital social de DZD 10 000 001 682

AVIS DE CONDOLÉANCES

*Le Président-Directeur Général et l'ensemble du
personnel de l'Entreprise Portuaire de SKIKDA,
très affectés par le décès de la mère de Monsieur
AMAR TOU Ministre des Transports.*

PRESENTENT

*A sa famille leurs sincères condoléances
et l'assurent, en cette douloureuse circonstance,
de leur profonde sympathie.
A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.*

**ENTREPRISE NATIONALE DES PRODUITS DE L'ELECTROCHIMIE
"ENPEC SPA"**

Société par actions au capital social de 2.116.800.000 DA
4ème Km, route de Constantine - El Hassi - SETIF - BP n° 88 ALGERIE
TEL: 036 93 67 11 à 13 FAX: 036 93 72 82



Avis de prorogation

AON n° 01/ENPEC/DG/2010

Les sociétés intéressées par l'avis d'appel d'offres ouvert national n° 01/ENPEC/2010 relatif à l'acquisition de: 5000.000 Flacons de 1 litre et 5.000 Jerrycans de 5 litres en polyéthylène, sont informées que la date limite de retrait du cahier des charges et de réception des offres, prévue initialement au 10/02/2010, est prorogée jusqu'au 01/03/2010.

**ENTREPRISE NATIONALE DES PRODUITS DE L'ELECTROCHIMIE
"ENPEC SPA"**

Société par actions au capital social de 2.116.800.000 DA
4ème Km, route de Constantine - El Hassi - SETIF - BP n° 88 ALGERIE
TEL: 036 93 67 11 à 13 FAX: 036 93 72 82



Avis de prorogation

AONI n° 02/ENPEC/DG/2010

Les sociétés intéressées par l'avis d'appel d'offres ouvert national n° 02/ENPEC/2010 relatif à l'acquisition de: 6.000 tonnes de plomb doux 99,99%, sont informées que la date limite de retrait du cahier des charges et de réception des offres, prévue initialement au 05/02/2010, est prorogée jusqu'au 01/03/2010.

**ENTREPRISE NATIONALE DES PRODUITS DE L'ELECTROCHIMIE
"ENPEC SPA"**

Société par actions au capital social de 2.116.800.000 DA
4ème Km, route de Constantine - El Hassi - SETIF - BP n° 88 ALGERIE
TEL: 036 93 67 11 à 13 FAX: 036 93 72 82



Avis de prorogation

AON n° 03/ENPEC/DG/2010

Les sociétés intéressées par l'avis d'appel d'offres ouvert national n° 03/ENPEC/2010 relatif à l'acquisition de: 10.000 tonnes divisées en 04 lots de: 8.000 TM de Batteries usagées, 500 TM de connexions et raccord de plomb, 500 tonnes de tuyaux de plomb et 1.000 TM de plomb d'œuvre en lingots, sont informées que la date limite de retrait du cahier des charges et de réception des offres, prévue initialement au 10/02/2010, est prorogée jusqu'au 01/03/2010.

République Algérienne Démocratique et Populaire
Entreprise de Distribution des Matériaux de Construction - EDIMCO
Lotissement Sidi Laadjel Mont Plaisir - Mostaganem

Avis de prorogation de délais

Les Entreprises intéressées par l'Avis d'Appel d'Offres N° 001/2010 relatif à la Réalisation des 2x20 Logements Promotionnels à 172 Logements Tigditt - Mostaganem, Lot: Gros-Œuvres, sont informées que la date limite de réception des offres est prorogée jusqu'au 13 Février 2010. Les Entreprises, qualifiées en Travaux de Bâtiment activité principale, Catégorie 2 et plus et intéressées par le présent avis, peuvent retirer le cahier des charges dès la parution du présent avis dans les quotidiens Nationaux contre le paiement d'une somme de mille dinars (1.000 DA) auprès de l'Unité URBTP siège Sidi Laadjel Mont Plaisir Mostaganem.

Les offres doivent être adressées à Monsieur le Directeur de l'Unité de Réalisation - URBTP - Mostaganem et accompagnées des pièces réglementaires (Offres Techniques et Financières).

Les entreprises soumissionnaires resteront engagées par leurs offres pendant un délai de 180 jours à compter de la date limite du dépôt des offres.



MITSUBISHI
MOTORS
Drive@earth

Les 100 Premières

MITSUBISHI LANCER





Au Prix de : ~~1.090.000,- DA~~
980 000,- DA TTC*

GARANTEE
2
ANS
ou
150.000 Km

- Climatisation • Direction Assistée • Colonne de Direction Téléscopique
- Double Air Bag (opt.) • Vitres Électriques Ar & Ar • Rétroviseurs Électriques
- Lecteur CD Mp3 • Peinture Métallisée • Siège conducteur réglable en Hauteur
- Suspensions renforcées (Jambes McPherson) • Carrosserie Technologie RISE (Absorption des Chocs) • Commande d'ouverture des portes à distance (opt.)

Livraison immédiate
* Sur les véhicules livrés aux Indes / 1000km

Japan Cars
Agent Agréé Mitsubishi Motors - ORAN

17, Rue Nedjati Med. El-Maklouf Tél. : + (213) 41.45.56.65 / Fax : + (213) 41.45.56.66
Show room : 21 Bd des Martyrs - route de la zone industrielle N° 3 El-Serira - ORAN
Tél. : + (213) 41.58.48.93 / Fax : + (213) 41.58.48.94 / Mob. : + (213) 07.79.88.51.59 / 42

COUPE DU MONDE 2010

**Tous Avec les Fennecs
Maak Ya El Khadra**

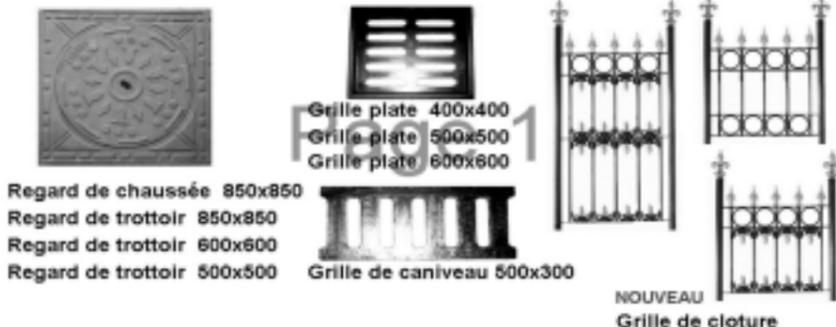
Hôtel - Billet d'Avion et de Stade
Transferts - Assistance
Départ: entre le 09 et 11/06/2010
Retour entre 24 et 26/06/2010

AGENCE TTS
05 Rue Jean Marie Laribere Oran
Tél.: 041 41 37 41/43
04140 28 80

AGENCE MILI VOYAGES
16 Rue Didouche Mourad Alger
Tél.: 021 63 36 43/44
021 63 36 55

FONDOR Fonderie de l'Oranie

Vous propose ses produits de voirie
et ses grilles d'embellissement à des prix compétitifs



Regard de chaussée 850x850
Regard de trottoir 850x850
Regard de trottoir 600x600
Regard de trottoir 500x500

Grille plate 400x400
Grille plate 500x500
Grille plate 600x600

Grille de caniveau 500x300

NOUVEAU
Grille de cloture

Usine à 5 Km d'Oran
Adresse: N° 20 Zone Industrielle N° 3 Nedjma (Chteibo) ORAN
B.P. N° 21 El-Kerma 31110 ORAN
TEL: (041) 59-70-21 / (040) 23-78-45 - Mobile : 07-71-90-63-33



République Algérienne Démocratique et Populaire
Ministère de la Culture
Agence Nationale de Gestion des Réalisations
des Grands Projets de la Culture (ARPC)

Avis d'appel d'offres national restreint N° 01/2010

**Aménagement des Structures des Galeries d'Oran
en Musée d'Arts moderne d'Oran**

L'EPIC Agence Nationale de Gestion des Réalisations des grands Projets de la Culture (ARPC) lance un avis d'appel d'offres national restreint pour le projet portant "Aménagement des Structures des Galeries d'Oran en Musée d'Arts moderne d'Oran".

Sont admis à soumissionner tous les bureaux d'études ou architectes, ayant mené au moins un projet de réhabilitation de bâtiment public.

Les soumissionnaires intéressés, dûment mandatés, peuvent retirer un exemplaire du dossier d'appel d'offres, contre le paiement de la somme de 7.000,00 DA, non remboursables, à l'adresse suivante:

**AGENCE NATIONALE DE GESTION DES REALISATIONS
DES GRANDS PROJETS DE LA CULTURE (ARPC)
19, Avenue Soudani Boudjema El-Mouradia - Alger**

Les offres, accompagnées des références professionnelles, des pièces administratives fiscales et parafiscales exigées par la réglementation en vigueur, d'un extrait du casier judiciaire du signataire du cahier des charges, et de toutes les pièces exigées par le cahier des charges, doivent être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessus sous double pli fermé, le trentième (30ème) jour calendaire après la première parution du présent avis dans la presse nationale ou dans le BOMOP. L'Offre sera scindée en deux enveloppes à savoir:

- Une enveloppe contenant l'Offre Technique.
- Une enveloppe contenant l'Offre Financière.

Les deux enveloppes sont contenues dans une seule enveloppe extérieure qui doit être anonyme et ne comporter que la mention:

**"Appel d'Offres National Restreint N° 01/2010"
Projet: "Aménagement des Structures des Galeries d'Oran en Musée
d'Art moderne d'Oran".**

SOUSSION A NE PAS OUVRIR

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant un délai de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date de l'ouverture des plis.

La nécessité d'une pharmacovigilance en Algérie

Par Yahia Dellaoui *

La nécessité d'instaurer une structure de pharmacovigilance va de pair avec le développement du secteur sanitaire.

Comme toute entreprise de grande envergure, ceci nécessiterait une réflexion approfondie et l'analyse des multiples expériences déjà existantes.

Les pays du Maghreb Arabe gagneraient certainement à l'élaboration d'une structure de pharmacovigilance groupée et complémentaire.

Mais quel serait le modèle de structure à adopter ?

Il est certain qu'étant donné le niveau de développement de nos systèmes de santé, il nous faudra trouver la formule qui pourrait le mieux s'adapter aux structures sanitaires existantes et d'une manière générale à nos réalités socio-économiques et culturelles, sans oublier bien entendu la spécificité de notre pathologie. Quel que soit le modèle retenu il devrait à notre sens réserver une place importante au phénomène de l'automédication et du conseil au niveau de la pharmacie d'officine. Nous pourrions imaginer une structure de pharmacovigilance qui serait intégrée dans le système sanitaire existant où le médecin et le pharmacien des secteurs publics et privés rempliraient, conjointement leur rôle en instaurant un véritable dialogue auquel participerait le patient. Des commissions nationales à divers niveaux assureraient l'analyse et le traitement des informations en provenance des banques de collectes. Le tout étant coiffé par le ministère de tutelle. Une instance régionale procéderait à la coordination entre les unités.

Le travail accompli au sein de ces structures devrait s'intégrer dans l'élaboration d'une pharmacopée spécifiquement algérienne qui tiendrait compte de nos patrimoines, tel que l'exploitation scientifique de nos drogues médicinales et des aspects positifs de notre médecine traditionnelle.

Si la pharmacovigilance est une activité qui a pour objet recherche et l'analyse des effets indésirables des médicaments après leur commercialisation, sa mise en application sous entend que le médicament a été prescrit, délivré et pris dans des conditions optimales. Dans son officine le pharmacien rencontre quotidiennement des problèmes qui relèvent de la pharmacovigilance. Il est souvent sollicité pour donner un avis sur le médicament prescrit, son efficacité et son innocuité. Il lui arrive d'être l'objet d'accusations de la part du malade qui le considère responsable du «mal» que lui a causé le médicament acheté la veille. Le pharmacien armé des bons principes de déontologie essaie de comprendre et de fournir des raisons. Seulement une fois les erreurs de prescription, de délivrance et de la prise du médicament écartées, le pharmacien se trouve démuné pour expliquer sans porter atteinte à quiconque qu'il n'est pas responsable des désagréments ressentis par le malade et qu'il s'agirait peut-être d'un effet indésirable imprévu dont il faudrait prendre note.

Comment expliquer à un malade peu averti qu'un médicament puisse avoir un effet indésirable imprévu sans semer le doute sur la crédibilité de l'action pour laquelle ce médicament a été autorisé à la vente. Quelle attitude adopter à l'avenir avec tel médicament. N'est-il pas nécessaire de mettre sur pied une structure maghrébine de la surveillance des médicaments mis sur le marché ? Quel modèle choisir pour le fonctionnement d'une telle structure ? - Les modèles étrangers sont-ils adaptables aux réalités des pays maghrébins ? C'est là toute la problématique de la pharmacovigilance.



PLACE DE LA PHARMACOVIGILANCE DANS LE SYSTÈME DE SANTÉ ET RÔLE DU PHARMACIEN

On pourrait penser que dans les pays en voie de développement l'application de la pharmacovigilance relève du superflu en matière de politique sanitaire, car on pourrait s'interroger sur l'utilité d'une structure qui viendrait alourdir les économies déjà affaiblies.

On pourrait aussi penser que la majorité des procédés d'obtention de produits est importée de pays où la pharmacovigilance est déjà pratiquée ; elle est de ce fait appliquée en amont pour les pays destinataires.

Tenir ces raisonnements c'est oublier que si la pharmacovigilance a permis la révision de formules, voire le retrait du marché de certains médicaments une partie de ces derniers continue à être «écoulée» sur les marchés maghrébins. Selon quelle logique doit-on comprendre qu'un produit déclaré nocif dans un pays puisse être autrement dans un autre ?

Doit-on aussi admettre la territorialité de la pharmacovigilance ?

Dans plusieurs pays développés existent des centres nationaux de surveillance qui s'occupent de la pharmacovigilance. Ces centres ont apporté dans une certaine mesure, la preuve concluante de la valeur de leur contribution à la santé publique de leur pays.

Il conviendrait pour les pays maghrébins de mettre sur pied une structure de surveillance qui travaillerait en collaboration avec ces centres et l'O.M.S. qui a déjà mis au point un système programmé sur ordinateur d'alerte aux réactions «nouvelles» ainsi que la classification de Ces réactions.

L'intérêt de la mise en application de la pharmacovigilance ne réside pas seulement dans le suivi pharmacologique pour le bien du malade ; c'est aussi en moyen d'équilibre des dépenses sanitaires.

En effet l'état gagnerait certainement à mettre sur pieds de telles struc-

tures afin d'atténuer l'importance des frais sociaux engendrés par la circulation des médicaments susceptibles de provoquer des réactions indésirables. Il est vrai que dans les pays maghrébins la charge des problèmes des secteurs de santé a tendance à reléguer la pharmacovigilance au second ordre dans l'échelle des priorités.

Seule une étude sérieuse du rapport bénéfice-risque est en mesure de permettre l'appréciation du caractère impératif ou non de l'implantation de structures de pharmacovigilance.

En outre retenir l'opportunité de pratiquer la pharmacovigilance ne doit pas signifier pour les pays maghrébins la transposition de modèle de pays étrangers, sachant qu'au niveau de ces derniers le débat reste toujours ouvert quant à la méthodologie du suivi pharmacologique.

D'ailleurs, la pratique a démontré que bon nombre de difficultés continuent à faire obstacle au succès des méthodes employées actuellement :

- La collecte de l'information reste encore problématique, le corps médical reste peu sensibilisé au problème en général ; un effort de mobilisation est nécessaire à ce niveau.
- L'obtention d'une communication de qualité demeure difficile ; il faudrait imaginer de nouvelles formules en procédant à des tests d'épreuves.

Par ailleurs divers obstacles s'opposent à l'acheminement de l'information ; ils sont d'ordre humain, matériel voire juridique ; car le praticien voit sa responsabilité civile engagée lorsqu'il communique une information découlant de constatations personnelles relatives à des effets imprévus de médicaments.

D'où la nécessité de prévoir une protection juridique des sources d'information.

De même qu'il faudrait garantir l'aspect confidentiel de la communication ; car il existe un risque de fuite qui pourrait entraîner un scandale ou engendrer une concurrence au niveau industriel.

S'ajoute à cela la nécessité d'une information judicieuse du public à travers une exploitation rationnelle.

En définitive l'installation de structures de pharmacovigilance en Europe est relativement récente (en France le Centre national de la pharmacovigilance date de 1973 alors que l'équivalent aux U.S.A. a commencé en 1950). Elle est sujette à des modifications.

Des articles publiés ces dernières années remettent en question l'efficacité des systèmes mis en place.

C'est pourquoi nos pays se doivent de préciser de manière claire les rôles prioritaires à attribuer à ces structures de surveillance selon un mode de fonctionnement le mieux adapté à nos réalités, le moins onéreux et dans le sens d'une meilleure fonctionnalisation des structures sanitaires existantes.

La présence du pharmacien aux différents niveaux de ces structures est nécessaire afin de mettre à profit ses compétences ; notamment sa qualité de technicien du médicament. Pour ce faire, il faudrait que notre système d'enseignement puisse assurer au pharmacien et à ses collaborateurs une formation de base et continue en matière de suivi pharmacologique.

Il faudrait aussi veiller à ce que la pratique professionnelle réponde à des normes de rigueur et, demeure fidèle aux préceptes fondamentaux de notre éthique spécifique.

La présence du pharmacien doit être effective depuis la collecte jusqu'à l'analyse et le traitement des données réunies sur chaque médicament autorisé à la commercialisation.

Il serait intéressant de compléter la procédure d'obtention de l'autorisation de mise sur le marché par une sorte de dossier «sociologique» qui traiterait de l'adaptabilité du produit médicamenteux aux exigences du pays maghrébin tant au niveau de la nature du terrain pathologique, du but thérapeutique qu'à celui de la présentation commerciale.

Les prises de décision à ce niveau doivent tenir compte de l'avis d'une commission nationale de surveillance constituée d'experts, qu'il conviendrait de créer en lui assurant un mode de fonctionnement approprié.

Sachant qu'il n'y a pas de pharmacovigilance sans communications aucun effort ne doit être épargné pour permettre une circulation efficace et fonctionnelle de l'information. Au niveau du secteur santé publique cette information spécifique sur les effets indésirables des médicaments empruntera les circuits de la voie hiérarchique. Au niveau de chaque province l'information sera collectée puis acheminée vers une sous-commission nationale de surveillance.

Le but est de développer au niveau de l'acte médical et paramédical le réflexe de la surveillance et de la déclaration des effets indésirables.

Toutefois, l'enregistrement et la transmission de cette information doivent être entourés du maximum de secret pour éviter de paniquer le public. Au niveau du Secteur Privé : là également l'information empruntera dans le secret les circuits organisationnels tels que définis par les textes législatifs instituant l'organisation des professions médicales et paramédicales.

L'adhésion à l'ordre étant obligatoire pour les citoyens autorisés à exercer, il conviendrait de rendre obligatoire la transmission des informations sur les effets imprévus des médicaments et de prendre les dispositions légales lorsqu'il y a refus de transmission de ces informations.

Les informations recueillies doivent parvenir aux conseils régionaux de chaque ordre, lesquels désigneront chacun un membre responsable de la pharmacovigilance au sein de la sous commission nationale qui analysera les données réunies sur chaque médicament soupçonné.

L'ensemble des informations ainsi collectées sera acheminé à la Commission Nationale pour analyse finale et traitement. Cette commission nationale sera composée notamment par : -un représentant du service des A.M.M. auprès du ministère de la Santé publique.

-un représentant de la sous commission nationale Santé publique.

-un représentant de la sous commission nationale du secteur privé.

-un représentant du laboratoire national de contrôle des médicaments.

Il est évident qu'une pharmacovigilance authentiquement maghrébine ne peut voir le jour, que lorsque les structures élaborées dans nos pays auront prouvé leur efficacité.

Cependant, nous pourrions placer les premiers jalons de notre instance régionale maghrébine par :

- la multiplication des échanges d'information.

- la coordination des activités entre les différentes commissions nationales.

- la conjugaison des efforts pour parvenir à l'élaboration d'une liste limitative des médicaments essentiels, première étape à une meilleure connaissance et d'un contrôle plus efficace du médicament.

Par ailleurs, la création de revues de corps de santé à l'échelon maghrébin réservant une place privilégiée à la pharmacovigilance constituerait sans doute une contribution au développement des échanges.

On ne peut prétendre faire le tour de la problématique de la pharmacovigilance sans insister sur l'aspect particulier et spécifique de la pratique de la médecine traditionnelle pour laquelle la réflexion doit être concentrée sur la recherche des modalités appropriées du suivi pharmacologique, étape nécessaire à l'élaboration d'une pharmacopée maghrébine authentique.

* Service de thérapeutique
Faculté de médecine d'Oran

APPARTEMENTS

■ A vendre F2 à Bir El Djir 300 logts RDC - Tél: 0792.60.03.34

■ A vendre appart 04 pcs, SDB, Dar El Hayat Bt A3, RDC - Tél: 0779.97.92.47 - Oran

■ Loue appartement F3 professionnel 1er étage, rénové à neuf Hai El Yasmine - Oran - Tél: 0553.03.79.78 ou 0558.29.06.78

■ A vendre bel Appart F3 USTO HLM 84 m², 7ème vue dégagée avec 2 balcon + Appart au nouveau Pyramides, F5 avec garage et terrasse 150 m² - Tél: 0773.42.72.66

■ A vendre Appart F2 aménagé en F3 4ème étage, 2 façades à cité Grande Terre, Socoror Oran - Tél: 0661.23.66.22 - 0772.66.74.25

■ Vends F3, 1er étage 3 façades, immeuble propre, fermé H24. Convient profession libérale (Ville Nouvelle) - Tél: 0775.07.90.93

■ Vends F3 très luxe 3ème étage, en face lycée Loffi, Bt Algeria. Oran. P.D. 750 U. Vends F3 à côté Boukamel 1er étage, rue Mostaganem. P.D. 390 U. Possibilité promesse de vente - Oran - Tél: 0557.81.65.07. Curieux s'abstenir

■ A louer F4 5ème étage, Hai Yasmine, prix 15.000 par mois, un an d'avance. Oran - Loue F2 avec salle de bain avec un grand balcon étage Bt Brux. Prix 13.500, 6 mois d'avance. Oran - Tél: 0557.81.65.07. Curieux s'abstenir

■ A vendre en face du palais de justice 6 rue Beauprétre, F3 c. sdb. Eau chaude, eau H24, climatisé, grande cour + 2 locaux commerciaux + arrière-boutique - Tél: 0553.98.99.73. Prix après visite - Curieux s'abst.

■ Cherche appartement F3, F2 Plateau St-Michel. Ne pas dépasser 300 U - Tél: 0772.52.12.73

■ A vendre bel appartement F3 refait à neuf, 1er étage, cuisine moderne équipée, climatisé, cité Brémér, centre-ville Sidi Bel Abbès - Tél: 0661.245.685

■ Vends un F3 au 2ème étage aménagé en plateau sur grand boulevard à Adda Benaouda Ptaeum - Oran - Tél: 0559.01.82.37

■ Vends bel F3 acté, 62 m², refait à neuf, 3ème étage, immeuble 5 étages, 2 façades, Akid Loffi Oran-Est, très bon voisinage. Cur. s'abst. - Tél: 0798.422.591 / 0791.660.393

■ A vendre Appart F3, 2ème étage, acté, cité CNEP 880 Lgts Zitoune Dar El Baïda, derrière commissariat 10ème - Tél: 0791.95.08.10

■ Vends ou échange F4 très spacieux (120 m²) 2ème étage avec terrasse (10 m²). Acté. Aux Pyramides USTO face hôpital - Tél: 0774.430.58.38

■ A vendre F4 LSP Hai Sabah 2ème étage - Oran - Tél: 0555.11.51.82

■ A louer F2, 2ème étage cité Lescure - Oran - Tél: 051.90.54.70

■ Vends: F2 Hai Yasmine acté + F3 côté rond-point Wilaya + F2 côté Mirouchaou + F5 les Pyramides + F4 Lamartine + F4 RDC Groupe de Latre + F4 RDC Hassi Ben Okba - Tél: 0770.31.70.77 - 0774.33.17.00

■ Loue F2 Plateau + F3 Hai Yasmine + F4 meublé rue Khemisti + villa 1000 m² avec piscine Trouville - Tél: 0770.31.70.77 - 0774.33.17.00

■ Location des appartements à: Maraval F3 2ème + Hai Yasmine F3 3ème + F3 Akid Loffi 3ème + F2 à Fernand-Ville... - Tél: 0772.25.08.10 - 0555.11.71.13

■ Vds Appt + 4 P + CSD. Cité EGECO ville de Chlef. Acté - Tél: 0773.60.61.49

■ Vends Appt F5 bien fini Maraval. Vends Appt F5 cité les Amandiers. Vends Appt F3 @ USTO Hai Chouhada. Vends Appt F5 les Amandiers bloc Hai Nour. Vends F3, 2e Maraval - AG. EL ASSALA - Tél: 0770.59.60.25 / 041.58.83.04

■ Vends Gd appartement F6, 300 m² cuisine équipée, 04 chambres, 02 salons, 03 SDB, et hammam avec sur site, situé dans le Bd Front de Mer - Oran - 0770.67.04.30 - 0770.60.20.02

■ Loue Apparts F2 et F3 avec ou sans meubles, garage, ttes commodités + Immeuble R+3 à Cap Falcon (Ain El Turck - ORAN). Possibilité location courte durée - Tél: 041.26.52.15 / 0773.84.67.39

■ A vendre Appt F5 100 m², 4ème et dernier étage + terrasse. Refait à neuf, dalle de sol. 01 cuis. 6 m² 95, salon 8 m², 1 hall 6 m², WC, chaudière, 06 radiateurs, Ch. central. Acté. 08 fenêtres. Yaghrmoracène - Tél: 0778.50.67.46

■ Echange ou vends appartement F3, très bien refait à neuf, Cité Lescure, centre-ville, Oran, balcon et entrée sur boulevard, vue panoramique. 7ème étage. Calme, bon voisinage. Acté. Libre de suite - Tél: 0771.45.64.21

■ A vendre appartement F3 au RDC avec cour, Bloc 02. GDYEL - ORAN - Tél: 0770.65.20.54 ou 0772.43.65.97

■ Loue Appt F6, 260 m² vue / mer Mobil-Art + F5 C. Plaza + F5 Victoria + villa 500 m² + piscine St Hubert + villa 500 m² + piscine CDJamel + villa + piscine P. du Jour + villa avec piscine Trouville + villa Bt Millenium / AG. BENSALID: 041.29.26.03 / 0661.20.31.86 / 04. R. Khemisti - Oran / www.immobiliersdiaz.com

■ V: F5 1er RDC Pyramides. F4 5e USTO-HLM. F2 3e HLM. F3 5e et 7e G. Terme. F3 2e USTO-HLM. Cherche achat F6, F7 place d'Armes ou C.V. Achat F2, F3 Seddikia. Loue F1, F2, F5 niveau de villa la Lofa. V. F3 10e avec ascenseur à Loffi - AG. MON REVE - 0771.91.66.82 - Amairmoreve@live.fr

■ Cherche achat et vente, location F2, F4, F4, MM, villas et locaux - Tél: 0550.72.84.58

■ Vends Appart F3 spacieux, 1er étage, refait à neuf, situé Front de Mer, vue panoramique. Prix après visite - 0772.75.38.07

■ Loue appartement Trouville 3 pièces, gaz de ville, rez-de-chaussée, bien aménagé - Tél: 0772.52.40.32

■ Loue F2 à Coca dans une villa (après les Amandiers) (1 U), F4 Place Karguentah 3e (4 U), F4 meublé Bd des Chasseurs 3e (6 U), villa R+2 cité Djamel (18 U) - AG. IMMO "ABDELLAH", 44 Cavagnac - 041.33.56.40 - 0770.40.87.48

■ Sérieuse personne cherche location appartement à cité Grande Terre Bt H, bt F, bt G, Bt B - Tél: 0794.10.14.42

■ Vends F5 grand standing 1ère étage, hai Zitoune, Dar El-Baïda Oran, convient pour profession libérale ou habitation - Tél: 0661.20.14.62

■ Vends F3, 104 m² Michelet Oran + 12 Appts + marché + cham. Frot. R 617, sous-sol: 1111 m² Maghnia + maison 3 niveaux rez 196 m² + entrepôt + frigo 4300 m³ sup 7230 m² + hangar - Tél: 043.30.38.78 - 0661.23.78.71

■ Vends F3 refait à neuf, immeuble propre, 4ème étage, superficie 74 m², vue sur le jardin Khemisti et l'entrée sur la rue H5 Chi Mihni. Prix après visite - Tél: 0554.16.51.46

■ Loue bel appart F4 Gd standing, refait à neuf. Gde cuisine, Gd. Hall, ttes commodités, sis au 10, Rue Ampère, 1er étage, derrière Gde poste Oran, convient aussi pour Prof. libérale ou bureau - Contacter Mr Senouci au: 0554.02.59.82

■ Vds: F2 hai Yasmine 8e étage av. ascenseur, F2 et F3 Boulanger. Loue F2 4e étage Jules Ferry. Vds 310 m² F. Tafaoui, 180 m² F. Douai Boudjema. Vds Villa 800 m² Boutléïts - Tél: 041.32.17.95 - 0770.50.67.57

■ Vends appart F2 + hall + couloir + cuis + sdb au 4ème étage, 3 fa. Ensoleillé, bon voisinage, à cité HLM, Gambetta, Oran. Intermédiaire s'abstenir - Tél: 0774.28.34.78 - 0797.38.11.07

■ A louer duplex 3 pièces au 1er étage, 2 pièces, cuisine, salle de bain au 2e étage plus terrasse située en Ville Nouvelle 56 Bd de l'Indépendance (Tahtaha). Convient bureau avocat - huissier... etc. ou habitation - Tél: 0775.26.94.10

■ A vendre duplex avenue Sidi Chami 130 m², F5, acté, toutes commodités + Appt F4, 2 façades + cour 130 m², 2 étages + terrasse avenue St-Eugène - 0770.89.30.13 - 0555.27.44.73

■ Vds apparts. F4, F5 1er R/Point Garquentah + F2 3ème nef Bd des Chasseurs + F2 Mirouchaou bon prix + F4 2ème Loubet + F3 pour bur. RDC côté cinéma Colisée + F4 2ème en face CNEP Seddikia Lf. Vert + F3 USTO (Nekkache) + F4 4ème Mirouchaou + F5 Plaza + F2, 3ème côté H/ Timgad - Tél: 0661.27.69.36

■ Vds F3 2ème + F2 2ème rue Michelet 2 façades, la première façade rue Michelet, la deuxième façade vue sur jardin Khemisti + F4 4ème, F3 6ème Front de Mer - Tél: 0661.27.69.36

■ Loue F2 3ème côté hôtel Timgad Emir AEK centre-ville + F5 3ème avec garage Seddikia côté Sheraton + F4 RDC avec garage l'Hippodrome niveau de villa + F4 3ème Larbi Ben Mhidi - 0661.27.69.36

■ Loue Appts bon prix F4 1er côté Casoran + F4 3ème Larbi Ben M'hidi + F3 1er Hai Yasmine + F3 3ème Vieille Mosquée + 2 Appts F4, 1er, 2ème Bd. Pépinière + F3 niv. Villa St-Hubert - 0661.27.69.36

■ Loue Appts. pour bur.: F4 2ème Rue Khemisti, F5 1ER F/Mer + F5 2ème P/d'Armes en face mairie, F4, F5 1er Bd de la Soummam + F4 1ER R. Ben Mhidi + F5 2ème Adda Benaouda + F4 1er Rue Khemisti côté Gd. Garage + F5 1er niv. De villa P/Jour - Tél: 0661.27.69.36

■ Loue Appts. Pour bur.: F2 1er rue de Mostaganem Imm. Clémentine + F4 1er bd. Charlemagne + F4 RDC avec garage l'Hippodrome niv. de villa - Tél: 0661.27.69.36

■ Vends 1 Appt. F4 RDC 120 m² les nouveaux bâtiments USTO Pyramides avec parking + Appt. F3 3ème Protin avec bon prix - Tél: 0661.27.69.36

■ Location plusieurs Appts. meublés ou plans, Mobil-Art, centre-ville (Victoria, Bel-Air, Sana) - Tél: 0661.20.08.90

■ A louer des apparts. Bon prix F3 6è Hai Fellaouciè cité clôturée côté Stat. Bahia + F5 2è en face Acoly Fernandville vue sur mer + F4 3è face Palais d'Or Garguenta + F3, 1er P/ Hoche + F3 4è propre lycée Loffi + F3 1er Miramar - 0661.27.69.36

■ A louer des Apparts, meublés avec bon prix, F3 1er avec parking Seddikia cité des Enseignants + F3 3è en face palais Justice Seddikia vue sur mer + F3 1er en face palais Congrès + F4 4è Grande Terre + F4 USTO cité des Enseignants + F3 Hai Sabah + F3 1er Bel Air - 0661.27.69.36

■ Vends F6 neuf résidence Nour avec parking, 170 m², vue agréable sur la route de l'hôtel Président - 0661.20.08.90

■ A louer des Appts. meublés F3 3ème côté lycée Loffi + F3 2ème Zitoune + F4 3ème Larbi Ben Mhidi + F2 1er de luxe Ho-Chi-Minh centre-ville - 0661.20.08.90

■ Vends F2 usage bureau Bd la Soummam en rez-de-chaussée + F2 1er rue Mirouchaou + F6 1er Bd la Soummam - 0661.27.69.36

■ Particulier cherche à prendre en location un appartement situé à cité Grande-Terre - Oran, de préférence ou Bât H ou Bât F, Bât G, Bât B - Tél: 0794.10.14.42

■ A vendre appartement F4, 4e étage cuisine, salle de bain, wc, cité de l'Avenir Chollet - Oran - Tél: 0661.21.58.43

■ A vendre F2 + F3 communicant RDC cité des 1180 logts Othmania Maraval - Tél: 0774.09.75.21 Oran

■ Particulier vend F3 acté à Akid Loffi (Bati-Or) 6e étage ascenseur, sup 90 m² - Tél: 0793.36.35.11

■ Vends superbe appartement F4, 1er étage à St-Eugène sup 165 m² avec cour intérieure, dans résidence fermée de 03 étages nouvelle construction - Tél: 0550.62.60.77

■ Vds séparation 2 Apparts Gd standing (330 m²) dans une villa de 2 étages, 1er Appart F5 + 6 Gd couloir + cuis + SDB + jardin + cour + balcon sur Bd - 2ème Appart : F5 + cuis, 2 WC + 2 SDB + 2 balcons + terrasse de 300 m², entrée individuelle sécurisée totale (système d'alarme). Bon voisinage. Curieux s'abst - Sananes - ORAN - 0772.18.15.77

VILLAS

■ Vends villa en construction à Es-Sénia R+1 sup. 200 m² actée, bien située avec 3 façades, RDC grand garage + cour. Q. résidentiel derrière les villas CNEP. Prix après visite - Tél: 0666.74.10.62

■ A vendre villa 180 m² au plus offrant à Canastel Lot 128, R+1 + buanderie, garage, hammam, SDB, 2 Gds halls, séjour, 2 chambres, 1 grand salon, toutes commodités, libre de suite - Tél: 0554.62.49.22

■ Vends ancienne M. Maître à Mers El Kebir centre-ville, 4 pcs, cuis, salon + garage, jardin + donnant sur 03 faç, le tout d'une sup. 365 m². Personne intéressée, nous contacter au 0662.36.11.69. Curieux s'abstenir

■ Vends villa 2 étages 1 façade, finie à 70 % sise à 150 m de la route Canastel - Sidi El Bachir. RDC: 2 garages, 1 ch, cour. 1er étage: 1 gd salon + 1 ch + sdb + cuisine. 2ème étage: 4 ch. 3ème étage: 1 gde terrasse. Sup. totale: 250 m². Bâti 170 m² - Tél: 0661.20.26.71 - 0773.65.53.19

■ A vendre maison de maître F5, actée, sup 200 m², 1er étage, 5 chambres + terrasse + 2 façades. N° 99 Albert Premier - Oran - Tél: 0771.24.15.84

■ Loue un immeuble 4 étages en plein centre-ville Ain El Turck pour sociétés nationales et étrangères - Tél: 0795.17.56.21

■ Loue à Trouville les Pins Oran dans le quartier résidentiel, grande villa 1400 m², 6 terrasses dont 4 avec vue sur mer, pulis, piscine, autonomie en eau - Tél: 0770.99.68.44

■ A louer dans un immeuble privé R+2, 360 m² par étage, 1er étage: 8 bureaux, 2ème étage: 1 appartement + bureaux + grande terrasse. Situé à Oran Boulanger face au Central de Police - Tél: 0770.99.68.44

■ Vends maison actée R+2, 100 m², à Sidi El Bachir, deux garages, 1er: 3 chambres + cuisine, SDB, 2ème: un grand salon + une chambre + SDB + Terrasse - Tél: 0770.63.76.56

■ Tlemcen: Location maison individuelle, F3? cuisine, terrasse (100 m²)? quartier résidentiel Hai Zitoune, pour Prof. libérale et bureaux - Tél: 0559.01.82.37

■ Mostaganem: vends maison 476 m², 2 façades + 6 pièces + grande cour, situé à St Jules - Tél: 0771.73.75.79

■ Loue luxueuse villa à Oran cité résid. Saint Hubert, 500 m², comm. s/sol, RDC, 1er étage, 3 gdes sal. de 100 m² chacune, Gd garage, Gd jardin, chambres et dépendances, chauff. et clim. pour Sté étrangère, Nle, banque ou autres. Curieux s'abstenir - Tél: 0778.50.12.79 ou 0790.74.30.59

■ Misserghine (Oran): vends villa à Hai Zabana, près de l'autoroute, R+1, 250 m². Actée - Eau H/24. 5 Ch, hall, 2 loc., 3 WC, SDB, Hammam, cour avec citronnier. Construction récente, prix après visite. Demander Yahia - Tél: 0778.41.94.57

■ A vendre les carcasses à: Canastel - Fernandville - Bir-El-Djir - Hai Nakhil - Belgaid - Tél: 0772.25.08.10 - 0555.11.71.13

■ A vendre des belles villas à: Canastel - Bir-El-Djir - Fernandville - Saint-Hubert - Point du Jour - Seddikia - Tél: 0772.25.08.10 - 0555.11.71.13

■ Oue villa 1+1 bien finie Choupot. Loue villa 5 P + cuis + G la LOFA. Loue villa 1+2, G B Morchid. Loue étage de villa 7 P + cuis + Maraval. Loue appartement F4, 3ème bien fini cité Bel Air - Tél: 0770.59.60.25/041.58.83.04 - AG. EL ASSALA

■ A vendre une villa à Oran 7 km du centre, 2 façades, 8 chambres, 2 cuisines, 3 WC, 1 garage. Eau, gaz, électricité. Finie à 80%. Curieux s'abstenir. Prix à discuter sur place - Tél: 0777.12.60.56 / 0772.38.22.76

■ Vends villa 210 m² à Bir El Djir (Millenium) R+2 Nvle construction finie à 100% Actée. 5 chambres, 2 salons, cuisine, salle de bain, hammam, jardin, 2 garages, 2 terrasses + petit jardin. Accepte promesse de vente. Curieux s'abstenir - Tél: 0552.52.32.08

■ ORAN - Part. vend ou loue villa R+1 à Pt du Jour, cité résidentielle, toutes commodités, pour Société. Non sérieux s'abstenir + A vendre 1 F4 à St Hubert RDC - 0553.07.99.29

■ A vendre Maison R+2 superficie 240 m² nouvelle construction, rue Kallouha Hadjaj, Plateau St-Michel ORAN - 041.40.61.06 - Pas de courtier S.V.P.

■ Vends Gde habitation, 450 m², R+1 (18 m²). RDC: 1 salon + 2 Pcs + C. SDB + 2 Toit. local comm. (100 m²) + Gge (2 V.) + Gd jardin + puits + B. à. eau. 1er étage: 2 S + 5 Pcs + C. SDB + 2 WC + véranda angle de la Rue Soufi Zoubida Maraval Tél: 0771.32.70.92

■ ORAN: loue belle villa, 2 façades, Hippodrome, proche de ts commerces, compr. 2 F4 indép. de 120 et 150 m², ac., jardin, 2 garages - 0791.99.79.04 - 041.46.59.35

■ BECHAR: Vends villa de 520 m², 300 m² bâti, qui fait coin, 2 façades (26 m et 20 m), 2 garages (40 m² et 24 m²). Actée + Livret foncier - Tél: 0665.01.09.75

■ A vendre Maison de maître 310 m², façade 15 m. Actée. 15 Rue Zelmate El Houari - Cité Petit - Tél: 0771.98.08.77

■ Vends villa actée sup. 335 m² à Senia, 2 grands locaux + 300 m² de garage. Force motrice, puits, gaz, élect. - Contacter: 0661.20.54.56

■ A vendre une Maison Maître RDC + 2 étages. Sup. 650 m² + un grand garage à St-Eugène - ORAN - Tél: 0776.49.91.31

■ A vendre villa 267 m² (sous-sol + R + 2 étages) en face l'hôpital militaire en allant vers les Amandiers Dahlia (Hai El Badi) - N° Tél: 0550.520.141 - Pas d'intermédiaire

■ Important: Pour Société étrangères installée à Oran, La Belle Epoque Immo. vous offre une Résidence avec 4 villas, grand jardin, 2 piscines, des Apparts, des bureaux, un garage pour 100 voitures - Faites-nous votre offre - Tél/Fax: 041.50.17.70 - 0551.27.25.25 - 0554.30.90.90

■ ES-SENIA-Centre: Vends Maison de maître 200 m², façade de 15 m, zone commerciale, locaux commerciaux et un F4. Zone commerciale, résidentielle et administrative - Tél: 0772.43.64.50

■ MOSTAGANEM: Vends villa 237 m². Sous-sol chambre froide 237 m² + garage de 16 voitures + 3 Appts F6. Climatisée, chauffage central - Tél: 0779.45.06.69

■ Vends maison R+2 Ain Turck vue sur mer 100 m de la plage, comprenant: 1 F5 + 2 F6 + 1 cave + 1 salon de coiffure dames + 1 local 50 m² + garage (4 voitures) - Tél: 0557.40.04.27 - 0550.61.60.54

■ Vends villa R+1, 362 m², située à Gambetta, endroit commercial, 05 chambres + salon + 02 locaux + 2 salles de bain + cuisine + jardin de 160 m² - Tél: 0661.56.68.49 - 0770.94.39.39

■ A vendre une grande maison de maître de 367 m² bien située aux Castors, 3 étages + 3 locaux commerciaux - Tél: 0776.41.02.16

■ Echange ou vends villa à Boutléïts (CNEP) R+1, toutes commodités, contre similaire à Oran. Etude toutes propositions - Tél: 0661.21.13.37

■ A vendre villa R+2, finie sup 187 m². Actée. Gd local au RDC, située à Canastel Coop Enrahmane - ORAN - Tél: 0795.50.69.15

■ Villa coloniale R+1, 346 m², 6 chambres, 2 salons, jardin + garage El-Malah W.Ain-Témouchent - 0794.30.56.67

■ Vends villa de 900 m² située à Ain Turck (zone touristique) 2 façades (voie sur mer) 2 sorties pour 2 avenues. Prix 7.200 U (négociable) - Appeler 0792.63.93.45

■ A vendre villa actée R+2, superficie 250 m², 5 pièces, 3 salons, cuisine équipée, cave + cour, hammam + 2 douches Fernandville Oran - 0559.88.53.03

■ A vendre: Affaire à saisir: vends belle villa à Canastel, sup 135 m² finie à 95%, R+1, 2 façades, 2 Gds salons, 4 chambres, belle cuisine, garage, bache d'eau, SB plus sanitaire + un petit jardin, eau, gaz, électricité - Tél: 0553.92.64.83 - Merci

■ Particulier à particulier vends villa coloniale sup 400 m², 2 façades, R+1, F6, garage, terrasse, jardin, ensoleillé, bon voisinage, calme. Eau H24, cité hai El-Fathi à ORAN. Prix après visite - Tél: 0773.69.13.05 - Fax: 040.21.07.71

■ Loue belle villa 264 m² RDC + 1er et 2ème étage avec garage de 85 m², grande terrasse + jardin, meublé ou sans meubles. Toutes les commodités situées entre Canastel et Douar Belgard - Oran - Tél: 0772.79.63.25 - 0771.36.25.87

■ Vends maison actée à Hassi Ghella duplex 2 Salles de bain, garage 2 voitures, vue dégagée, grand salon très éclairé 150 mètres bâtis, 110 jardin, puits, barbecue, prix après visite, curieux s'abstenir - Mr Khaled: 0770.31.02.58

■ A vendre maison RDC. Actée, superficie 162 m², contient 5 pièces + cuisine avec douche, située à l'Hippodrome St-Eugène - Oran - Tél: 0795.24.34.03

■ Vends plusieurs villas Oran-Est, Maraval, St-Hubert, les Palmiers... etc. 150 m² à 1.500 m² - Ag. Imm. Canastel - Tél: 0770.286.071 - 0554.588.689

■ Loue villas: 750 m² R+2 Gambetta + 300 m² R+1 Point du Jour + 200 m² R+2 rond-point ENSP. 250 m² R+1 Bir

Pharmacie cherche Vendeur (se) expérimenté résidant Hassi Bouhif ou aux alentours - Tél: 0661.31.18.03 entre midi et 20 h

Cadre comptable 25 ans d'exp. dans comptabilité, GRH, cherche travail à mi-temps à Oran - Tél: 0776.55.33.13

Société à SBA recrute conducteurs: pelle hydraulique bulldozer et niveleuse expérience exigée résidant à SBA ou environs contacter: 0770.37.72.33

Oran. Grossisterie en produits pharmaceutiques recruteurs (01) aide-comptable - Envoyer CV sur oranpharm@yahoo.fr

J.F. médecin généraliste cherche poste au sein d'un organisme public ou privé à Oran et environs - Tél: 0778.34.22.20

Société privée à ES-Sénia recrute (01) informaticienne expérimentée - Envoyer CV au: 041.58.25.92

Planet Sport. Vente article sport et loisir au 13 Bd Emir AEK à 100 m de (hôtel royal) recrute vendeuse présente et qualifiée en plein temps. Age (20 ans - 30 ans). Salaire intéressant. Dossier: C.V. personnel, 1 photo - Tél: 041.29.26.51

Sté privée en emballage plastique à Oran recrute: 01 électromécanicien - 01 ingénieur ou TS en mécanique industrielle - 03 machinistes (niveau 1 AS) - Tél: 041.42.81.60

Beauty Pearl Center cherche coiffeuse (chignon lissais et coupe) au centre-ville Oran - Contactez le 0770.23.68.08

TERRAINS

Vends lot de terrain 4000 m² + 1000 m² + 3000 m², façade 40 m (G.E.E.), boulevard Hamou - El Kerma - Oran - Ziiani Cheikh - Tél: 0661.20.15.68

Vends terrain à Bir El Djir, Haï Khemisti, superficie 227 m², 2 façades: 19 m et 10 m, acte - Faire proposition au 0797.62.47.64 - Curieux et non sérieux s'abstenir

Cherche terrain pour achat à Oran - Agence Louini - E-mail: lounidz@gmail.com - Tél: 041.33.46.68

A vendre terrain à bâtir acte - L. Fonc. Superficie 8477 m², façade 150 m, sortie Melti vers Ain Té-mouchent sur autoroute - Tél: 0778.16.89.47

A vendre terrain à Misserghine, Acté, 252 m², 2 façades, endroit calme - Tél: 0772.12.85.10

A vendre les terrains: 260 m² + 270 m² + 1400 m² + 750 m² + 255 m² + 3000 m² à Fernand-Ville + 185 m² + 270 m² + 190 m² + 210 m² à Canastel - Tél: 0772.25.08.10 - 0555.11.71.13

A vendre terrain agricole 19 hectares, acte avec livret foncier à SIG (Oggaz) - Tél: 0662.03.60.52

A vendre terrain agricole 47 Hect. à Mostaganem rue sur mer, deux façades, daira Bosquet, Douar Zarifa, avec 115 arbres fruit. + puits + entourage. Acté + livret foncier - Tél: 0772.25.08.10 - 0555.11.71.13

Vds terrain agro-industriel 3,5 Ha équipé de 2 puits + FM + poulailler à proximité autoroute Est - Ouest environ 6 km sud-ouest Chef - Tél: 0773.60.61.49

Tlemcen: A vendre lot de terrain de 1200 m² et en parcelle de terrain de 210 m² à Bouhanak - Tél: 0771.15.53.22

Vends terrain 500 m² zone Senia. Vends terrain 2 F. Fernandville. Vends 220 m² 2 F. Douar Boue-maad. Vends terrain 550 m² les Palmiers. Vends terrain 300 m² 3 F. Fernandville. Vends terrain 150 m² Douar Boue-maad - AG. EL ASSALA - Tél: 0770.59.60.25 / 041.58.83.04

Loue terrain 20.000 m² à usage de dépôt ou représentation commerciale véhicules industriels, engins de travaux publics, miroyen Usine BELUX et Dépot HYUNDAI, site bordure autoroute Mostaganem - Oran - Contact Tél: 0556.62.66.63

A vendre un lot de terrain (2.600 m²) bien clôturé avec bureaux Z.I. CHTEBO (Nedjma) - ORAN - Contacter: 041.34.78.53 / 0771.55.00.75

Lot de terrain à vendre sup. 230 m², double façade, donne sur Route Belkaid - Tél: 0666.37.17.05

Part à Part. à vendre à Mostaganem (900 m de port) 1.600 m² clôturé dont logement 200 m², 3 locaux, hangar en charpente métallique - Tél: 0771.042.933 - Pas sérieux s'abstenir

Vends ou échange terrain 329 m² à Ain El Turk. Endroit résidentiel. Etude toutes propositions - Tél: 0557.72.68.29

Vends lot terrain, acte de 145 m² une seule façade, site à Es-Sénia Cité Sid El-Khiaz - Tél: 0559.03.07.46

Vends lot de terrain acte, superficie 480 m² avec façade de 15 m, situé dans un grand boulevard à Oran exact à Albert 1er environ Protin - Veuillez contacter 0772.27.77.00 - 0770.61.70.90

AG. Vd terrain agricole 33 Ha Boufatit, 5 + 2,5 Terga, 9 Ha Malah, 100 + 100 + 85 + 43 + 11 Té-mouchent, 3 Ha Bousfer Village, 270 Mosta, 16 Corniche sup., 950 Ha Médéa, 2600 Ha Saïda, 400 Ha Tissemilt, 450 Ha Khemis - RIAD: 0772.87.88.31 - 0550.35.29.23

Vends 15.000 m² Zone Industrielle Sénia + 10.000 m² Zone Industrielle Hassi Ameur + vends lot de terrain de 10.000 m² avec bon prix Douar Belgaid sur la grande route, acte, clôturé - 0661.20.08.90

AG. Vd terrain 200 + 400 cité Jamel 02 façade, 260 + 220 + 320 Millenium 360 + 283 + 264 + 260 + 197 + 195 + 210 Canastel, 174 Belgaid, 200 + 180 + 148 Bir El-Djir, 230 Bridia, 310 + 250 Tafaoui, 208 Fernandville, 250 Chtaïbou, 160 Panorama, 200 Saint-Hubert - RIAD: 0772.87.88.31 - 0550.35.29.23

A vendre lot de terrain acte, 670 m², double façade, bien situé près de l'hôtel Sheraton (Rue Boucharia Med - Courbet) - Tél: 0773.23.47.49 / 0771.64.77.18

Vends: 265 m², 200 m² Canastel + 320 m², 360 m² 2 F., 350 m², 16 m F., 250 m² Fernandville + 400 m² 23 m F., 230 m² 2 F., 180 m² Bir El-Djir + 274 m² 14 F., 150 m² 2 F., 160 m², 220 m² Panorama (entre Canastel et Belgaid) + 250 m², 500 m² Haï El-Nakhil + 220 m² Fleurus - Ag. Imm. Canastel - Tél: 0770.286.071 - 0554.588.689

Vends lot de terrain 180 m², acte, Bir El-Djir. Interim. S'abstenir - Tél: 0550.16.70.55 ou 0661.13.32.00

A vendre 1 lot de 150 m² acte double façade à Ben Fréha Oran. Prix 18000 DA le m², en face lycée et CEM de Ben Fréha - Tél: 0778.37.59.98

A vendre 2500 m² à Ben Fréha terre agricole dans le village - Tél: 0778.37.59.98

V. Terrain 6000 m² urbanisable + livret foncier sur grand boulevard à Tlemcen-ville. P.O. 14000 DA le m², P.D. 18000 DA/m². Faites offre. Curieux et courtiers s'abstenir - Tél: 0556.90.55.29 - 0669.26.66.26

V. Ts / 10.000 m² clôturé sur grand boulevard Belgaid + 5000 m² + 9100 m² avec une habitation + 3400 m² + 2800 m² Belgaid. Ag. Imm. Canastel - Tél: 0770.286.071 - 0554.588.689

Cherche terrain industriel de 10.000 m² à 20.000 m² Chtaïbo Nedjma + 20.000 m² la Zone Labiodh Chtaïbo Sidi Chahmi sur boulevard - 0770.10.25.25

Vends 18.000 m² vue sur mer Coraïès comiche Oranaise, façade sur la grande route, acte avec livret foncier - 0661.20.08.90

Vends terrains de 200 m² "vieux" Cité Djamel, 10 mètres sur 20 mètres + 280 m² à Point du Jour Belvédère - 0661.20.08.90

Vends terrain de 300 m² avec 03 façades en face Jardin Canastel + 4 lots terrain Bir El Djir 200 m² à 250 m² Boulevard Fernandville - 0770.66.62.29

Vends 2000 m² Zone Industrielle St Pierre Misserghine + 16000 m² clôturé zone Kerma acte, côté usine du marbre - Tél: 0661.20.08.90

Loue terrain 5000 m² clôturé à la zone industrielle Oued Tlélat (Arbal) à l'entrée de la ville d'Oran sur l'autoroute Est - Ouest - Tél: 0770.44.58.08

Vends 18.000 m² vue sur mer Coraïès comiche Oranaise, façade sur la grande route, acte avec livret foncier - 0661.20.08.90

Ouraïh (Mostaganem). Vds lot de terrain, bâti, acte, livret foncier, 2 façade, attenant restaurant Le Dauphin, limité par l'autoroute, face route menant plage plein Z.E.T. Visite et proposition - Tél: 0771.24.18.17

Vds, environs d'Oran, site indust. 6.500 m², clôturé et sécurisé: 5 ha charpente métal. gde sup. post./transfo. 630 KVA + Gr. élect. 200 KVA, eau H24 + terrain nu 1.000 m², 1 villa + jardin 1.000 m² + Habit. 400 m². Gdes entrées privées pour poids lourds. Actés. Cur. s'abst - Tél: 0770.32.10.70 - 0770.98.24.43

LOCAUX

Loue local de 250 m² avec bureaux, sanitaire, élec, eau, à Gambetta (Max Marchand) - Tél: 0770.82.85.92

Cherche à louer boulangerie avec matériels complets - Contacter 0771.42.33.74 ou 0777.44.19.21

Vends cafétéria sans matériel de 38 m² plus un local de 10 m² à côté de la cafétéria. C'est un fonds de commerce. Le prix est 220 millions. Cité USTO 1500 logts - Tél: 0771.65.90.34

A louer un café en plein centre-ville, 3 façades, 1 terrasse équipée, Ain El Turk - Tél: 0795.53.10.29

Tlemcen: vends 2 locaux 170 m², 4 m de hauteur, 2 façade, avec possibilité de construction d'habitation. Lot Benosmane - Tél: 0772.86.29.32

A louer un local 60 m² + 2 façades à Bir El Djir - Tél: 0771.90.62.28

Loue espace bureau 170 m², plein centre-ville Sidi Bel Abbès, 2ème étage. Convient pour tous usages - Tél: 0660.30.12.11 à partir de 13 heures

Vente local fast-food avec tous équipements, réfrigérateur, four, frigo comptoir, sanitaire, citerne 1800 L. Proximité taxis-USTO - Tél: 0779.15.62.44

Vends local 197 m² St-Eugène, 15 m façade - Vends terrain 188 m² à Bir El Djir 10 m façade - Tél: 0772.38.93.06 - 0551.66.54.67 - Curieux s'abstenir

Vous cherchez à louer un local aménageable en fonction de vos attentes. Parl. vous propose un très beau local commercial (R+1) de 360 m² pour vous et installer confortablement dans la localité d'Es-Sénia à Oran - Appelez le: 0771.23.55.33 - Toute proposition est la bienvenue

Loue local à usage bureautique 1er étage, 150 m², meublé, ligne téléphonique, Oran centre-ville - Contacter le 0771.53.07.91

Magasin à louer superficie 115 m², Ave Max Marchand - Gambetta - Oran - Tél: 0771.89.26.17

Vends local 50 m² G. Bd Amir Abdelkader. Vends local 70 m² Boulevard Maïta. Vends local 50 m², 2 F. Choupot. Vends usine 13000 m², 3000 m² couvert zone Chetaybo. Vends usine 7000 m², 5000 m² couvert Senia - Tél: 0770.59.60.25 / 041.58.83.04 - AG ASSALA

Vends ou loue magasin 220 m² double façade 10, Rue de Lourmel situé à quarante mètres de la Rue Larbi Ben Mhidi, vitrine, sanitaires, étageres, comptoir - Contact N° Tél: 0771.25.20.68

Loue local 80 m² angle Rue de Mostaganem et de Tenira (ORAN). Convierdrait Agence de voyages ou Représentation commerciale ou autre - Contact Tél: 0770.26.30.06

Loue local de 55m², rue Hamou Boutélis, très bien situé. Tél: 0557.02.28.58

A louer local Hassi Ameur Zone Industrielle ORAN, 2.000 m² dont 1.000 m² couverts, administration 2 niveaux, alimentation électrique, poste KVA, disponibilité immédiate - Contact Tél: 0771.25.20.68

Loue trois (3) locaux mitoyens Résidence Parnaria TLEMCEM - Tél. Contact 0770.26.30.03

A vendre local rue Bruix - Oran N° 20, 3.600 m², 3.000 m² couvert, 600 m² vide centre-ville Oran - A vendre 7 Turbines à dragée 170 Kg et Chaîne complète de Chocolat et diverses Machines de bonbons - Tél: 0770.33.56.25

Vends ou loue local en R+1, 220 m², à usage commercial ou bureaux. Tous commodités. Bien aménagé a front de mer - Tél: 0770.67.04.30 / 0770.60.20.02

Loue local de 50 m². Convient pour Salon de coiffure et esthétique (Dames) - Loue local de 100 m² avec 2 bureaux et local local de 30 m² convient pour Cyber ou KMS et Bureau à Point du Jour - ORAN - Tél: 0770.35.36.29

MOSTAGANEM. Loue local commercial 450 m² hauteur 4 m, situé sur axe routier important (Autouroute Mosta - Relizane - Alger). Convierdrait Showroom, Superette ou autres commerce - Tél: 0552.93.24.31

A louer magasin 38 m² avec arrière-boutique, bien aménagé, convient toute activité commerciale, situé à St-Hubert. Oran - Contacter: 0797.48.39.84

Local à vendre R+1. Bien situé dans une grande avenue - Sidi Chahmi - ORAN entre CASORAN la Verte et les Pompiers - Tél: 0771.26.54.78 - Oran

Aïn Témouchent: Vends ou loue grand local 600 m² situé centre-ville - Tél: 0661.22.75.19

Loue restaurant 300 m² classé équipe centre-ville d'Oran + Local 300 m² Bd la Soummam + Local 160 m² + 300 m² R. Khemisti + local 200 m² + 50 m² Larbi Ben Mhidi + local 40 m² Bd AEK / AG BENSALA: 041.29.26.03 / 0661.20.31.86 / 04, R. Khemisti - Oran / www.immobilierebensaid.com

A louer 2 locaux 45 m² + 25 m² centre-ville Aïn Témouchent. Endroit commercial - 0794.30.56.67

A.V. local à Oran. S.: 300 m² Couverture charpente métallique. Possibilité de construire. 4 rue Bendahmane Saïda - Eckhmihl - Tél: 0774.74.07.76 - Curieux s'abstenir

Vend local commercial sup. 18,25 m² situé à la Rue Benibonal n° 09 St-Pierre Oran avec Acte notarié et libre de suite. Prix demandé: 150 millions négociable - Contacter le propriétaire au N° Tél: 0550.05.91.62 ou 0699.99.11.61

A vendre local commercial superficie 45 m², Avenue St-Eugène - Oran - Tél: 0771.38.10.92

Restaurant Barbarossa sis au 39 rue Mohamed Khemisti cherche personnels qualifiés cuisinier, serveuse - Se présenter à l'adresse sus-indiquée

A louer local commercial (matériel + local + vitrine (très bon état), situé au Bd Millenium, derrière Bt Ecobat - Contacter: 0557.03.62.44

Vend Parking auto capacité 120 voitures, superficie 1.900 m² centre-ville Oran - Tél: 0558.50.38.55

Loue garage (deux façades) superficie 640 m², 15, rue de la Paix - Oran - Contacter 0661.23.49.00

A louer local de 240 m² situé Zirout Youcef USTO avec 2 façades haut plafond foncier, 3 portail - Contacter Tél: 0773.71.49.03

Loue local 150 m² H. 4 mètres, double façade, pour dépôt Fernandville - Tél: 0772.45.68.23 - Mr Mansour

Location local usage bureaux RDC en plein centre-ville côté Front de Mer de 190 m² + vends local de 200 m² côté Avenue Loubet - 0661.20.08.90

Vends usine de 4.000 m² couvert 2.000 m² à la Zone Industrielle Ain El Bya la route d'Arzew + 5.000 m² couvert 2.200 m² zone d'Es-Sénia Zone 1 - 0661.20.08.90

A louer 3 magasins sur boulevard de l'INESM, 40 m² + 22 m² + le dernier 22 m² avec activité possibilité Taxiphone - 0661.27.69.36

Loue 1 boulangerie pâtisserie 2 façades, 200 m², situé sur la grande avenue de SIG - 1 pâtisserie à Maraghal en face 15ème Arrondissement - Tél: 0698.27.72.46 - 0776.45.19.03

Location des dépôts 15.000 m² couvert 4.500 m² zone Sénia + 5.000 m² couvert 2.700 m² zone Sénia + 2.200 m² couvert 1.350 m² zone Sénia + 3.000 m² couvert, 1.200 m² Z.I. Messerghine + 3.000 m² couvert 1.800 m² côté Phoenix + 3.000 m² couvert 1.900 m² côté Bir El Djir + 6.000 m² couvert 5.000 m² Sénia zone - Tél: 0661.20.08.90

Vds Mostaganem-ville: local de 1.813 m² acté, composé de 4 magasins sur façade, 2 hangars, magasin, bureau, puits d'eau portable, maisonnette, 2 carcasses d'Apparis. Idéal pour toute activité commerciale ou industrielle. Libre de suite - Tél: 0770.27.91.76

DIVERS

Vends Matériel de Cybercafé complet avec réseaux WIFI - Tél: 0661.95.44.48

Vous entendez mal ? Votre enfant entend mal ? Audifiel vous offre un test d'audition prothétique gratuit - Pour prendre rendez-vous téléphonez au: 041.39.48.02 Oran - 043.26.33.63 Tlemcen

A vendre cuiseur pour fabrication de fromage 45 kg - Tél: 0773.75.58.30

Vous voulez remodeler votre silhouette, chasser la cellulite et la sensation des jambes lourdes ? Et bien, la pressothérapie est faite pour vous ! Venez vite l'essayer à Atmosphère Oran - 041.424.624 - 0770.31.32.24

Vente matériel complet de pressing (bon état) - Tél: 0774.95.02.79

Achat de livres tous genres (sauf, à l'exception de livres scolaires) - Tél: 0772.45.66.03

Pour puits et forages, ingénieur, grande expérience, localisée en étude la profondeur eau et choix meilleur site pour eau forage - Tél: 048.54.08.63 - 0772.41.12.44

Location et vente de groupes de soudure autonome diesel DENOYO-MILLER - Tél: 0661.48.17.62

École El-Houria agréée par l'Etat lance Nlle Formation de Technicien Supérieur en Bâtiment - Conducteur des Travaux - Sur place et par correspondance - Début de cours 27/02/2010 - Inscription immédiate. Le 041.41.47.98 - 0770.81.45.47 - 12 rue Mostaganem / Oran

J.H. cherche un N° taxi le plus vite possible ou un travail comme chauffeur, expérimenté, sérieux avec ou sans véhicules - Contactez-nous sur 0773.99.91.59

École spécialisée en Hôtellerie et Tourisme - PROM-HOTEL - Lance la 8ème session en Cuisine - Pâtisserie - Pizza - Gâteau Orient - Inscrp. Immédi. Cité Bon Accueil - Carteaue - ORAN - Tél: 041.42.34.46 - 041.42.21.39

BELLS. Meilleure marque de lampe de la année 2008 reconnue par les distributeurs. Arrivée immédiate lampes iodium - mixte - sodium + autres - Scc commercial 041.32.54.95/96 - Fax: 041.32.43.06

World Equipement vend Matériel de Boulangerie / Bongard / Fiorini Pâtisserie - Biscuiterie - Pressing - Emballeuse s/vide / Four / Mécroui / Mat. Cuisine - Tél: 021.777.007 - Fax: 021.470.353

A vendre Souffleuse de (P.E.T. / P.M.M.A. / PS / PP) Boutail. - Coupeuse-Soudeuse double piste (Sacs) - Cylindre de découpe Franklinit (carton) format (170/100) - Tél: 0773.92.69.65 / 0559.01.98.57

Phocopieuse couleur CANON IRC 2105 avec ADF + Recto Verso + Imprimante. En très bon état - Tél: 0662.22.80.81 / 0661.23.96.38

Ets D-stock lingerie importateur et distributeur de lingerie haute gamme vous invite à venir découvrir dans notre showroom à ORAN un nouvel arrivage très varié d'ensembles made in France de grande marque... Attention stock limité - Tél: 0770.44.23.48

BELUX a le plaisir de vous annoncer la réouverture après travaux de son agence de la rue de Tenira au 02 rue de Tenira à Oran, angle rue de Mostaganem près la résidence Clémentine - Contact Tél: 0770.26.30.06 - email: beluxtenira@hotmail.com

Cherche Chariot Perforateur pour location et achat d'un Pont Bascule (60 à 80 T) - Tél: 0555.03.62.68 - 0555.03.62.62

Achat et vente de tous types de Matériels informatiques, Micro, PC portable, Appareils photo, Caméscope, Pièces de rechange... etc. Le tout neuf ou occasion. Possibilité de déplacement au niveau de l'Ouest - Tél: 041.34.20.43 / Mob: 0771.77.66.20 / 0776.92.62.30

Vds machines: Soudeuse de Sac (plast., Alu, Kraft), Broyeur à Marteau (10 CV, 350 Kg/h), Fardeluse auto, semi-auto, Soudeuse de pot (Opereuluse), Convoyeur à bande (2 M). Des Cuves en (INOX 316 L) capacité 800 l verticales marque «TRANSMET» avec ou sans agitateur. Le tout: neuves - Tél: 0771.60.53.13 / 0662.50.56.81

J. Filles: l'école de coiffure et esthétique ELEGANCE lance un stage exclusif en tissage, rajout et colorimétrie par le professeur BILLAL d'Alger - 16, Rue Abderrahmane Miloud - Protin - Tél: 0793.68.82.25 / www.ecole-elegance.com

BENI-SAF: A vendre Chalutier de pêche côtière. Longueur: 22 m. Largeur: 5,60 m. Puissance moteur: 600 CV. Année de construction: Décembre 2004 - Tél: 0775.14.44.24

Proposons pour ANSEJ et autre, Matériel pour récupération déchets plastiques: Broyeur densifieur micromiseur + Ligne de fabrication de gaine et tuyau d'arrosage armé - Tél: 0770.31.71.71 - Site: www.EREI-Algerie.TK

A vendre Chaudière à vapeur 1.000 Kg/h, brûleur gaz en bon état de marche + Malaxeur bras en Z et Boudineuse deux sorties. Le tout en bon état de marche - Tél: 0661.98.09.22

Une entreprise nationale de télécommunication dans le domaine GSM est à la recherche d'un ingénieur et d'un technicien ayant une expérience préalable dans le domaine de Installation équipements BTS et des liaisons MW (de préférence sur les équipements HUAWEI) Envoyer votre CV par: Fax au 041 29 93 73 Ou par email au nari.ben@gmail.com

CONDOLÉANCES Le Président, les membres de la chambre régionale Ouest ainsi que l'ensemble des commissaires-priseurs de la région Ouest présentent leurs sincères condoléances à leur confrère Maître AGGOUN Miloud commissaire-priseur à Sougeur, suite au décès de son frère. Ils assurent sa famille de leur profonde compassion en cette pénible circonstance. Puisse Dieu, Le Tout-Puissant, accorder au défunt Sa Sainte Miséricorde et l'accueillir en Son Vaste Paradis. إنا لله و إنا اليه راجعون

DÉCÈS Les familles ZEROUAL, BAÁZIZ, RAMOUL, BENABES, HADOUCHE, KHENET et IMKOUHLA de COLLO, ont l'immense douleur de faire part du décès de leur père et grand-père Monsieur ZEROUAL MESSAOUD survenu le 30 Janvier 2010 à l'âge de 82 ans, et demandent à tous ceux qui l'ont connu de près ou de loin d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire. A Dieu nous appartenons et à Dieu nous retournons.

Vends Chalutier Polyester en activité fabriqué en Espagne année 2002, pêche côtière. Bien équipé - Tél: 0794.01.60.50 - 0661.66.94.39

Vente 1 lot de Pièces détachées automobiles Léger et Lourds. Ventes des Distributeurs de bois-sous fraîches automatiques (Cannette + Bouteille d'eau). Capacité 540 Pcs - Tél: 0770.48.54.63

A vendre Porte Engin. An. 2010. 60 T + Porte Char. An. 2010 + Citerne à gasoil 27.000 L. An. 2010 + Citerne à gasoil 45.000 L. An 2010 + Tracteur Renault 310 An. 1982 - Tél: 0779.45.06.69

A vendre: Machines neuves semi-automatiques de soufflage de bouteille de PET avec moules. Installation et mise en marche assurées. Formation de personnel exploitant. Pièces de rechange disponibles - Téléphone: 0669.52.36.00

I.S.F.H.T. Nouvelles inscriptions: Cuisine, Pâtisserie, Gât. oriental et Trad., Restauration, Réception (Guide tourist. et Opérateurs d'Agence de voyages) Fernandville (face Hôpital de Pédiatrie Arrêt Bus «Pharmacie») -



République Algérienne Démocratique et Populaire
Office de Promotion et de Gestion Immobilière d'Oran
08 Place Boudali Hasni Sidi El Houari - Oran
Tél: 39.39.33/39 Fax: 39.39.39 TELEX: 22.907

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DE MARCHÉ RELATIF A LA CONSULTATION

PROJET 32/120 LOGEMENTS A MERS EL KEBIR (RAR - TCE)

En application de l'article 43 du Décret présidentiel N° 02-250 du 24/07/2002, modifié et complété, portant réglementation des marchés publics, il est porté à la connaissance de l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à la consultation, relative à la réalisation du projet 32/120 logements à Mers El Kébir (RAR - TCE), qu'à l'issue du jugement des offres, le marché est attribué provisoirement à l'entreprise suivante:

Projet	Entreprises	Montant de l'offre DA/TTC	Délai	Note offre technique	Observations
Programme 5000 logts 32/120 logts à Mers El Kébir	BELBIA AEK	61.760.082.42	10 mois	74 pts	Offre jugée acceptable

Tout soumissionnaire, qui conteste ce choix, peut introduire un recours auprès de la commission des marchés publics de la wilaya d'Oran, dans les dix (10) jours qui suivent, à compter de la première publication du présent avis dans les quotidiens nationaux, ceci en application de l'article 101 du décret présidentiel N° 02/250 du 24/07/2002, modifié et complété, portant réglementation des marchés publics.

ANEP N° 796402 - 10/02/2010



المعهد الوطني للإنتاجية و التنمية الصناعية
Institut National de la Productivité et du Développement Industriel

L'INPED informe ses clients et partenaires que son catalogue Formation & Conseil 2010 est disponible et consultable en ligne sur son site web:

www.inped.edu.dz

Nous attirons l'attention de nos clients que l'Institut, soucieux de prendre en compte leurs attentes, lance de nouveaux

Masters Professionnels

dans des domaines stratégiques aussi variés que:

- Le management de la qualité, l'hygiène, la sécurité et l'environnement
- La supply chain management (SCM) et logistique
- Le management de l'innovation
- La sécurité des denrées alimentaires
- L'évaluation d'entreprise
- L'audit bancaire
- La finance internationale : le nouveau système comptable et financier
- Le marketing de l'innovation
- Le marketing stratégique
- Le marketing et management des exportations
- Le marketing des services
- Le management des entreprises
- Le droit des affaires
- Le management des unités documentaires
- L'informatique spécialité administrateur sous linux
- L'informatique spécialité administrateur réseaux windows 2008
- L'informatique spécialité sécurité Informatique

NB : Pour de plus amples informations se référer au catalogue

Les inscriptions peuvent se faire auprès du Département Gestion de la Relation Clients

Téléfax : 024 81 59 14 - Fax : 024 81 58 58 email : gro@inped.edu.dz

SARL METAUX AURES

IMPORT / EXPORT

Informe son aimable clientèle, entreprises publiques, entreprises privées, commerçants et charpentiers la disponibilité des produits suivants:

IPE, UPN, HEA, HEB, CORNIERE, FER PLAT, FER ROND, FER CARRE, TOLE LAC et FORTE...

Pour toute information contactez-nous sur les numéros suivants : Tél: 033.92.16.46 / 033.92.16.48 Fax: 033.92.17.48 / 033.92.15.65

GSM: 0661.34.09.62 / 0555.87.19.82 / 0555.04.02.55

Adresse: Zone industrielle BP N°149 Kechida Batna

E-Mail: metaures2000@yahoo.fr

SOCIETE SORFERT -SPA ALGERIE

13, Bd de l'industrie, rue de l'indépendance - Oran

Avis d'appel d'offres national

La société SORFERT SPA Algérie, pour ses besoins de transport d'urée en vrac depuis son site de production vers le port d'Arzew, lance un appel d'offres national pour une location de camions conteneurs de 30 tonnes de capacité.

Les entreprises intéressées par cet avis peuvent retirer le cahier des charges au niveau de la direction technique de SORFERT.

La date limite du dépôt des offres technico-commerciales est fixée au 10 mars 2010.

PENSÉE

A la mémoire de notre chère et regrettée

Mme MESSAADI Hadja Ghalia née KHELLADI

Les être chers ne meurent que lorsqu'on les oublie.

Cela fait une (01) année déjà que tu es partie sans nous dire au revoir. Ton étoile s'est éteinte le 14 février 2009 et tu nous as quittés pour un monde meilleur. La douleur a été profonde et le vide ressenti est immense. Tu as été pour nous une mère modèle, une sœur fidèle, une amie exemplaire, le vide que tu as laissé est irremplaçable au sein de la famille

Ton époux, tes filles, tes fils, tes petits-enfants, tes beaux-parents, demandent à tous ceux et celles qui t'ont connue, côtoyée et appréciée d'avoir une pieuse pensée et de réciter

la "Fatiha" à ta mémoire

Puisse Dieu t'accorder Sa Sainte Miséricorde et t'accueillir en Son Vaste Jardin.

A Dieu nous appartenons à Lui nous retournons.



CABELEQ

Société de Gestion des participations "Cableries & équipements

مؤسسة كهربية الجزائر

ENTREPRISE ELECTRIFICATION D'ALGERIE

AL ELEC/S.P.A

Au capital social de 1.457.880.000 DA



Avis d'Appel d'Offres à la concurrence national

N° 01/DEP/2010

L'Entreprise Electrification d'Algérie "AL ELEC" lance un avis d'appel d'offres national pour :

" La mise en place du système comptable financier (SCF)

Les bureaux d'études et cabinets d'experts justifiant des références requises et des moyens à la mesure de la mission sont invités à retirer le cahier des charges auprès de:

" Entreprise/Electrification d'Algérie " -AL ELEC-/SPA"

Département administration générale

12, Bd Néciria Nounou - Belouizdad - Alger -

Tél: 021.65.47.95 à 99 / Fax N° 021.65.87.69 / 021.65.50.86

Contre paiement de trois mille dinars (3.000 DA) représentant les frais de la documentation, à régler par chèque ou virement sur compte BEA - Agence Hassiba Ben Bouali N° 002 000 38 38 038 61 271 45. La date limite de dépôt des offres est fixée à 15 jours à compter de la première date de parution du présent avis.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant (45) quarante-cinq jours à compter de la date limite de dépôt des offres.

ANEP N° 841280 - 10/02/2010

Equipe nationale Chaouchi et Belhadj non convoqués face à la Serbie



Kamel Mohamed

Le gardien de but de l'équipe nationale Fawzi Chaouchi et le défenseur Nadir Belhadj ne devraient pas être sélectionnés pour le prochain match de l'équipe nationale contre la Serbie, le 3 mars prochain à Alger, indique-t-on du côté du staff technique. Les deux joueurs ont été expulsés lors du match de la demi-finale de la CAN 2010 en Angola face à l'Égypte. Ainsi on considère que les deux joueurs avaient pénalisé leur équipe et de ce fait, ils ne devraient pas être convoqués. Mais du côté du staff technique, on lais-

se entendre que du fait de leur suspension, ils ne seront pas sélectionnés. Cela dit, cette éviction, qui s'apparente à une mesure disciplinaire, sera levée dès les prochains stages car on considère que les deux joueurs ont grandement participé à la qualification de l'équipe nationale au Mondial 2010. Sur un autre registre, le staff technique doit arrêter la liste définitive des joueurs ce week-end.

Le cas de Mehdi Lacen de Santander (Espagne) devrait être tranché dans la mesure où beaucoup a été dit à son sujet. Saadane est dans l'attente d'une réponse de ce joueur, lequel est toujours hésitant à l'idée de rejoind-

re l'équipe nationale, explique-t-on. Pour rappel, sa venue en sélection avant la CAN avait provoqué une levée de boucliers.

L'entraîneur national Rabah Saadane s'était dit affecté par tout ce qui a été dit au sujet de Lacen, ce qui explique les appréhensions du joueur.

On indique que la balle est dans le camp de Lacen dont la venue en sélection est, faut-il le rappeler, fortement souhaitée par Saadane et les responsables de la FAF. Pour ce qui est de Rafik Djebbour qui était écarté, il devrait effectuer son retour d'autant plus qu'il a repris la compétition avec son club, l'AEK Athènes.



Handball - CAN 2010 Le sept algérien vise une place sur le podium

La sélection algérienne de handball (messieurs) prendra part au 19e Championnat d'Afrique des nations (11-21 fév.) en Égypte avec l'objectif de décrocher une des trois places au podium, synonyme de qualification au Mondial 2011 en Suède. «Notre ambition est d'obtenir notre billet qualificatif pour le Mondial 2011, c'est pourquoi nous visons le podium lors de ce 19e CAN», a affirmé à l'APS le sélectionneur national Salah Bouchecriou, ajoutant que «cela ne veut nullement dire que nous allons nous contenter de disputer les demi-finales, nous ferons le maximum pour atteindre la finale». Les différents stages effectués par le sept algérien, aussi bien en Algérie qu'à l'étranger, ont été bénéfiques. Le coach national s'est réjoui de la concrétisation à 100% du programme de préparation. «Nous avons livré plusieurs matches amicaux, comme nous l'avions prévu, a-t-il dit, seulement nous n'avons pas pu disposer totalement de certains joueurs professionnels lors de ces regroupements, mis à part dans les deux derniers stages où la totalité de l'effectif était présent».

L'entraîneur algérien s'est en outre déclaré satisfait de la prestation de ses joueurs lors des matches-tests, notamment face au Japon, la Corée du Sud et le Gabon. «Nous avons affronté des équipes de première et seconde divisions françaises et joué à deux reprises face à la Corée, 10e mondial, le Japon, une des meilleures équipes en Asie, et le Gabon...», a-t-il indiqué. Le sept algérien a réalisé une victoire et une défaite face à la Corée, deux succès face à la formation nipponne et battu plus largement encore la sélection gabonaise.

Evoquant le choix de la France comme lieu de déroulement du stage de l'équipe algérienne, Bouchecriou a expliqué que cela est motivé par le fait que «la majorité des joueurs algériens évoluent dans les championnats de France (Div.I et II) d'où la possibilité de les regrouper tout en étant également à la disposition de leurs clubs». L'effectif de la sélection algérienne a bénéficié de l'incorporation de plusieurs jeunes joueurs, à l'image de Berkous qui jouait en espoirs et qui a pris part à certains matches de l'équipe algérienne en Coupe du monde, outre Salah Chikh et Lamine Sahli qui vont faire leur baptême du feu aux côtés des joueurs chevronnés. En revanche, la sélection algérienne

sera privée des services de Belkacem Filah que le coach considère comme un des piliers de l'équipe. «Nous aurions aimé bénéficier de l'apport de Filah qui est malheureusement blessé. Toutefois, nous pouvons pallier son absence, car nous avons une équipe dont la force repose sur le collectif».

Les coéquipiers de Labane aborderont la compétition avec détermination, tout en respectant leurs adversaires (Côte d'Ivoire, Congo, Maroc...) afin de passer au second tour. Le coach national ne dispose pas beaucoup d'informations sur les adversaires de l'Algérie, mais compte s'informer beaucoup plus auprès des joueurs du GS Pétrolier qui ont affronté ces joueurs lors des compétitions africaines des clubs.

Les hommes de Bouchecriou pourraient affronter au deuxième tour l'Égypte, pays hôte, dans une conjoncture particulière suite à la tension ayant suivi le match ayant opposé en novembre dernier les deux pays pour la qualification en Coupe du monde de football.

«Tout est possible en compétition. Nous ferons le maximum pour réaliser un résultat positif. Si nous perdons, nous accepterons le verdict et si nous gagnons, l'Égypte doit l'accepter avec fair-play, comme nous l'avions été en l'an 2000 lorsque les Égyptiens ont été sacrés champions d'Afrique à nos dépens à la salle Harcha d'Alger. Nous avons été fair-play. La balle est maintenant dans leur camp». L'entraîneur national a souligné dans ce contexte que «nos joueurs seront les ambassadeurs de l'Algérie et donneront une bonne image du pays. Ils doivent éviter la pression afin de donner le meilleur d'eux-mêmes».

Concernant les conditions du séjour de la sélection algérienne, notamment le volet sécuritaire, la Fédération algérienne a reçu des garanties de la Confédération africaine de handball pour la sécurité des joueurs algériens et éviter les incidents qui ont visé les footballeurs algériens au Caire, à la veille du match du 14 novembre dernier.

Liste des 16 Algériens:

Gardiens: Abdelmalek Slahdji, Hicham Fligha et Samir Kerbouche

Joueurs de champ: Hicham Boudrali, Omar Chahboud, Riad Chabour, Messaoud Layadi, Saïd Hadeif, Amine Sahli, Messaoud Berkous, Chikh Salah, Abderrahim Berriah, Abderrazak Hamad, Tahar Labane, Saci Boulitaf et Rabah Soudani.

Madjid Bougherra dans le viseur du FC Barcelone et du FC Séville



**US Biskra
Houhou
jette l'éponge**

Le coach Samir Houhou quitte la barre technique de l'US Biskra. Après seulement quelques semaines de travail aux côtés de Souici, Samir vient de jeter l'éponge, alors que son bilan n'était pourtant pas négatif, une victoire face à l'OMA suivie d'un nul face à la coriace équipe du CR Témouchent. Mais les vieux réflexes sont toujours là pour exercer une pression sur l'entraîneur afin qu'il démissionne. A quand une prise de conscience pour instaurer une stabilité. Le président Mekihal surpris par cette démission de Houhou a chargé Yahia Souici de diriger le club qui doit se déplacer à Kouba ce vendredi en attendant de voir plus clair. **H. L.**

Le défenseur international algérien des Glasgow Rangers Madjid Bougherra est sur les tablettes de deux clubs espagnols, le FC Barcelone et le FC Séville, a rapporté hier le journal écossais Daily Record. Le meilleur joueur arabe 2009, selon la revue libanaise El Hadath Erriyadhi, intéresse l'entraîneur du Barca Pep Guardiola après son excellente prestation lors de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2010 en Angola.

Le technicien espagnol avait dépeché lors de la Coupe d'Afrique 2010 des recruteurs en Angola pour superviser des joueurs africains susceptibles de rejoindre Barcelone en juin prochain. Parmi les noms cochés par les techniciens du club catalan, figure Ma-

djid Bougherra qui avait été choisi par la CAF dans l'équipe type de la CAN-2010. Le patron du FC Barcelone a également discuté avec ses deux joueurs africains, l'Ivoirien Yaya Touré et le Malien Seidou Keita, pour connaître leur point de vue sur les qualités du joueur algérien, révèle le journal. Outre le FC Barcelone, un autre club espagnol, le FC Séville de Frederick Kanouté, est intéressé par les services de Bougherra. Agé de 27 ans, Bougherra avait rejoint les champions d'Écosse il y a deux ans en provenance de Charlton pour 2,5 millions de livres. Son éventuel transfert pour l'un des deux clubs espagnols sera négocié sur la base de 5 millions de livres, estime Daily Record.

Gymnastique - IRBO-Sud

Salem Lahna, une valeur sûre de la discipline

Tilmatine Med

La section gymnastique de l'IRBO-Sud compte dans ses rangs deux athlètes, en l'occurrence Ayad Mama et Salem Lahna, à l'avenir prometteur. Malgré son jeune âge, Ayad Mama, qui a réussi à décrocher deux médailles de bronze lors des derniers championnats nationaux, est dans l'antichambre de l'équipe nationale, alors que Salem Lahna se trouve au-devant de la scène depuis 2007. Médaillée d'or aux championnats d'Algérie en 2008, elle intègra les rangs

de l'équipe nationale qui prit part en janvier 2009 aux championnats d'Afrique au Caire. Cette athlète de 13 ans se révéla lors des championnats d'Algérie à Alger avec à la clé quatre médailles d'or. En prévision des championnats d'Afrique prévus en Namibie du 27 février au 4 mars 2010, Salem Lahna sera en regroupement avec l'équipe nationale du 10 au 27 février 2010 à Marseille. Selon son entraîneur, Benothmane Soreya, Salem Lahna est en mesure de décrocher une médaille en spécialité poutre et saut.

IRB Maghnia Les jeunes catégories délaissées

Chergui Abdelghani

Complètement délaissés par les responsables du club qui n'ont d'yeux que pour l'équipe seniors, les jeunes catégories de l'IRB Maghnia ont entamé une grève depuis le début de cette semaine afin de manifester leur mécontentement à l'égard des dirigeants ou du moins ce qu'il en reste, car la majorité ont quitté le navire pour des raisons obscures. Aucune attention n'est accordée à ces jeunes qui n'ont même pas droit à un équipement adéquat.

«Et pourtant l'argent ne manque pas, on a ras le bol de voir des joueurs seniors amasser des millions chaque saison et payés rubis sur ongles alors qu'un junior, cadet ou minime ne mérite même pas un survêtement et l'on dit que l'IRBM est une école. Certes, la pâte existe, mais il faut mettre les moyens pour la modeler.

C'est aberrant d'arriver à cette situation », nous dira l'un des entraîneurs des catégories jeunes. L'IRBM vit une situation catastrophique sur le plan de la gestion car, depuis le début de l'exercice 2009-2010, les caisses du club ont été renflouées par une manne financière qui avoisine le milliard et 500 millions de centimes toutes subventions confondues pour une peu reluisante septième place au classement général et des catégories jeunes complètement délaissées. Il y a aussi lieu de signaler la performance de l'équipe de handball qui s'apprête à entamer le play off pour l'accession en division une et dont le président se plaint du manque d'attention de la part des responsables du club et qui a, à maintes reprises, brandi la menace du forfait. L'APC, principal bailleur de fonds de l'association, doit intervenir et au plus vite afin de mettre fin à cette anarchie.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de la Justice
Direction Générale de l'Administration
Pénitentiaire et de la Réinsertion
Etablissement de Rééducation
et de Réadaptation Chlef

**Avis d'attribution provisoire
de marché**

Conformément aux dispositions de l'article 43 alinéa 2 du décret présidentiel n° 02-250 du 24/07/2002, portant réglementation des marchés publics modifié et complété, l'établissement de rééducation et de réadaptation - Chlef -, informe l'ensemble des soumissionnaires ayant répondu à l'appel d'offres national ouvert 2009 portant fourniture de l'établissement en (nombre de lots):

- Lot N° 01: Alimentation générale
- Lot N° 02: Fruits et légumes
- Lot N° 03: Poulets, viandes rouges fraîches ovine, bovine et viande bovine congelée
- Lot N° 04: Farine panifiable

Publié dans les quotidiens: **الجرائد الجديدة** et Le Quotidien d'Oran, et le BOMOP, qu'à l'issue de l'évaluation des offres, les marchés sont attribués provisoirement aux entreprises qui paraissent en détail dans le tableau ci-dessous:

Entreprise	Lot	Note Technique	Montant de l'Offre DA/TTC/Qtés min	Montant de l'Offre DA/TTC/Qtés max
HAFFANE Ben Armas Houari	Lot N° 01	72	38.182.003,20	44.660.457,60
DADI Djamel	Lot N° 02	74	17.177.100,00	23.743.808,00
DADI Djamel	Lot N° 03	54	28.520.184,00	34.709.700,00
ARBAOUI Mohamed	Lot N° 04	76	8.424.000,00	9.477.000,00

Le choix de l'entreprise est motivé par l'offre financière moins-disante. Tout soumissionnaire contestant ce choix, peut introduire un recours auprès de la commission ministérielle des marchés du Ministère de la Justice (DGFMI du Ministère de la Justice, sise au 23 Rue Taleb Abderrahmane - Bab El Oued - Alger), dans un délai de dix jours à compter de la 1ère parution du présent avis dans la presse nationale.

DIRECTION DE L'ETABLISSEMENT

ANEP N° 796361 - 10/02/2010



الصندوق الوطني للتوفير والإحتياط / بنك

CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE
ET DE PRÉVOYANCE-BANQUE
DIRECTION DU RESEAU ORAN EST

**AVIS D'APPEL D'OFFRES A LA CONCURRENCE
NATIONALE N° 01/10/DR ORAN EST**

La Caisse Nationale d'Épargne et de Prévoyance - Banque, Direction du Réseau Oran - Est, lance un avis d'appel d'offres ouvert à la concurrence nationale concernant les travaux de construction d'une agence à Mohammadia (Wilaya de Mascara) pour les lots:

- * Revêtement sol et mur, peinture, menuiserie métallique.
- * Étanchéité, plomberie, électricité.
- * Menuiserie aluminium.
- * Faux plafond, revêtement en alucobond, rampe d'escalier.
- * Climatisation.
- * Réseau informatique, téléphonie, électricité ondulé.
- * Rideau anti-vandalisme et porte automatique.

Les entreprises spécialisées intéressées par le présent avis peuvent retirer le cahier des charges auprès de la CNEP-Banque Réseau Oran Est (à côté du siège de l'APC) contre le paiement en espèces de la somme de deux mille dinars (2.000 DA) auprès du:

Secrétariat Permanent du Comité d'Ouverture des Plis
et d'Evaluation des Offres.

CNEP-Banque Direction du Réseau Oran Est "700"
Cité des 56 logements à Haï-Edhaya "ex-Petit Lac" Oran

Les offres doivent être établies et présentées conformément aux dispositions contenues dans le cahier des charges.

La date limite de dépôt des offres est fixée à vingt (20) jours, à partir de la première parution du présent avis.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pour une durée de 120 jours à compter de la date limite de dépôt des offres.

La séance publique d'ouverture des plis aura lieu le lendemain de la clôture des dépôts des offres au niveau de la Direction du Réseau Oran Est.

Les soumissionnaires sont invités y assister.

ANEP N° 796090 - 10/02/2010

OFFIC PUBLIC - Maître: **MOSTEFA HANCHOUR Mostefa**

Commissaire-priseur près le tribunal de Mostaganem
B.T 18(B) N° 202 CIA Mostaganem - Tél: (045) 30.82.21

AVIS DE VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES

Le commissaire-priseur porte à la connaissance du public, qu'il sera procédé à la vente aux Enchères Publiques Verbales avec Admission des Soumissions Cachetées du matériel stationné: A DOCKS DE L'OUEST DE MOSTAGANEM le: 23 FEVRIER 2010 à 10 h 00 - Mostaganem.

N° Ordre	Désignation du lot	Année	N° de Série	Observation
01	Compacteur sur pneus Hatra	1980	812d20422	En marche
02	Poclair Caterpillar 325-BL	1999	6DN00929	/
03	Fraiseuse Bettelli sur pneus	1990	388940246	/
04	Chargeur 980C Caterpillar	1989	63X06231	/
05	Poclair Caterpillar M.318 sur pneus	1996	8AL00225	/
06	Finicher sur chenilles	1987 Dynapac	865219	/
07	Niveleuse Komatsu G 60A3	1985	1025	/
08	Finicher sur chenilles Dynapac	1991	865342	/
09	Camion Sonacome C260 à Benne	1981	Jf 108	/
10	Camion Sonacome à Benne	1983	Jf 2174	/
11	Compacteur SAKAI SW 70	1982	30146	/
12	Compresseur à air 170			/
13	Chargeur 2320 ENMTP	1996	282200877333	/
14	Rétrochargeur Caterpillar	2003		/

CONDITIONS DE VENTE: - Conditions de vente habituelles. Pour toute autre information, s'adresser au Bureau du commissaire-priseur.

Le commissaire-priseur



LA SOCIETE DE TREFILAGE - TIARET -
RECRUTE

*** Un (01) Chef de Département Commercial**

CONDITIONS:

- Diplôme universitaire dans la filière
- Expérience de 05 années au minimum
- Maîtrise de l'outil informatique
- Etre dynamique
- Avoir le contact facile
- Permis de conduire exigé
- Résidant de préférence dans la wilaya de Tiaret

Envoyer lettre de candidature + CV + photo à l'adresse suivante:

SOTREFIT, BP 264 - CODE POTAL = 14000
ZONE INDUSTRIELLE ZAAROURA
TIARET

Société de Travaux Publics

Recrute

un Ingénieur en travaux publics
ou génie civil, ou Topographe apte
au déplacement, expérience
exigée 3 ans minimum.
Envoyez vos CV par mail :
sarl-sake@hotmail.com



TURQUIE

21 MARS - 28 MARS 2010

07 Nuits / 08 Jours

Hôtels 5*

Excursions & Soirées

PRISE EN CHARGE TOTALE

Inscriptions et Réservations

TEL: 043.204.249/043.203.856/043.384.040

0770.688.833 /0559.026.169

**FORMATION SUR LE NOUVEAU
SYSTEME COMPTABLE ET FINANCIER**

Dans le cadre de la mise en application du nouveau système comptable et financier (NSCF), plusieurs sessions de formation seront organisées à GHAZAOUET-13400. Cette formation s'adresse aux professionnels de la comptabilité et de la gestion. Elle sera organisée par Moussa ZEBBAR, Expert Comptable et Commissaire aux comptes. Le nombre de places étant limité, veuillez contacter dès à présent le 05.54.21.44.30, pour toute réservation ou complément d'information.

**Une Société de Publicité
et Communication**

Recrute

des agents commerciaux,
salaire motivant, expérience

souhaitée, envoyer CV

+ photo par e-mail au :

recrutement331@gmail.com

**Vends villa luxueuse
610 m²,**

R+1, double façade, côté
Sheraton rdc: 1 gd salon
français, 1 g. salon marocain,
1 g. cuisine américaine + corni
repas, 1 hammam turc, salle
d'eau, g. jardin, véranda, baie
vitrée, arbres fruitiers, fontaine
jets d'eau, garage pour 3 voitures
1er ét: 5 grandes chambres,
2 salles de bain (jacuzzi),
chauffage central, bache d'eau -
Tél: 0770.68.97.68,
Curieux s'abstenir.

**Vente de matériel
de transformation plastique
en état de marche:**

- 02 Extrudeuses de 75 à double vis.
- 01 Extrudeuse de 95 à double vis.
- 01 Turbo Mélangeur de 250 kg.
- 01 Broyeur de 35 CV.
- 01 Clarck

Contactez le n°: 0661.20.55.63

Santé

Les boissons sucrées augmentent les risques de cancer

Boire deux boissons sucrées par semaine augmente les risques de développer un cancer du pancréas, vraisemblablement en raison du sucre, selon une étude publiée lundi dans la revue de l'association américaine de lutte contre le cancer.

A la différence des précédents travaux sur le sujet, qui se penchaient sur les Européens ou les Américains, cette recherche portait sur des Asiatiques, en l'occurrence quelque 60.000 personnes vivant à Singapour. L'intérêt des scientifiques était motivé par le fait que, selon eux, le mode de vie des habitants du continent asiatique s'occidentalise de plus en plus. Les participants à l'étude qui buvaient au moins deux sodas par semaine étaient majoritairement des jeunes hommes peu sportifs, fumeurs, consommant de l'alcool et au régime alimentaire très riche en calories.

Les chercheurs ont ensuite essayé d'établir des liens entre leurs découvertes et les autres éléments de l'alimentation associés au cancer du pancréas, comme la consommation de viande rouge. Mais ces rapprochements n'ont pas «changé le lien entre le soda et le risque de cancer du pancréas», a déclaré à l'AFP Mark Pereira, l'un des auteurs de l'étude et chercheur à l'université du Minnesota.

«Nous soupçonnons le sucre d'être le coupable, mais nous ne pouvons pas le prouver avec cette étude», a-t-il toutefois noté, expliquant que la recherche ne prenait pas en considération tous les types de boissons sucrées.

Le cancer du pancréas est le cancer le plus foudroyant chez les adultes avec moins de 5% de patients atteints encore en vie cinq ans après le diagnostic de la maladie.



Virus Ebola

Immunisés après avoir consommé des fruits contaminés

Une part étonnamment élevée de la population gabonaise serait immunisée contre le virus Ebola, probablement après avoir consommé des fruits contaminés par de la salive de chauves-souris, selon des chercheurs de l'Institut de recherche pour le développement (IRD).

Leur étude sur plus de 4.000 prélèvements sanguins, publiée mardi dans la revue américaine PLoS ONE, apporte un éclairage nouveau sur la circulation d'Ebola dans la nature et sur sa dangerosité pour l'homme, qui pourrait s'avérer moindre que prévu. 15,3% des habitants testés possèdent en effet des anticorps contre ce virus, sans apparemment jamais avoir eu de fièvre hémorragique ou d'autres symptômes (diarrhées sévères, vomissements...), ont constaté Eric Leroy,

de l'IRD-centre international de recherches médicales de Franceville (Gabon) et ses collègues. Ce grand nombre de porteurs sains existe même dans des zones où aucune épidémie ne s'est jamais déclarée et leur fréquence, la plus haute rapportée à ce jour, varie selon les régions. Ainsi, les zones de savane et de plaines affichent des taux respectivement de 10,5 et 12,4%, tandis qu'en zones forestières, le taux atteint 19,4%, jusqu'à 33,8% dans certains villages. Ces personnes n'ont probablement développé qu'une forme légère de la maladie ou une forme sans symptômes.

Les chercheurs pensent que la source d'exposition se trouve à proximité des villages, aucun facteur de risque n'ayant pu être identifié comme la chasse ou le contact avec les animaux

sauvages. Seuls les grands singes et les chauves-souris sont naturellement infectés par Ebola. Les premiers sont rarement en contact avec les humains. En revanche les chauves-souris sont très nombreuses dans les régions forestières du Gabon, où les taux d'immunité sont justement les plus hauts. De plus, elles se perchent en grand nombre dans les arbres et consomment leurs fruits, en particulier dans les villages ou aux alentours. Les habitants ont vraisemblablement été en contact avec le virus en mangeant des fruits contaminés par la salive de ces animaux.

Sa fille de 4 ans ne fait pas ses devoirs, il la torture

Un soldat américain de 27 ans a été inculpé pour avoir soumis sa fille de 4 ans à une méthode d'interrogatoire réservée aux suspects de terrorisme, parce qu'elle n'arrivait pas à réciter sa leçon, a-t-on appris lundi auprès de la police de l'Etat de Washington. La fillette ne parvenait pas à réciter l'alphabet, qu'elle venait tout juste d'apprendre. Dans un accès de colère, et sous l'emprise de l'alcool, son père, Joshua Tabor, et sa petite amie l'ont alors traînée jusqu'au lavabo de la cuisine. Ils ont ensuite plongé sa tête dans l'eau à plusieurs reprises, tout en laissant le robinet ouvert, comme pour simuler une noyade, a expliqué à l'AFP Todd Stancil, chef de la police de la ville de Yelm. «Et comme si cela ne suffisait pas, la fillette a horreur de l'eau», a souligné M. Stancil. Cette technique, largement considérée comme de la torture, est appelée «waterboarding» ou «simulation de noyade» et a été utilisée sous l'administration du président George W. Bush dans le cadre d'interrogatoires de suspects de terrorisme.

Après l'incident, M. Tabor s'est précipité hors de chez lui, un «casque en kevlar» sur la tête, en menaçant de «casser les vitres» des maisons du quartier, a poursuivi M. Stancil. Alertés par les hurlements de M. Tabor, les voisins ont appelé la police qui a alors découvert la fillette, terrorisée et couverte de bleus. Elle a expliqué aux policiers avoir trouvé refuge dans la salle de bains. Joshua Tabor a été arrêté et inculpé pour coups et blessures volontaires. Lors de sa déposition, il a précisé aux policiers que, selon lui, la «simulation de noyade» était une «punition tout à fait adéquate», a encore dit Todd Stancil. M. Stancil a expliqué que la garde de la fillette avait été confiée à une famille d'accueil.

Etats-Unis

Une ville entière sur le grill !

Le camion de pompier étincelant garé au milieu de Centralia ne servira sans doute jamais. Car le feu qui ravage cette ville de Pennsylvanie, dans l'est des Etats-Unis, est souterrain et seul le temps - sans doute un siècle ou deux - parviendra à l'éteindre. Tel est l'étrange destin de ce bourg à quatre heures de route de New York, qu'un feu de charbon qui s'est déclaré voilà 50 ans en sous-sol a transformé en ville fantôme. Sur une population d'environ 1.000 habitants, moins d'une douzaine de personnes sont encore là, résistant farouchement aux ordres du gouvernement d'évacuer les lieux. Jalonnant des rues aux noms de fruits (Plum street, Apple ou Grappe), subsistent des panneaux défraîchis, lampadaires et lignes téléphoniques, ainsi que quatre cimetières, mais il n'y a presque plus de maisons. Le feu, qui continue de se consumer en rongant les strates de charbon de cette région longtemps minière, n'est pas visible mais on le sent.

De la fumée s'échappe du sol craquelé et brûlant de la route 61, aujourd'hui impraticable et couverte de graffitis, complétant ce tableau de fin du monde.

Les visiteurs, en particulier les journalistes, ne sont pas les bienvenus. «Ma mère me tuerait si elle me voyait vous parler», lance un homme depuis le seuil de sa maison. Une légende raconte qu'au XIXe siècle un prêtre catholique aurait maudit Centralia en déclarant: «Un jour cette ville sera effacée de la surface de la Terre». La vérité est plus terre à terre: en mai 1962, un amas d'ordures brûlantes est entré en contact avec la couche de charbon qui se trouve dans le sous-sol de la ville. Plusieurs opérations ont été

tentées afin d'éteindre le feu, notamment le creusement de tranchées, mais l'incendie s'est propagé à tout le réseau des anciennes mines de charbon.

Les habitants de Centralia ne sont aperçus des risques que progressivement: le taux de monoxyde de carbone dans l'air a grimpé, la route s'est craquelée, puis en 1981, un garçonnet a failli être englouti dans une crevasse soudainement apparue sous ses pieds. Dans les années 1980, le Congrès américain a débloqué 42 millions de dollars afin de racheter les terrains aux résidents. Dix ans plus tard, les autorités de Pennsylvanie utilisaient leur droit de préemption sur toutes les propriétés, poussant le reste des habitants à la porte.

Mais cela n'a pas empêché une poignée d'irréductibles de s'accrocher à leur maison. «Cela fait 50 ans que j'habite ici», jette un homme de son perron avant de claquer la porte. «Je n'aime pas changer d'adresse». Anne Marie Callahan Devine, maire de Centralia de 1985 à 1993, raconte que les habitants se sont sentis abandonnés par les autorités. «Le gouvernement a trouvé plus facile et moins coûteux d'exclure les gens, plutôt que d'éteindre le feu», s'insurge l'ex-élu. «Ils estiment qu'il faudra entre 100 et 300 ans pour que le feu s'éteigne. C'est triste». Tout le destin de cette région est lié aux éléments qui occupent son sous-sol, dont l'antracite, un type de roche carbonnée très combustible.

Alors que le feu consume Centralia, une importante opération de minage a lieu un peu plus loin, au sommet d'une colline. «Il y a du charbon juste sous les buissons», relève un habitant de Centralia, avec une voix où percent à la fois fierté et amertume.

Le médecin de Michael Jackson inculpé d'homicide involontaire



Conrad Murray, le dernier médecin de Michael Jackson, décédé le 25 juin dernier, a été inculpé lundi d'homicide involontaire pour la mort du «roi de la pop», a annoncé le bureau du procureur de Los Angeles.

Dans un communiqué, le bureau du procureur déclare que Conrad Murray, 56 ans, est soupçonné d'avoir «tué Michael Jackson, sans préméditation». Une audience, au cours de laquelle devait être signifié formellement au docteur Murray son acte d'accusation, devait se tenir à Los Angeles, précise en outre le commu-

niqué du procureur. Les avocats de Conrad Murray ont précisé lundi que leur client se rendrait de lui-même aux autorités à la mi-journée.

Michael Jackson est mort le 25 juin à l'âge de 50 ans à Los Angeles, des suites d'une surdose de médicaments et d'une intoxication à l'anesthésiant propofol.

Le docteur Murray a toujours reconnu qu'il avait administré le propofol à Michael Jackson, un peu avant sa mort. Mais selon lui, c'était à la demande insistante du «roi de la pop», qui l'utilisait comme somnifère.

Sarah Palin ne peut se passer d'«antisèche» !

Une «antisèche» gribouillée dans la paume gauche de Sarah Palin lors d'un débat faisait jaser lundi le tout-Washington, qui s'amusait de voir l'ancienne candidate à la vice-présidence des Etats-Unis avoir visiblement du mal à retenir des termes comme «énergie» ou «impôts». Une vidéo circulant sur l'internet montre Mme Palin en train de jeter un regard furtif à sa main gauche alors qu'elle était interrogée samedi lors d'une réunion de militants ultra-conservateurs à Nashville.



Un gros plan de la paume révèle que l'ancienne candidate républicaine, qui n'exclut pas de se présenter à la présidence des Etats-Unis en 2012, avait griffonné les mots «énergie», «impôts» et «redonner le moral aux Américains». Les termes «réduction des dépenses» figurent aussi, mais le mot «dépenses» est biffé, selon ce gros plan publié par le journal internet Huffington Post. Dans les réponses qu'elle a données à ses interlocuteurs qui l'interrogeaient sur ses projets pour le pays, Mme Palin s'est précisément prononcée pour l'exploitation des ressources énergétiques des Etats-Unis et a appelé à redonner du moral au pays. Les commentateurs soulignaient que dans le discours qu'elle ve-

nait de prononcer, Mme Palin s'en était prise au président Barack Obama, le qualifiant de «mec charismatique avec un prompteur», l'appareil électronique utilisé par les personnalités politiques et les présentateurs de télévision pour lire leur texte.

Interrogée dimanche à la télévision sur ses ambitions présidentielles, Mme Palin a estimé qu'il serait «absurde de ne pas réfléchir à ce que je pourrais potentiellement faire pour aider notre pays». Mme Palin avait dynamisé la campagne présidentielle de son colistier John McCain fin 2008 en séduisant la base républicaine ultra-conservatrice, mais ses gaffes et ses approximations avaient ensuite contribué à décrédibiliser sa candidature.



07.00 Journal télévisé (1ère édition)
07.15 Sabahiat
10.00 Dessins animés
10.30 Nawadir
Wa Hikayat
Feuilleton arabe
12.00 Dessins animés
12.30 Ibtikarat
13.00 Journal télévisé
13.30 Rebeca

Feuilleton
15.00 Film d'animation
16.30 Dessins animés
17.00 El-Aâlem
Baïna yadak
17.30 Mihan
Wa Hiraf
18.00 Journal télévisé amazigh
18.20 Haoula
Aâlem

19.00
El-Qilada

Feuilleton algérien
20.00 Journal télévisé (édition du 20h)
21.00 Dr House
Série américaine
21.45 Maqamat
23.30 1.2.3. Viva l'Algérie



09.30 Amour, gloire et beauté
09.55 C'est au programme
11.00 Motus
11.30 Les Z'amours
12.00 Tout le monde veut prendre sa place
13.00 Journal
14.00 Toute une histoire
15.15 Comment ça va bien !
16.20 Rex
17.05 Paris sportifs
17.15 Rex
18.05 En toutes lettres
19.00 N'oubliez pas les paroles
19.50 Météo 2
20.00 Journal
20.34 Météo 2

20.35 Obsession(s)



Film français
Avec Emilie Dequenne, Samuel Le Bihan
Brigadier de police au SRPJ de Pontoise, Sarah Lisbourne, célibataire, n'a que son vieux chien pour compagnon. Aussi aspire-t-elle à une vie plus mouvementée. Obsédée par les tueurs en série depuis la disparition de sa mère il y a quelques années, la voici enfin, pour la première fois, sur la piste d'un suspect. Le meurtrier en série Marc Douelec, incarcéré à Bois d'Arcy, prétend être l'auteur du crime, mais il refuse de livrer l'endroit où il aurait enterré le cadavre.
22.15 Panique dans l'oreillette
00.20 Journal de la nuit
00.35 Des mots de minuit



12.25 12/13 : Journal national
13.00 Drôle de 13H
13.30 En course sur France 3
13.45 Inspecteur Derrick
14.55 Questions au gouvernement
16.05 C'est pas sorcier
16.40 Slam
17.20 Des chiffres et des lettres
17.50 Questions pour un champion
18.30 18.30 aujourd'hui
19.00 19/20 : Journal régional
19.28 19/20 : Journal national
20.00 Tout le sport
20.10 Plus belle la vie

20.35 Coupe de France



- Bordeaux (L1) / Monaco (L1)
8e de finale. Tombeurs de l'Olympique Lyonnais en 16e de finale (2-1), les Monégasques de Chu Young Park et de Stéphane Ruffier rêvent désormais d'accrocher les championnats de France en titre à leur tableau de chasse. Mais les Girondins de Marouane Chamakh et de Geraldo Wendel, après avoir éliminé Rodez (National) et Ajaccio (Ligue 2), comptent bien profiter, pour la 3e fois consécutive, de l'avantage du terrain pour terrasser leur adversaire. A noter que les deux équipes se sont affrontées en championnat le 31 octobre dernier.
22.45 Soir 3
23.10 L'accident
01.00 Tout le sport



06.45 L'emploi par le Net
06.50 Ludo Zouzous
08.55 Les maternelles
10.00 Allô Rufo
10.10 Superscience
11.05 Pantanal : le dernier sanctuaire du jaguar
12.00 Ludo
13.30 Le magazine de la santé
14.25 Allô, docteurs !
15.10 La route des cerisiers en fleurs
15.40 Biotiful Planet
16.35 Expédition en pays manchot
17.25 C l'info
17.30 C à dire ?!
17.45 C dans l'air



19.00 Arte journal
19.30 Globalmag
19.50 Cap sur le Canada
20.35 Vive la bombe !
Film français
Avec Cyril Descours, Olivier Bartélémy, Mathieu Boujenah
Algérie, 1er mai 1962. La guerre est finie depuis moins de deux mois, mais, en vertu d'accords secrets avec le FLN, De Gaulle poursuit les essais atomiques français dans le Sahara. Philippe, un jeune lieutenant, et trois appelés du contingent, Fred, Jojo et Javiez, font partie de l'une des compagnies chargées d'assurer la sécurité autour de la montagne du Taourirt, où va s'effectuer un tir nucléaire souterrain. Mais au cours de l'essai, le Taourirt se fissure ; un nuage atomique s'échappe de la montagne et se déploie au-dessus des jeunes soldats.
22.00 Mystères d'archives
22.30 Si les pieds avaient des ailes...
23.30 Le dessous des cartes
23.40 Les contes de Canterbury
01.35 Court-circuit

TÉLÉVISION



20.45 Mentalist



06.45 TFou
11.05 La ferme Célébrités en Afrique
12.00 Attention à la marche !
13.00 Journal
13.55 Julie Lescaut
15.35 Une femme d'honneur
17.25 Monk
18.15 La ferme Célébrités en Afrique
19.05 Le juste prix
19.50 La prochaine fois, c'est chez moi
19.55 Météo
20.00 Journal
20.35 Moments de bonheur
20.37 C'est ma Terre
20.40 Courses et paris du jour

- Petit cercle entre amies
Série américaine
Avec Simon Baker, Robin Tunney
La sulfureuse Scarlett Marquesa meurt empoisonnée dans un country club, au cours d'une fête endiablée. Une enquête est aussitôt diligentée. Chacun des invités de la soirée est interrogé par les policiers et plus particulièrement par Patrick Jane qui ne manque jamais une occasion d'utiliser ses dons particuliers.
23.10 New York, section criminelle
00.45 L'empreinte du crime



22.30 Coûte que coûte



10.00 Absolument stars
11.10 Caméra café 2
11.35 La petite maison dans la prairie
12.45 Le 12.45
12.50 La petite maison dans la prairie
13.45 Papa à plein temps
15.40 Papa à plein temps 2
17.20 Le rêve de Diana
17.50 Un dîner presque parfait
18.50 100% Mag
19.45 Le 19.45
20.05 Caméra café 2
20.40 D&CO, une semaine pour tout changer

Présenté par Marie-Paule Doucet, Gilles Geffroy
Installés sur la Côte d'Azur, Philippe et Stéphanie mènent une vie de famille heureuse et épanouie avec leurs deux enfants, Marc et Ludivine. Mais, comme la cigale de la fable, ils achètent tout ce qui les tente et terminent chaque fin de mois de justesse. A 40 ans, malgré des revenus réguliers, ils n'ont pas mis d'argent de côté et n'ont fait aucun investissement.
02.10 Enquête exclusive



22.20 L'échange



10.30 Surprises
10.40 NBA Time
12.10 Les Guignols de l'info
12.20 L'édition spéciale 1ère partie
12.45 L'édition spéciale
14.00 Largo Winch
15.45 Le pas petit poucet
16.35 Les enfants de Timpelbach
18.20 Les Simpson
18.40 Le JT de Canal+
19.05 Le grand journal de Canal+
19.55 Les Guignols de l'info
20.10 Le grand journal, la suite
20.50 Voyage au centre de la Terre

Film américain
Avec Angelina Jolie, John Malkovich
Los Angeles, en 1928. Christine Collins, mère célibataire, travaille au standard téléphonique du Pacific Electric. Un matin, sollicitée pour remplacer une collègue malade, elle laisse à la maison son fils Walter, 9 ans. Quand elle rentre le soir, elle découvre qu'il a disparu. Après l'avoir cherché dans tout le quartier, elle prévient la police, qui attend 24 heures avant de lancer les recherches.
00.35 Martyrs



16.30 Questions pour un champion
17.00 Pierre Desproges, «Je ne suis pas n'importe qui»
18.00 TV5MONDE, le journal
18.25 L'invité
18.35 Rumeurs
19.00 La petite vie
19.30 Journal (TSR)
20.00 Catherine
20.30 Journal (France 2)
21.00 Avocats et associés
22.50 TV5MONDE, le journal
23.20 Le point
00.15 Tu seras un homme



10.45 Ludo
12.50 Avis de sortie
13.00 Joey
13.20 Robin des Bois
15.00 Ludo
18.15 Chante !
18.45 Plus belle la vie
19.40 La porte ouverte à toutes les fenêtres
20.15 Mr Bébé
20.20 Samantha Oups !
20.30 Tirage d'Oxo
20.35 Taratata
22.10 Comme une traînée de poudre
23.05 Génération reporters
00.35 Robin des Bois



09.55 Les enquêtes impossibles
11.40 Total maison
12.35 Les vacances de l'amour
13.30 Les condamnées
14.25 Clara Sheller
16.25 Police contre police
18.00 Pacific Blue
18.50 Family Guy
19.45 Dragon Ball Z
20.35 L.A. County brigade criminelle
22.10 Alerte rouge
23.55 Journal
00.05 Jeux actu



TFI 23.10

NEW YORK, SECTION CRIMINELLE

- Le grand amour
Série américaine
Avec Julianne Nicholson, Chris Noth, Eric Bogosian, Anne Dudek
Le capitaine Ross charge Wheeler et Logan d'enquêter sur la mort d'un médecin, victime d'un accident de moto. Les premiers éléments indiquent en effet qu'il s'agirait d'un meurtre, la moto ayant été trafiquée. Rapidement, la réputation du défunt vient compliquer l'enquête. En effet, le docteur était connu pour ses nombreuses conquêtes féminines. Certaines ne cachent pas leur indifférence, voire leur plaisir, de le savoir mort. Wheeler et Logan découvrent également que le fils du défunt a une singulière relation avec une de ses professeurs. Petit à petit, les deux enquêteurs rassemblent des preuves qui mènent directement au jeune homme...



M6 20.40

D&CO, UNE SEMAINE POUR TOUT CHANGER

Présenté par Valérie Damidot
Cela fait maintenant un an que Céline et Sébastien ont emménagé dans leur nouvelle maison. Avec leurs trois enfants, ils pensaient que les travaux de finition intérieure avanceraient relativement vite. Or, leur budget serré ne leur a pas permis d'obtenir un financement suffisant. Tout reste donc à faire. L'équipe de D&CO leur vient en aide afin d'achever l'aménagement intérieur de leur demeure. Car, avec leurs trois enfants, Céline et Sébastien vivent dans des conditions difficiles. La salle de bains n'a pas de lavabo, la cuisine est installée dans la cave. Enfin, les sols et les murs sont à nu dans les chambres.



CANAL+ 20.50

VOYAGE AU CENTRE DE LA TERRE

Film américain
Avec Brendan Fraser, Josh Hutcherson, Anita Briem, Seth Meyers
Avec ses hypothèses révolutionnaires, le sismologue Trevor Anderson est devenu l'objet des moqueries de ses confrères et son laboratoire est sur le point d'être fermé. Une visite de son neveu Sean, dont le père, également sismologue, a disparu au cours d'une expédition il y a dix ans, lui redonne courage. L'entraîne l'adolescent en Islande, où vient de se produire une secousse étrange. Accompagnés par leur guide Hannah, fille d'un éminent scientifique islandais, Trevor et Sean s'enfoncent dans une caverne. Un éboulement condamne l'unique issue. Ils n'ont plus le choix et doivent s'enfoncer au centre de la Terre, sur les traces du père de Sean...

La Chine premier exportateur au monde

L'Allemagne a connu l'an dernier sa plus mauvaise année de commerce extérieur depuis 1950, et la Chine lui a ravi le titre de numéro un mondial des exportations, selon des chiffres officiels provisoires publiés mardi. Les exportations allemandes ont reculé l'an dernier de 18,4% par rapport à 2008, pour un total de 803,2 milliards d'euros (1.121,3 milliards de dollars US), selon l'Office fédéral des statistiques Destatis. La Chine, avec 1.201,7 milliards de dollars de ventes à l'étranger en 2009, est devenue le premier pays exportateur au monde, un tournant déjà remarqué en novembre dernier sur 11 mois. En 2009, les importations allemandes ont baissé de 17,2% en glissement annuel sur un an, à 667,1 milliards d'euros. Au total, la balance commerciale allemande est restée excédentaire à 136,1 milliards d'euros. Depuis la fin de l'année dernière, les exportations allemandes se sont toutefois relancées: en décembre elles ont progressé de 3% par rapport à novembre en données corrigées des variations saisonnières, à 69 milliards d'euros, et de 3,4% sur un an. C'est la première fois qu'une hausse des exportations sur un an est observée depuis octobre 2008, souligne Destatis.

Tchad et Soudan ont «complètement tourné la page»

Le Soudan a «complètement tourné la page» de son conflit avec le Tchad et est prêt à normaliser ses relations avec son voisin, a déclaré mardi le président soudanais Omar Al-Bachir lors de la première visite à Khartoum depuis six ans de son homologue tchadien. «J'affirme aux peuples soudanais et tchadiens que nous avons complètement tourné la page», a-t-il déclaré lors d'un discours dans le «Pavillon de l'amitié», nom du centre des Congrès de Khartoum. «Cette visite a mis fin à tous les problèmes entre le Tchad et le Soudan», a ensuite ajouté à l'aéroport le président Bachir, lors d'une conférence de presse conjointe avec son homologue tchadien Idriss Deby Itno, qui a conclu mardi sa première visite sur le sol soudanais depuis 2004. «Je suis venu de cœur ouvert et la main tendue pour écrire une nouvelle page de nos relations. Je n'ai pas de doute que les mêmes sentiments et la même volonté animent mon frère, monsieur le Président Omar Hassan Ahmed Al-Bachir», a déclaré le président tchadien devant un millier de personnes réunies au centre des Congrès. Les relations entre les deux voisins africains ont été «profondément affectées» par la crise du Darfour, a reconnu le président tchadien.

Plus de 28 millions d'euros d'armes espagnoles pour le Maroc

Les ventes d'armes espagnoles à l'étranger ont augmenté de 64,5% au cours du premier semestre 2009 pour atteindre 411,1 millions, contre 249,9 millions à la même période de 2008, selon un rapport publié par le ministre espagnol du Commerce. Les principaux acheteurs sont des pays de l'UE avec 61,8% des marchés et des partenaires de l'Otan avec 66,8%, dont notamment l'Allemagne, le Royaume Uni et l'Italie, avec lesquels l'Espagne a des projets industriels militaires en commun, comme les programmes de construction de l'avion de combat européen EF-2000 et l'avion de transport militaire A-400M. Les ventes d'armes à ces trois pays ont atteint 165 millions d'euros, soit 40,1% du chiffre global tandis que le Portugal en a acheté pour une valeur de 62,8 millions d'euros, selon le document. Le Brésil (37,2 millions), Colombie (31 millions), Maroc (28,1 millions), Royaume Uni (14,2), Grèce (10,3) et la Malaisie (7,5) figurent également dans la liste des principaux clients de l'Espagne.

En 2008, les ventes d'armes au Maroc avaient atteint 113,90 millions d'euros, contre seulement 11,13 millions d'euros en 2007, devenant ainsi le troisième client de l'industrie militaire espagnole et premier hors Europe. Concernant le matériel à double usage (civil et militaire), les exportations espagnoles ont atteint 45,1 millions d'euros durant le premier semestre 2009, avec une baisse de 26,2% par rapport à la même période de 2008.

UE : vers un «gouvernement économique»



Le président de l'UE, Herman Van Rompuy, a évoqué la création d'un «gouvernement économique» des 27 afin de mieux coordonner leurs politiques face à la crise, avec à la clé des incitations financières pour les bons élèves, dans un document obtenu lundi par l'AFP. Aujourd'hui, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne sont chacun dans leur pays «responsables de la stratégie économique de leur gouvernement» national. A l'avenir, «ils devraient l'être au niveau de l'UE», écrit M. Van Rompuy dans ce document. «Que l'on appelle cela coordination des politiques ou gouvernement économique», les dirigeants européens sont les seuls en mesure de mettre en place «une stratégie commune visant à créer plus de croissance et davantage d'emplois», ajoute l'ancien Premier ministre belge. Ses propositions doivent être transmises aux 27 dirigeants en vue d'un sommet prévu jeudi à Bruxelles sur ce sujet, avec en toile de fond la situation budgétaire catastrophique de la Grèce. «Les récents développements dans la zone euro soulignent l'urgence de renforcer notre gouvernance», ajoute à ce propos M. Van Rompuy.

La réunion de jeudi doit poser les jalons d'une nouvelle stratégie économique pour l'UE, axée sur les investissements dans la recherche, l'économie «verte» et l'innovation, remplaçant celle dite «de Lisbonne».

Tentative d'assaut contre l'ambassade italienne à Téhéran



Une centaine de bassidjis, des miliciens iraniens en civil, ont participé à une manifestation «hostile» à l'Italie mardi à Téhéran et tenté de prendre d'assaut l'ambassade italienne, a déclaré mardi à Rome le chef de la diplomatie italienne, Franco Frattini, au cours d'une audition au Sénat. «Mort à l'Italie, mort à Berlusconi», ont hurlé les manifestants, selon le ministre des Affaires étrangères. M. Frattini a annoncé qu'en conséquence l'ambassadeur d'Italie

ne participerait pas aux cérémonies prévues à Téhéran pour l'anniversaire de la révolution islamique le 11 février. «Des pierres ont été lancées» contre l'ambassade, a indiqué à l'AFP un porte-parole du ministère. La police iranienne est intervenue et a pu «empêcher la véritable attaque menée contre l'ambassade d'Italie», a affirmé M. Frattini, peu avant de quitter le Sénat. Selon le ministre, l'ambassade n'a pas subi «de dégâts importants». Au cours d'un dé-

placement en Israël, le chef du gouvernement Silvio Berlusconi avait apporté mercredi un soutien sans faille à Israël et appelé à des «sanctions efficaces» contre l'Iran, soupçonné de vouloir se doter de l'arme nucléaire. Après les déclarations de M. Berlusconi à Jérusalem, la télévision d'Etat iranienne l'avait qualifié de laquais de «ses maîtres israéliens» et dénoncé «de graves ingérences dans les affaires intérieures» iraniennes.

Les Russes lâchent-ils l'Iran ?

La Russie a sensiblement durci le ton mardi face à son allié iranien, condamnant sa décision d'enrichir de l'uranium sur son propre territoire et évoquant désormais ouvertement la possibilité de sanctions économiques contre Téhéran.

Traditionnellement alliée à l'Iran, pour qui elle construit la centrale nucléaire de Bouchehr et fournit le combustible nécessaire à son fonctionnement, la

Russie a longtemps trainé les pieds pour de nouvelles sanctions, et cela bien que le conflit n'ait cessé de s'envenimer ces derniers mois. Mais l'annonce par le président Mahmoud Ahmadinejad dimanche du démarrage de la production d'uranium hautement enrichi (20%) par l'Iran, au nez et à la barbe des puissances occidentales, a visiblement été mal accueillie en Russie, où plusieurs hauts responsables ont vi-

vement réagi. «L'Iran soutient qu'il ne s'efforce pas de posséder l'arme atomique, qu'il développe le nucléaire civil», a ainsi déclaré le secrétaire du Conseil de sécurité de Russie, Nikolai Patrouchev, cité par les agences russes. «Mais les démarches qu'il entreprend, notamment l'enrichissement d'uranium à 20%, soulèvent des doutes chez d'autres pays. Et ces doutes sont assez fondés», a-t-il ajouté.

EDITORIAL

Par K.Selim

THÉÂTRALISATION POLITICIENNE

La décision de l'Iran de procéder à l'enrichissement à 20% de son stock d'uranium a provoqué, comme on pouvait s'y attendre, une levée de boucliers de la part des Américains, des Français et bien sûr d'Israël. Dans un élan unanime, qui contredit encore une fois le pluralisme dont se targuent les démocraties avancées, les médias sonnent le tocsin. Dans l'escalade de la théâtralisation politicienne à laquelle l'opinion est désormais habituée, l'initiative iranienne est présentée comme une «plongée dans l'inconnu», une étape «irréversible» vers la production imminente d'un arsenal nucléaire. La nécessité d'un enrichissement autrement plus significatif - à 90% - du combustible nucléaire pour la fabrication effective d'une arme atomique est à peine évoquée. La matière enrichie par les Iraniens ne peut en aucun cas servir à fabriquer une bombe, l'uranium enrichi à 20% ne peut être utilisé que pour le fonctionnement de réacteurs de centrale nucléaire, ou pour la propulsion de navires équipés de moteur atomique. A l'exception de ceux qui tentent de se faire peur en poussant des cris d'orfraie, personne n'adhère à cette excessive dramatisation.

En réalité, les Américains, les Français et les Israéliens s'indignent du refus de l'Iran de transférer vers la France et la Russie en

une seule expédition de l'essentiel de son stock d'uranium pour y subir un enrichissement à 20%. L'Iran qui avait donné son accord sur le principe, n'accepte pas de transférer en une seule fois la quasi-totalité de son stock d'uranium. Cette modalité d'expédition en un lot unique des réserves d'uranium vers des pays dont certains ne cachent même pas leur hostilité est un risque que la direction iranienne n'a pas voulu prendre. Pour beaucoup de dirigeants du premier cercle, la restitution de l'uranium une fois l'opération d'enrichissement effectuée n'est pas vraiment garantie. La menace de sanctions renforcées est donc à nouveau brandie, le trio de pays qui sert de fer de lance contre Téhéran peut compter sur l'appui des autres occidentaux membres permanents du Conseil de sécurité et probablement de la Russie, un partenaire traditionnel de l'Iran mais à la fiabilité douteuse.

Il y a peu de chance cependant que la Chine accepte un rehaussement des sanctions en direction du seul pays de la région qui

échappe à la mainmise américaine. De fait, l'Iran est le seul grand producteur d'hydrocarbures au Moyen-Orient avec lequel Pékin entretient des relations commerciales et politiques soutenues. Devant l'hypothèse d'un veto chinois, les milieux bellicistes, qui dominent les establishments politiques occidentaux, n'hésitent pas à évoquer la possibilité de sanctions hors du cadre des Nations Unies. Ce discours est lourd de menaces, nul n'ignore, l'expérience irakienne n'est pas si lointaine, que le contournement des instances onusiennes est en général le préalable à un conflit.

En dépit des propos lenifiantes de la Maison-Blanche, jamais l'escalade militaire américaine à travers le monde n'a été aussi nette. C'est en particulier vérifiable dans la région, où tous les pays voisins de l'Iran abritent des bases américaines ou d'alliés de Washington. Derrière la déploration du refus iranien d'accepter de coopérer avec l'Ouest se profile le refus israélo-américain d'accepter l'émergence d'une puissance autonome au Moyen-Orient. La montée en puissance de la présence navale américaine depuis la fin de l'année dernière et le déploiement continu de bases de missiles dans le Golfe sont les indications claires des vraies intentions occidentales.